

2024

Rapport Annuel



BOAD

BANQUE OUEST AFRICAINE
DE DÉVELOPPEMENT



SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2024

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2024

ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

RÉALISATIONS DE LA BOAD EN 2024

THÈME DE L'ANNÉE

INITIATIVE POUR LE DÉVELOPPEMENT DU TRANSPORT AÉRIEN DANS LES PAYS DE L'UEMOA

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

Sommaire

Message du Président	4
Sigles et abréviations	6
Tableau synoptique sur la BOAD et les financements mis en place en 2024	7
Faits marquants de l'année 2024	8
ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL	14
1- Environnement international	16
2- Environnement au sein de l'UEMOA	18
3- Développement humain et social en Afrique de l'Ouest	20
RÉALISATIONS DE LA BOAD EN 2024	22
1 - Tableau d'ensemble	24
2 - Réalisations par axe stratégique	30
Axe 1 : Renforcer l'intégration régionale	30
- Financement	30
- Suivi de la mise en œuvre des stratégies et programmes régionaux	31
Axe 2 : Contribuer à la création de valeur et d'emplois productifs en appui aux états et au secteur privé	32
- Financement	32
- Mandats d'arrangement	34
- Assistance financière aux États membres et à des institutions régionales	34
Axe 3 : Renforcer la résilience au changement climatique	35
- Financement	35
- Environnement et finance climat	36
Axe 4 : Augmenter les capacités de financement de la Banque	37
- Approfondissement du processus de mobilisation de ressources	37
- Principaux chantiers visant le renforcement de la capacité d'action de la Banque	38
Axe 5 : Renforcer les ressources humaines et les systèmes de gestion	39
- Gestion des ressources humaines	39
- Gestion de la gouvernance	39
THÈME DE L'ANNÉE	48
Introduction	50
1 - ETAT DES LIEUX DU TRANSPORT AÉRIEN DANS L'UEMOA	51
2 - DIAGNOSTIC DE LA CHAINE DE VALEUR DU TRANSPORT AÉRIEN DANS L'UEMOA	54
3 - PRINCIPALES RECOMMANDATIONS DE L'ÉTUDE SOUS REVUE	57
ANNEXES	60

SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD
ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2024

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2024

ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
ET SOCIAL

RÉALISATIONS DE LA BOAD EN 2024

THÈME DE L'ANNÉE

INITIATIVE POUR LE DÉVELOPPEMENT
DU TRANSPORT AÉRIEN
DANS LES PAYS DE L'UEMOA

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES
ET ABREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES



Message du Président

L'année 2024 a été marquée par un environnement international empreint d'incertitude au plan géopolitique. Dans ce contexte, la croissance mondiale s'est établie à 3,2 % après 3,3 % en 2023, tandis que l'évolution des prix a enregistré une décélération pour atteindre 5,8% contre 6,7% en 2023.

Malgré cette situation internationale quelque peu difficile et les défis propres de la Zone, les pays de l'UEMOA ont une nouvelle fois fait preuve de résilience. En effet, la croissance économique dans l'Union s'est accélérée pour s'établir à 6,2% contre 5,3% en 2023, en lien avec la bonne tenue de tous les secteurs d'activités et l'exploitation de gisements d'hydrocarbures au Niger et au Sénégal. Le taux d'inflation annuel moyen de l'Union est ressorti à 3,5% contre 3,7% en 2023.



SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPSIS SUR LA BOAD ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2024

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2024

ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

RÉALISATIONS DE LA BOAD EN 2024

THÈME DE L'ANNÉE

INITIATIVE POUR LE DÉVELOPPEMENT DU TRANSPORT AÉRIEN DANS LES PAYS DE L'UEMOA

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

La BOAD, fidèle à sa mission principale de contribuer à l'intégration économique et au développement équilibré des États membres de l'UEMOA a, dans ce contexte, consenti 942,9 Mds FCFA de financement en faveur de projets structurants dans des secteurs stratégiques. C'est la deuxième année consécutive que la Banque franchit les 900 Mds FCFA de financement en faveur de ses États membres, dont environ 78% consacrés à l'énergie, la sécurité alimentaire, le transport et l'économie numérique.

Environ 763,9 Mds FCFA de concours ont été consentis sous forme de prêts à moyen et long terme (81%) contre 138 Mds FCFA de prêts à court terme (14,6%), 24,63 Mds FCFA de prises de participations (2,6%), 10 Mds FCFA d'opérations de garantie (1,1%) et 6,4 Mds FCFA d'avance de fonds pour la réalisation d'études de faisabilité dans le cadre de la préparation de projets (0,7%).

Les décaissements sont ressortis à 383,1 Mds FCFA contre 449,0 Mds FCFA en 2023, portant le taux de décaissement annuel à 14,5% et le taux de décaissement cumulé à 64,7% à fin 2024.

S'agissant de la situation financière de l'Institution, elle demeure saine et marquée par une structure financière équilibrée avec un résultat net de 39,4 Mds FCFA, un total bilan de 3 893,48 Mds FCFA, des Fonds propres représentant 35,7% du total bilan et un ratio d'endettement de 177,4% pour une norme statutaire de 300%.

La bonne progression du résultat sur ces dernières années, indique bien que la Banque améliore ses performances opérationnelles et renforce sa solidité financière. Ce qui lui permet de démultiplier ses moyens d'intervention en faveur des économies de l'Union et d'assumer convenablement son rôle contracyclique et catalyseur dans la région. Le renforcement de la capacité financière de l'institution s'est poursuivi également avec la mise en œuvre des opérations d'optimisation du bilan, notamment la poursuite du déploiement des programmes d'assurance des prêts et de titrisation.

Les performances susvisées mettent bien en lumière la contribution déterminante de l'ensemble des parties prenantes aux résultats obtenus par la Banque. Elles viennent ainsi consolider la confiance des investisseurs et notre crédibilité.

A ce propos, je salue le soutien indéfectible et constant des actionnaires qui permet à la BOAD de renforcer son action au service du développement régional. Grâce à leur engagement, la Banque continue d'accroître ses financements et son impact en réponse aux besoins de ses États membres.

Ma reconnaissance va également à l'endroit de nos partenaires techniques et financiers dont l'accompagnement nous permet d'innover continuellement et de faire face aux défis de développement de la région.

Enfin, je voudrais féliciter le professionnalisme et le dévouement du personnel qui oeuvre sans relâche à l'amélioration des conditions de vie des populations, notamment celles des jeunes et des femmes.

Tous ensemble, nous continuerons à bâtir une UEMOA plus solidaire, plus prospère et plus intégrée.

SERGE EKUE
Président de la BOAD
Président du Conseil d'Administration de la BOAD



SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD
ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2024

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2024

ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
ET SOCIAL

RÉALISATIONS DE LA BOAD EN 2024

THÈME DE L'ANNÉE

INITIATIVE POUR LE DÉVELOPPEMENT
DU TRANSPORT AÉRIEN
DANS LES PAYS DE L'UEMOA

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES
ET ABREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

SIGLES, ACRONYMES & ABRÉVIATIONS

AFD	: Agence Française de Développement	KfW	: Kreditanstalt für Wiederaufbau
BAD	: Banque Africaine de Développement	Mds FCFA	: Milliards Francs CFA
BADEA	: Banque Arabe pour le Développement Économique en Afrique	MR	: Missions Résidentes
BCEAO	: Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest	ODD	: Objectifs de Développement Durable
BEI	: Banque Européenne d'Investissement	ONG	: Organisations non gouvernementales
BID	: Banque Islamique de Développement	PCA	: Plan de Continuité des Activités
BOAD	: Banque Ouest Africaine de Développement	PIB	: Produit Intérieur Brut
CEDEAO	: Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest	PME-PMI	: Petites et Moyennes Entreprises – Petites et Moyennes Industries
COP	: Conférence des Parties	PPP	: Partenariat Public-Privé
FCFA	: Franc de la Communauté Financière Africaine	RSE	: Responsabilité Sociétale des Entreprises
FDC	: Fonds de Développement et de Cohésion	SDSI	: Schéma Directeur du Système d'Information
FDE	: Fonds de Développement Énergie	SI	: Système d'Information
FMI	: Fonds Monétaire International	S&P	: Standard & Poor's
FVC	: Fonds Vert pour le Climat	TIC	: Technologies de l'Information et de la Communication
GED	: Gestion Électronique des Documents	UE	: Union Européenne
IAS/IFRS	: International Accounting Standards / International Financial Reporting Standard	UEMOA	: Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
		UMOA	: Union Monétaire Ouest Africaine



SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD
ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2024

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2024

ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
ET SOCIAL

RÉALISATIONS DE LA BOAD EN 2024

THÈME DE L'ANNÉE

INITIATIVE POUR LE DÉVELOPPEMENT
DU TRANSPORT AÉRIEN
DANS LES PAYS DE L'UEMOA

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES
ET ABREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

TABLEAU SYNOPTIQUE ET FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2024

Date de création	14 novembre 1973 Démarrage des activités opérationnelles en 1976
Actionnaires	- États membres de l'UEMOA : Bénin, Burkina, Côte d'Ivoire, Guinée Bissau, Mali, Niger, Sénégal, Togo - BCEAO (Banque centrale) - Actionnaires non régionaux : Allemagne, BAD, BADEA, BEI, Belgique, France, Inde, République Populaire de Chine, Royaume du Maroc
Mission	Promouvoir le développement équilibré des États membres et contribuer à la réalisation de l'intégration économique de l'Afrique de l'Ouest
Vision	BOAD, la Banque de référence pour un impact durable sur l'intégration et la transformation de l'Afrique de l'Ouest
Capital autorisé au 31/12/2024	1 709,35 Mds FCFA
Capital souscrit au 31/12/2024	1 525,75 Mds FCFA
Total bilan au 31/12/2024	3 893,477Mds FCFA
Effectif opérationnel de la Banque au 31/12/2024	340 agents
Financements en 2024	63 projets financés pour un total de 942,906 Mds FCFA
Répartition par domaines	
Transport/TIC	: 305,564 FCFA, soit 32,4%
Santé-Education	: 30 Mds FCFA, soit 3,2%
Production agricole et sécurité alimentaire	: 219,159 Mds FCFA, soit 23.2%
Immobilier-Habitat	: 91,6 Mds FCFA, soit 9,7%
Énergie	: 208, 998 Mds FCFA, soit 22,2%
Finance et Assurance	: 87,585 Mds FCFA, soit 9,3%
Quelques résultats de développement et d'impacts des projets financés (cibles ex ante)	
Production d'eau potable	: 125 246,79 Mètres cubes/jour
Terres agricoles irriguées	: 44 557,00 Hectares
Puissance électrique installée	: 702,00 Mégawatts
Emploi	: 432 954
Valeur ajoutée	: 296,09 Mds FCFA
Engagements nets cumulés 1976 - 2024	9 088,6 Mds FCFA

FAITS MARQUANTS

SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD
ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2024

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2024

**ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
ET SOCIAL**

RÉALISATIONS DE LA BOAD EN 2024

THÈME DE L'ANNÉE

**INITIATIVE POUR LE DÉVELOPPEMENT
DU TRANSPORT AÉRIEN
DANS LES PAYS DE L'UEMOA**

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES
ET ABREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES



Faits marquants de l'année 2024



SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2024

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2024

ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

RÉALISATIONS DE LA BOAD EN 2024

THÈME DE L'ANNÉE

INITIATIVE POUR LE DÉVELOPPEMENT DU TRANSPORT AÉRIEN DANS LES PAYS DE L'UEMOA

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

TIMELINE

2024

17 AVRIL

PACAN
Lancement de la phase pilote du Projet de Prêts Adaptés aux Catastrophes Naturelles (PACAN)

01 MAI

Décès 1^{er} Président de la Banque
La BOAD salue la mémoire de Pierre Claver DAMIBA

30 MAI

Signature BOAD / ATIDI
Signature d'une police d'assurance d'une valeur de 100 millions d'euros

17 MAI

Approbation de notes conceptuelles
Le 67^{ème} Conseil d'Administration du Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM) approuve trois notes conceptuelles pour un montant global de 17 milliards de FCFA, au profit du Bénin, du Burkina Faso et du Mali

28 JUIN

Accord BOAD/ROP-TIC
La BOAD et le Regroupement des Organisations Professionnelles des TIC de l'UEMOA (ROP-TIC) concluent un accord pour la promotion de la digitalisation dans l'espace UEMOA

02 AOÛT

100 millions d'euros en faveur de la BOAD
Signature de la 1^{ère} obligation hybride verte libellée en euros avec la Cassa Depositi e Prestiti (CDP) agissant pour le compte du Fonds Italien pour le Climat

19 SEPTEMBRE

Accélérer les investissements climatiques en UEMOA
Séminaire de Haut niveau sur la nouvelle nomenclature des études de faisabilité des projets climat et les mécanismes d'abondement du Fonds d'Etudes Climat de la BOAD

30 SEPTEMBRE

Confirmation notation BOAD
Moody's Ratings confirme la notation Baa1 de la BOAD avec une révision de la perspective de négative à stable



SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD
ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2024

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2024

ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
ET SOCIAL

RÉALISATIONS DE LA BOAD EN 2024

THÈME DE L'ANNÉE

INITIATIVE POUR LE DÉVELOPPEMENT
DU TRANSPORT AÉRIEN
DANS LES PAYS DE L'UEMOA

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES
ET ABREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

TIMELINE

2024

23 OCTOBRE

29 milliards de FCFA du Fonds Vert
La BOAD bénéficie d'une subvention de 29 milliards FCFA (44,02 MEUR) du Fonds Vert pour le Climat (FVC) pour financer la lutte contre les changements climatiques au Burkina, en Côte d'Ivoire, au Mali et au Niger

25 OCTOBRE

2^{ème} édition de Investor Day
En marge des Assemblées du Groupe de la Banque mondiale et du FMI, la BOAD rencontre ses investisseurs et partenaires à Washington DC

21 NOVEMBRE

1^{er} déclenchement PACAN
Déclenchement du mécanisme d'assurance « Prêts Adaptés aux Catastrophes Naturelles », en faveur de la République Togolaise

03 DÉCEMBRE

Garantie MIGA
La BOAD et MIGA impulsent le financement climatique en Afrique de l'Ouest avec une garantie de 506 millions d'euros au service de projets Agriculture, Énergies renouvelables et Logements verts

04 DÉCEMBRE

Lancement du Fonds de Transformation Digitale (FTD)
Lancé par la BOAD et la KfW, le FTD contribue à l'accélération de la transformation numérique des Etats membres de l'UEMOA

06 DÉCEMBRE

Accord BOAD / BAD
Le Groupe de la Banque Africaine de Développement signe un accord pour une prise de participation de \$24 millions dans la BOAD

09 DÉCEMBRE

AFIS Award 2024
BOAD Titrisation remporte le prix de Fund of the Year grâce à son opération Doli-P 2024-2031



SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPSIS SUR LA BOAD ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2024

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2024

ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

RÉALISATIONS DE LA BOAD EN 2024

THÈME DE L'ANNÉE

INITIATIVE POUR LE DÉVELOPPEMENT DU TRANSPORT AÉRIEN DANS LES PAYS DE L'UEMOA

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

17 avril

Lancement de la phase pilote du Projet de Prêts Adaptés aux Catastrophes Naturelles (PACAN)

Dans le sillage de ses innovations en matière de produits financiers, la BOAD, en collaboration avec la KfW, la Frankfurt School of Finance and Management, Munich Re, Arc Ltd, a développé, au profit de ses États membres, un programme de "Prêts adaptés aux catastrophes naturelles (PACAN). Ce projet vise notamment à renforcer la résilience climatique et sanitaire des pays de l'Union, en combinant une offre de prêts à faible taux d'intérêt à un produit d'assurance adapté.

La phase pilote porte sur un portefeuille de prêts s'élevant à plus de 350 millions de dollars à des conditions avantageuses en faveur des États du Bénin, de la Côte d'Ivoire, du Sénégal et du Togo. Le déclenchement du mécanisme d'assurance permettra de lever temporairement l'obligation de remboursement des pays emprunteurs, sans affecter les contrats de prêts sous-jacents, offrant ainsi une flexibilité et un allègement financier rapide.

1^{er} mai

La BOAD salue la mémoire de Monsieur Pierre Claver DAMIBA, son premier Président

La BOAD et son Conseil d'Administration saluent la mémoire de Monsieur Pierre Claver

DAMIBA, le premier Président de l'Institution, décédé le 1^{er} mai à Ouagadougou.

Entre 1975 et 1981, le Président DAMIBA a contribué à poser de solides bases sur lesquelles repose la Banque, aujourd'hui cinquantenaire. Il a également été un Homme d'Etat, Ministre, Conseiller et Expert émérite pour l'Afrique.

Bâtitteur et visionnaire, il laisse à l'institution un héritage exceptionnel. Le Siège de la Banque, « le grenier », construit dans la pure tradition architecturale africaine, alliant enracinement et ouverture, porte sa signature.

La BOAD perd un père fondateur, qui, de son vivant, se rendait toujours disponible, partie prenante aux grands moments de son Histoire. Présentant ses condoléances à la famille DAMIBA, à la nation Burkinabé, et à l'ensemble des institutions régionales et internationales que le Président DAMIBA a servies, le Président Serge EKUE déclarait : « Les œuvres du Président DAMIBA existent et perdureront ».

30 mai

Signature d'une police d'assurance d'une valeur de 100 millions d'euros entre ATIDI et la BOAD

African Trade & Investment Development Insurance (ATIDI) et la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) ont procédé à la signature d'une police d'assurance de cinq ans pour la couverture d'un portefeuille de 100 millions d'euros d'encours des prêts consentis

par la BOAD à des entités non souveraines au Bénin, au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire, au Sénégal et au Togo.

ATIDI fournira une couverture complète contre le défaut de paiement du portefeuille d'encours de prêts de la BOAD. De façon spécifique, cela permet de couvrir les premières pertes sur remboursements du principal au prorata avec la Banque, jusqu'à hauteur de 100 millions d'euros pour un encours total de 224 millions d'euros.

Cette opération représente une étape importante dans les efforts déployés par ATIDI et la BOAD pour mobiliser les investissements du secteur privé dans divers secteurs économiques de la zone UEMOA. Il s'agit de la deuxième opération d'optimisation de bilan soutenue par ATIDI, après celle dénommée « Room to run » de la BAD en faveur du secteur privé.

7 juin

Prix de l'Opération Innovante de l'Année décerné à la BOAD aux BRVM Awards

Le prix de l'opération innovante de l'année a été attribué à la BOAD au cours de la 5^{ème} édition des BRVM Awards tenue les 5 et 6 juin 2024. Cette distinction a été décernée pour l'opération de titrisation FCTC BOAD Doli-P 6,10% 2023-2030 qui a permis de mobiliser 150 Mds CFA auprès d'investisseurs régionaux et internationaux. Les fonds ainsi collectés ont permis de renforcer les capacités de financement de la Banque en faveur des projets

publics et privés dans le cadre de la mise en œuvre du plan stratégique DJOLIBA 2021-2025.

19 juin

67^{ème} Conseil d'Administration du Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM) : La BOAD reçoit l'approbation de trois notes conceptuelles pour un montant global de 17 milliards FCFA, au profit du Bénin, du Burkina Faso et du Mali

La Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD), accréditée au Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM), a reçu l'approbation de trois notes conceptuelles, pour un montant total de 29 M USD (17 milliards FCFA), lors du 67^{ème} Conseil d'Administration dudit Fonds, au profit des projets de trois pays de la zone UEMOA, le Bénin, le Burkina Faso et le Mali.

Ces trois documents conceptuels ont été développés par la BOAD, en collaboration avec l'UNEP et la Banque mondiale, dans le cadre de projets de renforcement de la résilience climatique et de promotion du développement durable au Bénin, au Burkina Faso et au Mali. Ils s'inscrivent dans le Programme intégré des Villes Durables et l'Approche de Transformation des Investissements à Grande Echelle, soutenant la mise en œuvre de l'Initiative de la Grande Muraille Verte (TALSISI-GGWI).

L'étape suivante consistera à élaborer des propositions complètes pour chaque projet, en collaboration avec les parties prenantes locales et internationales, afin d'en garantir la mise en



SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2024

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2024

ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

RÉALISATIONS DE LA BOAD EN 2024

THÈME DE L'ANNÉE

INITIATIVE POUR LE DÉVELOPPEMENT DU TRANSPORT AÉRIEN DANS LES PAYS DE L'UEMOA

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABBREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

œuvre efficace et efficiente. La Banque travaillera en étroite collaboration avec le PNUE et la Banque mondiale pour mobiliser les ressources nécessaires et assurer le succès de ces projets.

28 juin

La BOAD et le Regroupement des Organisations Professionnelles des TIC de l'UEMOA (ROP-TIC) concluent un accord pour la promotion de la digitalisation dans l'espace UEMOA

Cet Accord-cadre, qui s'inscrit dans le Programme Régional de Développement de l'Économie Numérique (PRDEN), vise à favoriser un partenariat dynamique et durable entre le secteur privé du numérique de l'espace UEMOA et la BOAD, ciblant ainsi les questions d'intérêt commun à fort impact. Cette alliance stratégique renforcera la capacité du ROP-TIC à financer et à mettre en œuvre des projets numériques de grande envergure en zone UEMOA, en référence aux objectifs de la Déclaration de Dakar.

2 août

Signature de la 1^{ère} obligation hybride, verte, libellée en euros, avec la Cassa Depositi e Prestiti (CDP) agissant pour le compte du Fonds italien pour le climat

La signature de cette 1^{ère} obligation hybride verte par une Banque Multilatérale de Développement, d'une valeur de 100 millions

d'euros, permettra de renforcer la base de capital de la BOAD, de soutenir sa notation financière et préserver ainsi sa capacité d'accès aux financements internationaux à des coûts compétitifs.

Une partie des fonds levés sera utilisée pour la construction et la réhabilitation des infrastructures de production d'électricité à partir de sources renouvelables, afin de diversifier le mix énergétique, éviter les émissions de CO2 et réduire les coûts de production de l'énergie, contribuant ainsi à la réalisation de plusieurs Objectifs de Développement Durable (ODD) des Nations Unies, en particulier l'ODD 7 (« Une énergie abordable et propre »), dans les pays membres de l'UEMOA.

19 septembre

Séminaire sur la Finance Climat à Cotonou

La Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD), en partenariat avec l'Union Européenne, a organisé un séminaire de haut niveau sur la Finance Climat, à Cotonou, en République du Bénin. Cette rencontre a rassemblé des acteurs publics et privés d'Afrique de l'Ouest, dans le but de standardiser les études de faisabilité des projets climat et de renforcer les mécanismes d'abondement du Fonds d'Études Climat (FEC).

Lors de ce séminaire, les discussions ont mis en lumière la nécessité d'accélérer les investissements climatiques et d'accroître la mobilisation de la finance climat.

Le séminaire a permis d'aboutir à une nomenclature sectorielle minimale pour les études de faisabilité des projets climat. Cette nouvelle approche facilitera l'intégration des co-bénéfices climatiques et des Objectifs de Développement Durable (ODD) dans les projets à travers la région.

La Déclaration de Cotonou entérine les conclusions de ce séminaire. Elle sera présentée aux Ministres des Finances des États membres de l'UEMOA pour portage jusqu'à la Conférence des Chefs États. Ce document constitue un guide essentiel pour assurer le financement durable des études des projets climatiques à l'échelle régionale.

30 septembre

Moody's Ratings confirme la notation Baa1 de la Banque Ouest Africaine de Développement avec une révision de la perspective de négative à stable

L'agence internationale de notation Moody's Ratings (Moody's) a révisé la perspective de la notation de la BOAD de «négative» à «stable» et confirmé sa note à Baa1.

L'amélioration de la perspective traduit notamment les anticipations par l'agence de la poursuite du renforcement des fonds propres et de la structure du capital de la Banque, de l'amélioration de la performance de ses actifs, ainsi que du maintien d'un excellent profil de liquidité et de financement, incluant son accès au refinancement de la BCEAO.

S'agissant de la confirmation de la note de crédit à Baa1, elle reflète en particulier l'engagement solide des actionnaires, sur une base continue et lors de circonstances exceptionnelles, et leur capacité à soutenir l'expansion de la Banque, lui permettant de remplir son mandat d'institution de financement du développement.

23 octobre

La BOAD bénéficie d'une subvention de 29 milliards FCFA (44,02 M EURO) du Fonds Vert pour le Climat (FVC) pour financer la lutte contre les changements climatiques au Burkina, en Côte d'Ivoire, au Mali et au Niger

Le Fonds Vert pour le Climat a approuvé, en faveur de la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD), le Programme Régional LOCAL Plus, en Afrique de l'Ouest, pour le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, le Mali et le Niger. Ce programme vise à faciliter l'accès des collectivités locales et du secteur privé de ces pays aux financements de l'action climatique.

Le programme, d'un montant total de 52,82 M EURO (35 milliards FCFA) sur une période de mise en œuvre de cinq ans, bénéficiera d'une subvention du Fonds Vert pour le Climat (FVC) d'un montant de 44,02 M EURO (29 milliards FCFA).



SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2024

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2024

ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

RÉALISATIONS DE LA BOAD EN 2024

THÈME DE L'ANNÉE

INITIATIVE POUR LE DÉVELOPPEMENT DU TRANSPORT AÉRIEN DANS LES PAYS DE L'UEMOA

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABBREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

25 octobre

BOAD Investor Day en marge des Assemblées annuelles de la Banque Mondiale et du FMI

Cette rencontre tenue le 25 octobre 2024, en marge des Assemblées annuelles du FMI et de la Banque mondiale a été une opportunité d'échanges privilégiés, entre la BOAD et ses principaux partenaires et investisseurs. A cette occasion, la Banque leur a présenté, l'état d'avancement du Plan Djoliba, qui constitue sa feuille de route pour un développement durable de la région, ainsi que ses principaux indicateurs financiers à fin juin 2024.

21 novembre

Déclenchement du mécanisme d'assurance « Prêts Adaptés aux Catastrophes Naturelles » (PACAN), en faveur de la République Togolaise

Suite aux fortes pluies et aux inondations qui ont frappé plusieurs régions du Togo, en octobre, le PACAN a été activé pour offrir un soutien budgétaire et des liquidités rapides au pays, lui permettant de faire face aux dommages et aux besoins urgents des populations touchées par cette catastrophe.

En effet, une indemnité de 6,6 millions d'euros sera reversée à la BOAD par l'African Risk Capacity Limited (Arc Ltd) pour couvrir les deux prochaines échéances des prêts inclus dans le

portefeuille PACAN du Togo. La couverture des obligations de remboursement des prêts par l'assurance PACAN permettra ainsi de libérer des fonds pour le pays et de les réorienter vers l'aide d'urgence et la reconstruction.

Le succès de ce premier déclenchement au Togo, est le fruit d'une collaboration entre la BOAD, la KfW, la Frankfurt School of Finance and Management, Munich Re, et l'ARC Ltd.

3 décembre

La BOAD et MIGA impulsent le financement climatique en Afrique de l'Ouest avec une garantie de 506 millions d'euros au service de projets Agriculture, Énergies renouvelables et Logements verts

L'Agence Multilatérale de Garantie des Investissements (MIGA), une entité du Groupe de la Banque mondiale, a émis une garantie de 506 millions d'euros (535 millions de dollars), en faveur de Société Générale France (SG) et de HSBC Bank Plc du Royaume-Uni, dans le cadre des prêts octroyés à la BOAD. Cette garantie, valable pour une durée maximale de quinze (15) ans, couvre le risque de non-respect des obligations financières par une Banque de Développement régionale.

La garantie de MIGA permettra de soutenir les opérations de prêt de la BOAD pour des initiatives durables et climatiques dans ses huit États membres. Les fonds seront investis dans les secteurs de l'agriculture, des énergies renouvelables, des logements verts, ainsi que

dans la santé, l'éducation, les infrastructures de base ou numériques.

La BOAD s'est engagée à consacrer 50 % du prêt garanti à des projets de financement climatique éligibles, dont 30 % seront dédiés au financement de l'adaptation climatique, au cours des cinq premières années de la garantie de 15 ans de MIGA.

4 décembre

Lancement du Fonds de Transformation Digitale (FTD)

Le Fonds de Transformation Digitale (FTD) est une initiative de la BOAD et de la KfW pour répondre aux besoins croissants de digitalisation dans les pays membres de l'UEMOA. C'est un levier essentiel pour accélérer la transformation digitale des administrations publiques. Ce Fonds a pour objectif de répondre aux besoins de financement et de développement des systèmes d'information des administrations publiques des pays membres de l'UEMOA.

Le FTD se distingue par (i) la disponibilité des ressources qui sont accessibles à tous les pays de l'UEMOA ; (ii) la spécialisation du fonds qui est dédié exclusivement à la digitalisation des administrations publiques ; (iii) l'adaptabilité des solutions qui sont modulables selon les besoins spécifiques des pays.

6 décembre

Le Groupe de la Banque Africaine de Développement (BAD) signe un accord pour une prise de participation de 24 millions de dollars dans la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD)

Cet investissement contribuera à l'augmentation de capital de la BOAD, approuvée par le Conseil d'administration en décembre 2022. Elle comprend 10,8 millions de dollars de capital callable, mis à disposition sur la période 2023-2027. Cette opération porte la part de la BAD dans le capital de la BOAD de 0,54 % à 1 %.

9 décembre

AFIS Awards 2024

BOAD Titrisation remporte le trophée **FUND OF THE YEAR**, qui récompense les groupes d'investissement et gestionnaires d'actifs qui se sont illustrés par leur caractère innovant.

Dans cette dynamique, BOAD Titrisation a récemment, clôturé l'opération « **Doli-P 2024-2031** », visant à titriser un portefeuille de créances non souveraines détenu par la BOAD. Cette transaction a permis de mobiliser 160 milliards de FCFA, attirant des investisseurs régionaux et internationaux.

Cette réussite témoigne de l'intérêt croissant pour des solutions de financement innovantes et durables.

SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD
ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2024

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2024

ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
ET SOCIAL

- 1. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL
- 2. ENVIRONNEMENT DANS L'UEMOA
- 3. DÉVELOPPEMENT HUMAIN

RÉALISATIONS DE LA BOAD EN 2024

THÈME DE L'ANNÉE

INITIATIVE POUR LE DÉVELOPPEMENT
DU TRANSPORT AÉRIEN
DANS LES PAYS DE L'UEMOA

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES
ET ABREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES



ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD
ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2024

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2024

ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
ET SOCIAL

- 1. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL
- 2. ENVIRONNEMENT DANS L'UEMOA
- 3. DÉVELOPPEMENT HUMAIN

RÉALISATIONS DE LA BOAD EN 2024

THÈME DE L'ANNÉE

INITIATIVE POUR LE DÉVELOPPEMENT
DU TRANSPORT AÉRIEN
DANS LES PAYS DE L'UEMOA

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES
ET ABREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

1 - ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

En 2024, l'environnement économique au plan international a été marqué par la résurgence de l'incertitude et de l'instabilité géopolitique, avec la poursuite de la guerre entre l'Ukraine et la Russie et des tensions géopolitiques au Moyen-Orient.



L'activité économique mondiale a été affectée par les effets persistants de ces chocs mondiaux, entraînant une hausse des prix des produits alimentaires et énergétiques en raison de perturbations dans les chaînes d'approvisionnement.



SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPSIS SUR LA BOAD ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2024

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2024

ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

- 1. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL
- 2. ENVIRONNEMENT DANS L'UEMOA
- 3. DÉVELOPPEMENT HUMAIN

RÉALISATIONS DE LA BOAD EN 2024

THÈME DE L'ANNÉE

INITIATIVE POUR LE DÉVELOPPEMENT DU TRANSPORT AÉRIEN DANS LES PAYS DE L'UEMOA

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABBREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

La croissance mondiale devrait décélérer légèrement à 3,2% en 2024 après avoir atteint 3,3% en 2023¹, en raison du manque d'investissement et de la faible croissance de la productivité. Elle devrait remonter en 2025 pour se situer à son niveau de 2023. L'inflation globale au niveau mondial devrait passer d'une moyenne annuelle de 6,7 % en 2023 à 5,7 % en 2024, suite au relâchement des taux d'intérêt aux États-Unis et dans la zone euro, puis à 4,2 % en 2025.

Dans les économies avancées, le relèvement des taux d'intérêt pour lutter contre l'inflation et le retrait des dispositifs d'aide budgétaire dans un contexte d'endettement élevé ont pesé sur la croissance économique qui devrait se situer à 1,7% en 2024 comme en 2023, avant de connaître une légère progression en 2025 (1,9%). La croissance américaine devrait s'établir aux environs de 2,8% en 2024 contre 2,9% en 2023, portée essentiellement par une consommation dynamique. Elle devrait connaître une légère baisse en 2025 pour s'établir à 2,7%. L'inflation dans les pays avancés ressortirait à 2,6% en 2024 après 4,6% en 2023.

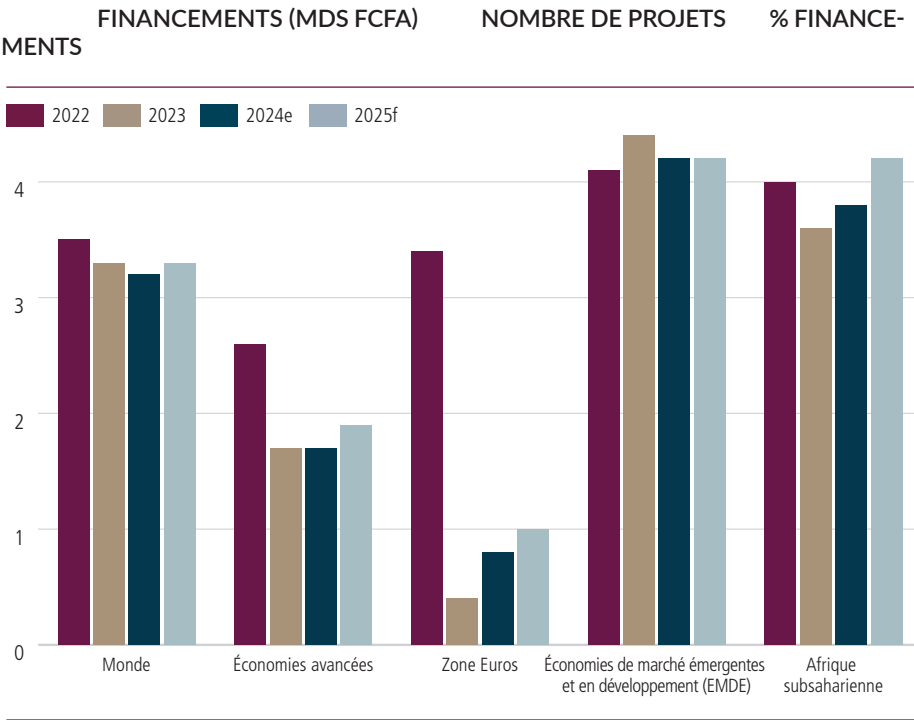
Pour la zone euro, la croissance du PIB devrait passer de +0,4% en 2023 à +0,8% en 2024, puis +1,0% en 2025, portée par une dynamique plus forte dans les services et les exportations. L'Allemagne, avec une croissance projetée à -0.2% en 2024 devrait encore enregistrer une légère récession comme en

2023 (-0,3%). Quant à la France, la croissance devrait rester stable à 1,1 % en 2024 comme en 2023, avant de connaître une légère baisse en 2025 (0,8%).

Au niveau des pays émergents et des pays en développement, la croissance économique bien que toujours dynamique devrait connaître, en revanche, un léger ralentissement, passant de 4,4% en 2023 à 4,2% en 2024 et 2025. Ce ralentissement se ressentirait en Chine et en Inde avec des taux de croissance respectifs de 4,8% et 6,5% en 2024 d'une part, et d'autre part de 4,6% et 6,5%, en 2025. L'inflation devrait continuer à baisser, passant de 8,1% en 2023 à 7,9% en 2024, puis 5,9% en 2025 en lien avec l'atténuation progressive des tensions sur les marchés du travail, conjuguée à une baisse attendue des cours de l'énergie.

En Afrique subsaharienne, la croissance économique en 2024 devrait ressortir en légère progression à 3,8%, comparativement à 2023 (3,6 %), avec une modeste reprise prévue en 2025 à 4,2 %. Le PIB de l'Afrique du Sud resterait sur cette trajectoire avec un taux de 0,8% en 2024 et 1,5% en 2025. Quant à l'inflation, elle devrait demeurer encore élevée en raison de l'augmentation continue des prix intérieurs des denrées alimentaires depuis 2019, pour s'établir à 20,1% en 2024, après 18,7% en 2023 avant de redescendre à 13,7% en 2025². Près d'un tiers des pays afficheraient une inflation à deux chiffres.

L'inflation globale au niveau mondial devrait passer d'une moyenne annuelle de 6,7 % en 2023 à 5,7 % en 2024



Source : Perspectives de l'économie mondiale, Mise à jour, FMI, janvier 2025.

¹ Perspectives de l'économie mondiale (FMI, Octobre 2024) et Mise à jour des perspectives de l'économie mondiale (FMI, janvier 2025)
² IMF DataMapper consulté le 23/12/2024



SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD
ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2024

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2024

ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
ET SOCIAL

- 1. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL
- 2. ENVIRONNEMENT DANS L'UEMOA
- 3. DÉVELOPPEMENT HUMAIN

RÉALISATIONS DE LA BOAD EN 2024

THÈME DE L'ANNÉE

INITIATIVE POUR LE DÉVELOPPEMENT
DU TRANSPORT AÉRIEN
DANS LES PAYS DE L'UEMOA

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES
ET ABREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

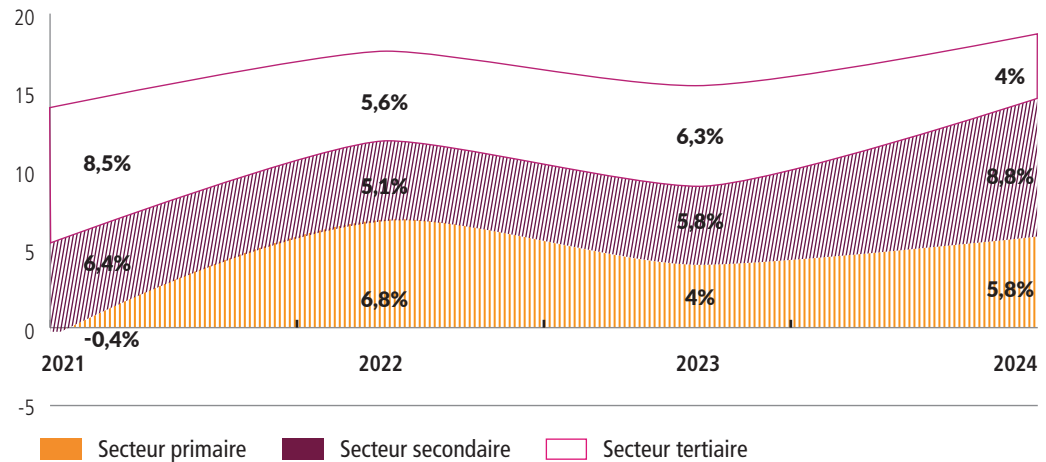
2 - ENVIRONNEMENT AU SEIN DE L'UEMOA

En 2024, les économies de l'UEMOA sont demeurées résilientes, nonobstant la dégradation de la conjoncture internationale et régionale, la persistance des défis sécuritaires, l'instabilité politique dans certains États et le stress climatique.

³ The Sustainable Development Goals Report 2024, Septembre 2024 (Rapport sur les Objectifs de développement durable 2024, Nations unies)

Cette performance s'explique principalement par une amélioration de l'activité dans les secteurs primaire (5,8% contre 4% en 2023) et secondaire (8,8% en 2024 contre 5,8% en 2023), en dépit d'un ralentissement constaté au niveau du tertiaire (4,0% en 2024 contre 6,3% en 2023).

GRAPHIQUE 2 : ÉVOLUTIONS DE L'ACTIVITÉ SECTORIELLE ENTRE 2021 ET 2024



Au niveau du secteur primaire, l'activité a été portée par la hausse de la production vivrière et de rente, en lien avec le bon déroulement de la campagne agricole, sous l'effet de la mise en œuvre des programmes nationaux de développement agricole, le renforcement de la subvention des intrants agricoles et la bonne pluviométrie dans la majorité des États membres. Au niveau du secondaire, l'activité a été soutenue, notamment par la poursuite du dynamisme des activités extractives, le regain des activités manufacturières et l'essor des BTP, en raison de l'accélération de l'exécution des grands chantiers. En ce qui concerne le tertiaire qui profiterait de la bonne tenue des secteurs primaire et secondaire,

il a été marqué par l'amélioration continue de certaines branches telles que le transport, le tourisme, l'hôtellerie ainsi que le renforcement de l'activité des unités du sous-secteur « Banque, assurance et autres services ».

En 2024, le taux d'inflation annuel moyen de l'Union ressortirait à 3,8% contre 3,7% en 2023, en lien avec la volatilité des prix au niveau des fonctions ci-après : « Produits alimentaires et boissons non alcoolisées » (+5,3%), « Restaurant et hôtel » (+3,8%), « Santé » (+3,8), « Logement, eau, électricité, gaz, et autres combustibles » (+3,7%) et « Meubles, articles de ménages et entretien courant du foyer » (+2,9%).



SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPSIS SUR LA BOAD ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2024

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2024

ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

- 1. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL
- 2. ENVIRONNEMENT DANS L'UEMOA
- 3. DÉVELOPPEMENT HUMAIN

RÉALISATIONS DE LA BOAD EN 2024

THÈME DE L'ANNÉE

INITIATIVE POUR LE DÉVELOPPEMENT DU TRANSPORT AÉRIEN DANS LES PAYS DE L'UEMOA

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

Par État membre, le taux de croissance se présenterait comme suit

Bénin	+6,7%
Burkina Faso	+5,0%
Côte d'Ivoire	+6,1%
Guinée-Bissau	+5,1%
Mali	+4,9%
Niger	+8,8%
Sénégal	+6,7%
Togo	+6,3%

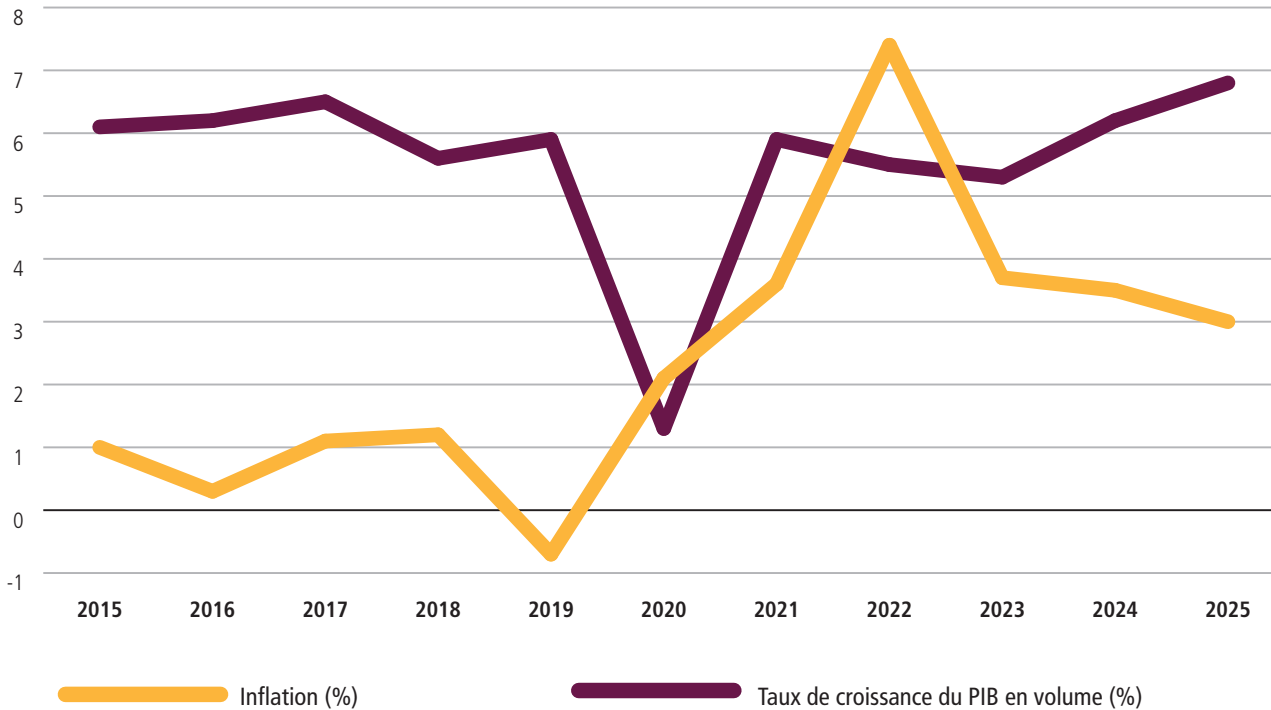
Par pays, le taux d'inflation se présenterait comme suit :

Bénin	+1,0%
Burkina Faso	+4,5%
Côte d'Ivoire	+3,5%
Guinée-Bissau	+3,6%
Mali	+3,6%
Niger	+10,4%
Sénégal	+1,0%
Togo	+3,1%

L'exécution des opérations financières des États en 2024 se traduirait par une réduction du déficit budgétaire global qui se situerait à 5,3% du PIB contre 5,9% en 2023. Le déficit budgétaire global, hors dons, représenterait 6,2% du PIB contre 7,0% en 2023 et s'expliquerait par une hausse des recettes publiques plus importante que celle des dépenses.

En ce qui concerne le taux d'endettement dans l'Union, il devrait s'établir en 2024 à 60,3% contre 59,7% en 2023, soit une

GRAPHIQUE 3 : TAUX DE CROISSANCE ET D'INFLATION DANS L'UEMOA SUR LA PÉRIODE 2015-2025



Source : Rapport d'exécution de la Surveillance Multilatérale, décembre 2024

progression de 0,6 point de pourcentage. La dette intérieure continuerait de progresser rapidement dans plusieurs États membres, en liaison avec les interventions sur le marché financier régional et la hausse des taux d'intérêt.

Toutefois, ces perspectives resteraient fragiles au regard de l'environnement international marqué par la poursuite de la guerre en Ukraine, les tensions géopolitiques au Moyen-Orient et la volatilité des cours des matières premières. Au plan

régional, les risques qui pèsent sur ces perspectives concernent principalement la persistance de la crise sécuritaire.

Pour assurer la viabilité de l'Union et renforcer la résilience des économies, il est impératif de préserver les conditions d'un climat socio-politique apaisé dans tous les États membres et de poursuivre les efforts de mobilisation des ressources tant internes qu'externes.



SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD
ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2024

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2024

ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
ET SOCIAL

- 1. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL
- 2. ENVIRONNEMENT DANS L'UEMOA
- 3. DÉVELOPPEMENT HUMAIN

RÉALISATIONS DE LA BOAD EN 2024

THÈME DE L'ANNÉE

INITIATIVE POUR LE DÉVELOPPEMENT
DU TRANSPORT AÉRIEN
DANS LES PAYS DE L'UEMOA

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES
ET ABREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

3 - DÉVELOPPEMENT HUMAIN ET SOCIAL EN AFRIQUE DE L'OUEST

Selon le Rapport sur les objectifs de développement durable en 2024³, le monde n'est pas en voie d'accomplir l'Agenda 2030 des ODD. En effet, selon ce rapport, seulement 17% des cibles des ODD sont sur la bonne trajectoire, environ 48% des cibles sont en retard ou connaissent des « progrès modérés ou marginaux », et 35% n'ont enregistré aucun progrès ou ont régressé par rapport à 2015.

Les effets persistants de la pandémie de COVID-19, l'escalade des conflits, l'accroissement des inégalités, les niveaux record d'endettement des pays en développement, les tensions géopolitiques et le chaos climatique croissant ont gravement entravé les progrès.



En ce qui concerne l'Afrique, le Rapport sur le développement durable en Afrique (ASDR) 2024⁴ souligne la nécessité d'accélérer les progrès sur les ODD 1 (l'élimination de la pauvreté), 2 (l'élimination de la faim) et 17 (le renforcement des partenariats mondiaux), d'inverser la tendance négative concernant l'action climatique (ODD 13) et de renforcer les systèmes statistiques pour suivre les réalisations, en particulier s'agissant de la bonne gouvernance (ODD 16).

Il ressort également de ce rapport que l'Afrique est en passe d'atteindre moins de trois des 32 cibles mesurables des ODD d'ici 2030.

En Afrique subsaharienne, Maurice avec un indice global de développement durable de 70,45 et un rang de 73^{ème} sur 166 pays, ressort comme le premier pays de la zone à performer dans la réalisation des ODD.

Dans la zone UEMOA, malgré quelques progrès observés dans certains pays (Sénégal, Bénin, Togo, Côte d'Ivoire), notamment en matière de réduction des inégalités (ODD10), des défis majeurs persistent dans la lutte contre la pauvreté, la sécurité alimentaire et dans l'éducation pour l'atteinte des Objectifs de Développement Durable (ODD).

En effet, les pays de la zone UEMOA sont à mi-chemin de la réalisation de l'ensemble des 17 ODD avec un score moyen de 55,6 sur 100, au-dessus de la moyenne pondérée des pays de la CEDEAO (53,6 sur 100).

Le Sénégal, la Côte d'Ivoire, le Togo, le Mali et le Bénin avec des scores respectifs de l'indice global du développement durable de 63,39⁵ (116^{ème}/166), 62,72/100 (121^{ème}/166), 58,37/100 (129^{ème}/166) et 56,8/100 (139^{ème} /166) en 2023 performant mieux que la moyenne des pays de l'UEMOA (56,6/100) et de la CEDEAO (53,6/100) comme l'indique le graphique ci-après :

³ The Sustainable Development Goals Report 2024, Septembre 2024 (Rapport sur les Objectifs de développement durable 2024, Nations unies)

⁴ Rapport sur le développement durable en Afrique (ASDR) 2024 (PNUD, CEA et BAD), Juin 2024

⁵ La note globale mesure le progrès total vers la réalisation de l'ensemble des 17 ODD. Le score peut être interprété comme un pourcentage de réalisation des ODD. Un score de 100 indique que tous les ODD ont été atteints.



SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2024

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2024

ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

- 1. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL
- 2. ENVIRONNEMENT DANS L'UEMOA
- 3. DÉVELOPPEMENT HUMAIN

RÉALISATIONS DE LA BOAD EN 2024

THÈME DE L'ANNÉE

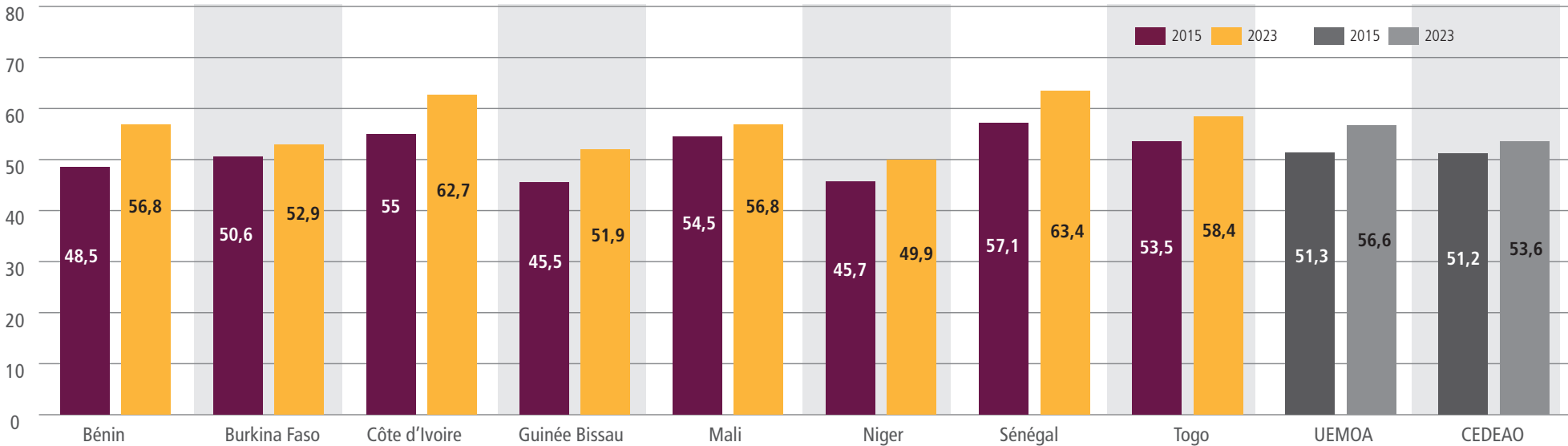
INITIATIVE POUR LE DÉVELOPPEMENT DU TRANSPORT AÉRIEN DANS LES PAYS DE L'UEMOA

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABBREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

GRAPHIQUE 4 : ÉVOLUTIONS DU SCORE DE L'INDICE GLOBAL DE DÉVELOPPEMENT DURABLE DES PAYS DE L'UEMOA ENTRE 2015 ET 2023



Source : Sustainable Development Report 2024, nos traitements.

Partant de ces constats, le Rapport sur le développement durable en Afrique en 2024, tout en rappelant à une coopération internationale plus forte et plus efficace pour accélérer les progrès d'ici 2030, formule les recommandations suivantes :

- Plaider en faveur d'un accès accru au financement concessionnel (pour débloquer le volume de financement nécessaire pour stimuler le développement durable) dans le cadre des réformes de l'architecture financière internationale. Le déficit d'investissement dans les ODD dans les pays en développement s'élève aujourd'hui à 4 000 milliards de dollars par an. Les pays en développement ont besoin de plus de ressources financières et d'espace fiscal ;

- Entreprendre des analyses prospectives de la viabilité de la dette afin d'éviter ses vulnérabilités et de maintenir le financement des services sociaux essentiels (santé, éducation, protection sociale) et des investissements productifs qui donnent la priorité à un développement centré sur la population, le but étant de faire progresser le développement durable ;
- Mettre en œuvre des réformes économiques et institutionnelles globales pour améliorer l'efficacité et l'utilisation optimale des ressources en donnant la priorité aux investissements dans le capital physique et humain, ainsi qu'à l'adoption de compétences et de technologies qui joueront un rôle clé dans la réduction de la pauvreté ;

- Renforcer les services d'information sur le climat et les systèmes d'alerte précoce afin de garantir des réponses plus souples aux risques liés au climat. Le renforcement des réseaux d'observation météorologique et hydrométéorologique et des systèmes d'alerte précoce est également crucial, tout comme la mise à jour des stratégies régionales de réduction des risques de catastrophe ;
- Mettre pleinement en œuvre la ZLECAf en soutenant les industries locales et les chaînes de valeur régionales, stimulant ainsi l'intégration économique et la croissance sur l'ensemble du continent.

SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD
ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2024

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2024

ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
ET SOCIAL

RÉALISATIONS DE LA BOAD EN 2024

- 1. TABLEAU D'ENSEMBLE
- 2. REALISATIONS PAR AXE STRATEGIQUE

Axe 1 : Renforcer l'intégration régionale

Axe 2 : Contribuer à la création de valeur
et d'emplois productifs en appui aux
Etats et au secteur privé

Axe 3 : Renforcer la résilience au changement
climatique

Axe 4 : Augmenter les capacités de
financement de la Banque

Axe 5 : Renforcer les ressources humaines
et les systèmes de gestion

THÈME DE L'ANNÉE

INITIATIVE POUR LE DÉVELOPPEMENT
DU TRANSPORT AÉRIEN
DANS LES PAYS DE L'UEMOA

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES
ET ABREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

RÉALISATIONS DE LA BOAD EN 2024





SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2024

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2024

ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

RÉALISATIONS DE LA BOAD EN 2024

1. TABLEAU D'ENSEMBLE

2. REALISATIONS PAR AXE STRATEGIQUE

- Axe 1 : Renforcer l'intégration régionale
- Axe 2 : Contribuer à la création de valeur et d'emplois productifs en appui aux Etats et au secteur privé
- Axe 3 : Renforcer la résilience au changement climatique
- Axe 4 : Augmenter les capacités de financement de la Banque
- Axe 5 : Renforcer les ressources humaines et les systèmes de gestion

THÈME DE L'ANNÉE

INITIATIVE POUR LE DÉVELOPPEMENT DU TRANSPORT AÉRIEN DANS LES PAYS DE L'UEMOA

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

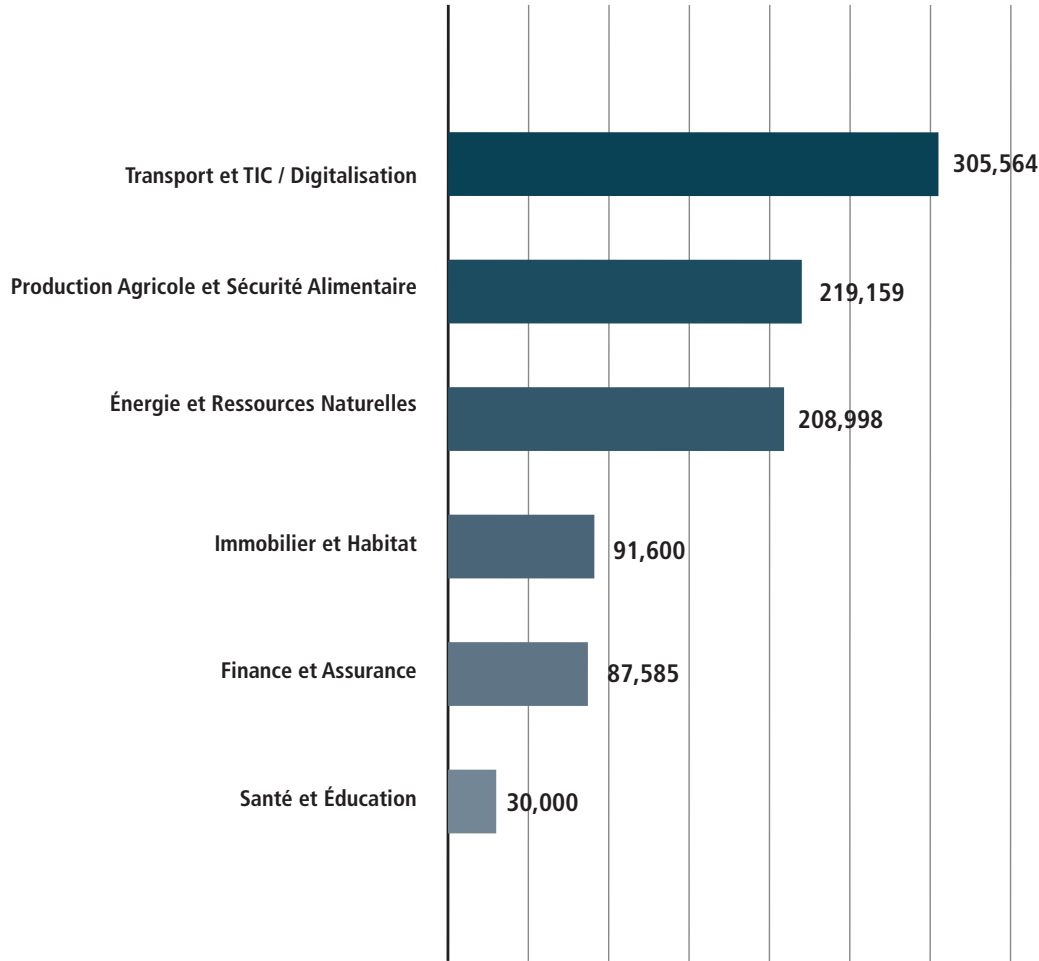
1 - TABLEAU D'ENSEMBLE

En 2024, 942,9 Mds FCFA de financements ont été octroyés par la Banque pour soutenir des projets de développement durable dans l'UEMOA. Les financements accordés se chiffraient à 978,7 Mds FCFA en 2023.

Les prêts à moyen et long terme sont ressortis à 763,9 Mds FCFA, représentant 81,0% des concours. S'y ajoutent 138 Mds FCFA (14,6%) de financements de court terme et 24,63 Mds FCFA (2,6%) de prises de participations. Les opérations de garantie pour 10 Mds FCFA (1,1%) et les études pour 6,4 Mds FCFA (0,7%) complètent la panoplie de concours de la Banque.

La répartition des financements par domaine et axe opérationnel se présente comme suit :

GRAPHIQUE 5 : FINANCEMENTS PAR DOMAINE EN 2024 (MDS FCFA)





SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2024

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2024

ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

RÉALISATIONS DE LA BOAD EN 2024

- 1. TABLEAU D'ENSEMBLE
- 2. REALISATIONS PAR AXE STRATEGIQUE

- Axe 1 : Renforcer l'intégration régionale
- Axe 2 : Contribuer à la création de valeur et d'emplois productifs en appui aux États et au secteur privé
- Axe 3 : Renforcer la résilience au changement climatique
- Axe 4 : Augmenter les capacités de financement de la Banque
- Axe 5 : Renforcer les ressources humaines et les systèmes de gestion

THÈME DE L'ANNÉE

INITIATIVE POUR LE DÉVELOPPEMENT DU TRANSPORT AÉRIEN DANS LES PAYS DE L'UEMOA

- LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABREVIATIONS
- LISTE DES ANNEXES
- ANNEXES

GRAPHIQUE 6 : FINANCEMENTS PAR AXE OPÉRATIONNEL EN 2024 (MDS FCFA)



Source : Services BOAD



SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2024

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2024

ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

RÉALISATIONS DE LA BOAD EN 2024

1. TABLEAU D'ENSEMBLE

2. REALISATIONS PAR AXE STRATEGIQUE

- Axe 1 : Renforcer l'intégration régionale
- Axe 2 : Contribuer à la création de valeur et d'emplois productifs en appui aux Etats et au secteur privé
- Axe 3 : Renforcer la résilience au changement climatique
- Axe 4 : Augmenter les capacités de financement de la Banque
- Axe 5 : Renforcer les ressources humaines et les systèmes de gestion

THÈME DE L'ANNÉE

INITIATIVE POUR LE DÉVELOPPEMENT DU TRANSPORT AÉRIEN DANS LES PAYS DE L'UEMOA

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

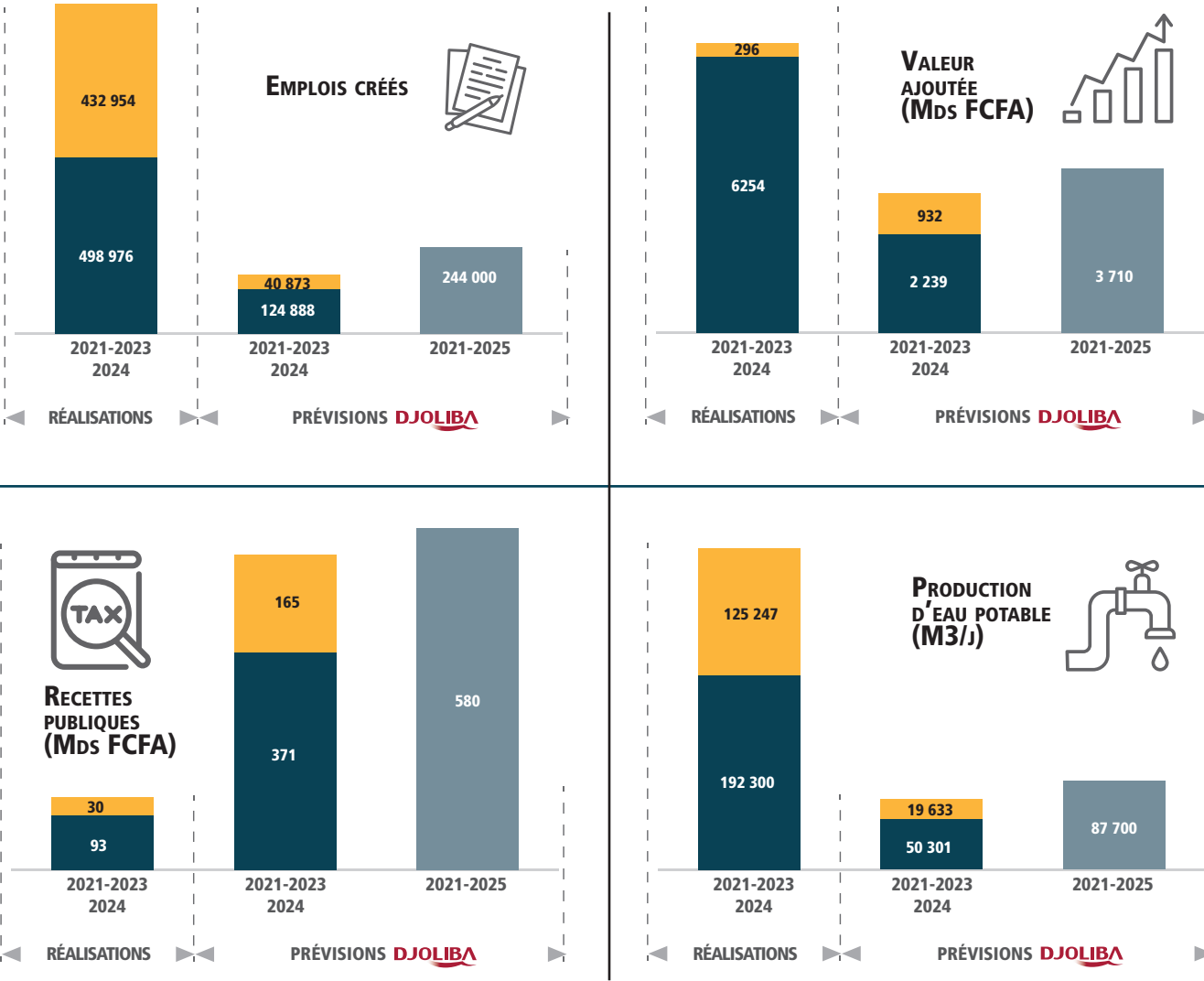
ANNEXES

A l'issue de quatre années de mise en œuvre du Plan DJOLIBA, le soutien financier de la Banque aux projets de développements des États membres s'élèvent à 2 897,7 Mds FCFA.

Ces financements, une fois mis en place, génèreront les impacts anticipés ci-après :

GRAPHIQUE 7 : FINANCEMENTS PAR DOMAINE EN 2024 (MDS FCFA)

Source : Services BOAD





SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2024

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2024

ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

RÉALISATIONS DE LA BOAD EN 2024

1. TABLEAU D'ENSEMBLE

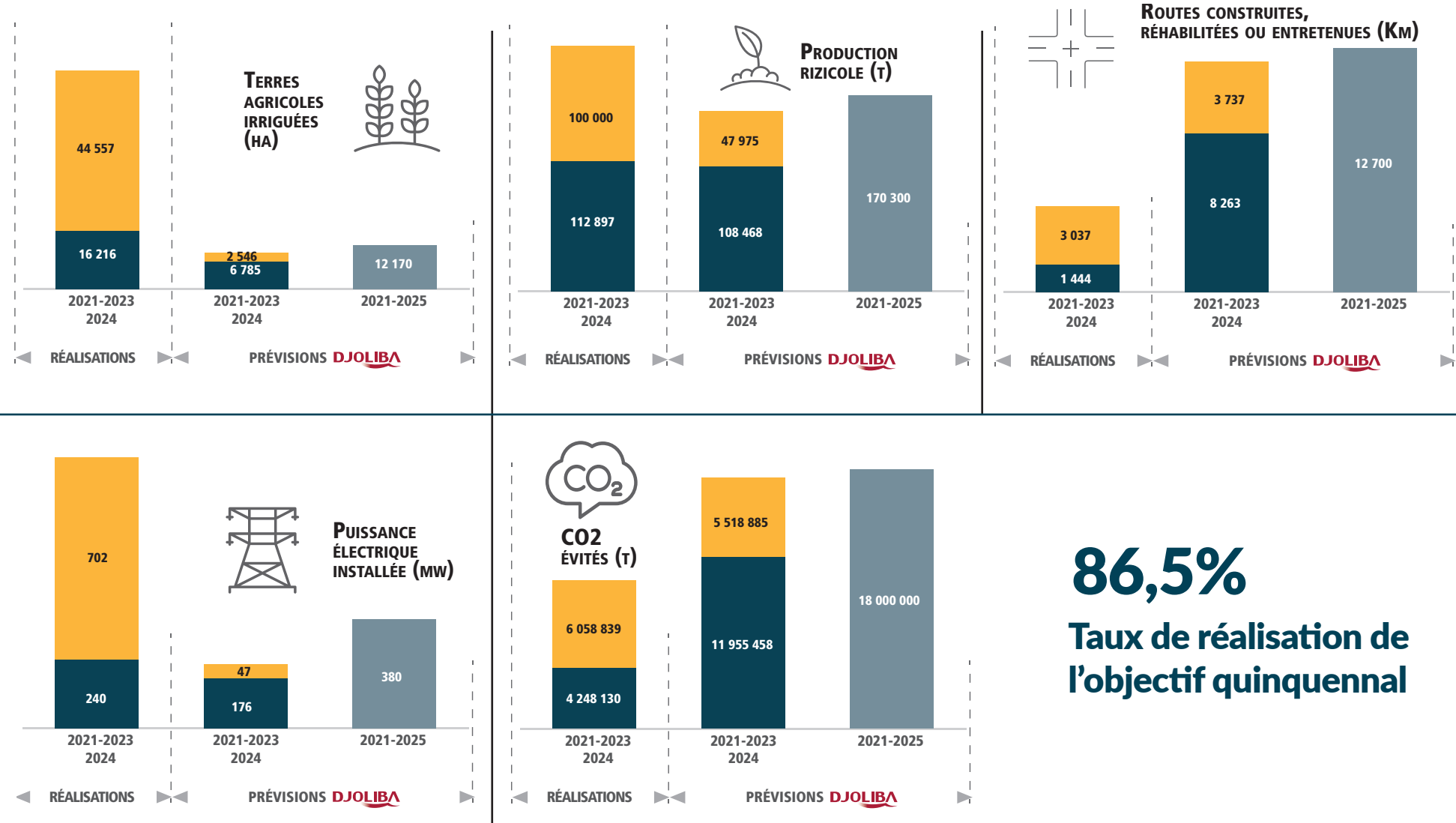
2. REALISATIONS PAR AXE STRATEGIQUE

- Axe 1 : Renforcer l'intégration régionale
- Axe 2 : Contribuer à la création de valeur et d'emplois productifs en appui aux Etats et au secteur privé
- Axe 3 : Renforcer la résilience au changement climatique
- Axe 4 : Augmenter les capacités de financement de la Banque
- Axe 5 : Renforcer les ressources humaines et les systèmes de gestion

THÈME DE L'ANNÉE

INITIATIVE POUR LE DÉVELOPPEMENT DU TRANSPORT AÉRIEN DANS LES PAYS DE L'UEMOA

- LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABREVIATIONS
- LISTE DES ANNEXES
- ANNEXES



86,5%

Taux de réalisation de l'objectif quinquennal



SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2024

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2024

ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

RÉALISATIONS DE LA BOAD EN 2024

1. TABLEAU D'ENSEMBLE

2. REALISATIONS PAR AXE STRATEGIQUE

- Axe 1 : Renforcer l'intégration régionale
- Axe 2 : Contribuer à la création de valeur et d'emplois productifs en appui aux Etats et au secteur privé
- Axe 3 : Renforcer la résilience au changement climatique
- Axe 4 : Augmenter les capacités de financement de la Banque
- Axe 5 : Renforcer les ressources humaines et les systèmes de gestion

THÈME DE L'ANNÉE

INITIATIVE POUR LE DÉVELOPPEMENT DU TRANSPORT AÉRIEN DANS LES PAYS DE L'UEMOA

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

2 - RÉALISATIONS PAR AXE STRATÉGIQUE

Axe 1 : Renforcer l'intégration régionale

1. FINANCEMENT

Pour répondre à sa mission principale de contribuer à l'intégration économique et au développement équilibré des pays membres de l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), la Banque s'investit dans le financement de projets régionaux dans des secteurs stratégiques. Au cours de l'année 2024, elle a approuvé des financements pour un montant de 159,8 Mds FCFA, représentant 17% des concours octroyés sur la période. Ces financements contribueront notamment à la mise en œuvre des projets tels que :



Projet régional d'aménagement de la route Labé-Mali (Guinée) - Frontière du Sénégal - Kédougou - Fongolembi (Sénégal) (23 Mds FCFA) .

L'objectif global du projet est de désenclaver les régions de Labé en Guinée et de Kédougou au Sénégal afin de faciliter les échanges économiques et sociaux aux niveaux national et régional. Le financement de la Banque portera sur : i) l'aménagement et le bitumage de la section Kédougou - Fongolembi sur 28 km de voies ; ii) l'aménagement de 24 km de pistes rurales pour désenclaver certaines localités et iii) la réalisation d'aménagements connexes, maison des jeunes, gare routière, construction de classes dans deux (2) écoles, forages, plateforme multifonctionnelle et périmètres maraichers pour les femmes, etc. au Sénégal. La mise en œuvre de ce projet permettra de créer au moins 2 400 emplois indirects dont 600 emplois directs permanents, environ 11 150 MFCFA de valeur ajoutée indirecte et induite et environ 307 MFCFA de recettes fiscales indirectes et induites générées.



Projet de construction de la section Kobo-Kanawolo (47,3 km) de l'Autoroute du Nord, en République de Côte d'Ivoire (30 Mds FCFA).

Il vise à accompagner la croissance du trafic le long du corridor reliant le Port Autonome d'Abidjan (PAA) aux pays de l'hinterland, en vue de soutenir la croissance de l'économie nationale. Il permettra de : i) améliorer la circulation sur la route en réduisant le temps de parcours d'environ 50%, soit de 1 heure 20 minutes à 40 minutes ; ii) réduire les coûts d'entretien des véhicules d'au moins 40% après la mise en service de l'Autoroute, soit d'environ 3 500 FCFA/km à environ 2 100 FCFA/km pour l'ensemble des catégories retenues dans l'analyse et iii) réduire le nombre d'accidents de 70% sur l'Autoroute. En termes de résultats de développement, la mise en œuvre de ce projet permettra de créer au moins 903 emplois dont 385 emplois directs permanents et annuellement, au moins 11 541 MFCFA de valeur ajoutée indirecte et induite et au moins 458 MFCFA de recettes fiscales indirectes et induites.



SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2024

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2024

ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

RÉALISATIONS DE LA BOAD EN 2024

1. TABLEAU D'ENSEMBLE

2. REALISATIONS PAR AXE STRATEGIQUE

- Axe 1 : Renforcer l'intégration régionale
- Axe 2 : Contribuer à la création de valeur et d'emplois productifs en appui aux Etats et au secteur privé
- Axe 3 : Renforcer la résilience au changement climatique
- Axe 4 : Augmenter les capacités de financement de la Banque
- Axe 5 : Renforcer les ressources humaines et les systèmes de gestion

THÈME DE L'ANNÉE

INITIATIVE POUR LE DÉVELOPPEMENT DU TRANSPORT AÉRIEN DANS LES PAYS DE L'UEMOA

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES



Projet de construction du tronçon nord de la boucle 225 kV autour de Bamako et des postes électriques, en République du Mali (30 Mds FCFA).

Il a pour objectif de renforcer les infrastructures du réseau de transport afin de contribuer à la transformation de l'économie et à l'amélioration de la qualité de vie des populations en : i) augmentant de 600 MW la capacité du transit de puissance du réseau national ; ii) assurant une plus grande souplesse d'exploitation du réseau par le bouclage du réseau 225 kV autour de Bamako ; iii) satisfaisant les besoins en énergie des clients de la ville de Bamako et localités environnantes et iv) contribuant à l'accès à l'électricité des localités non électrifiées. Par ailleurs, le projet contribuera à la création d'au moins 11 062 MFCFA de valeur ajoutée induite et indirecte, au moins 833 MFCFA de recettes fiscales indirectes et induites pour l'Etat, 1 253 emplois dont 953 emplois indirects et induits créés au cours de la mise en œuvre et de l'exploitation.



Projet d'aménagement et de bitumage de la route Tchaasemonde-Agbang-Soumbou (40,7 km) en république togolaise (30 Mds FCFA).

L'objectif global est d'assurer le désenclavement de la zone afin de faciliter les échanges économiques, sociaux et culturels au niveau national et sous régional par l'aménagement et le bitumage de la route Tchaasémondè- Gandé-Agbang, sur une longueur totale de 26,57 km, ainsi que la bretelle Soudou- Frontière Bénin (6,5 km), avec une plateforme allant de 11,0 à 20,40 m de large. Il contribuera à la création de 4 187 emplois dont 500 emplois directs créés au cours de la mise en œuvre du projet. La mise en œuvre permettra de générer environ 27 987 MFCFA de valeur ajoutée indirecte et induite au profit de l'économie du pays et environ 1 643 MFCFA de recettes fiscales indirectes et induites.



Projet de renforcement de la section carrefour Fresco-Sassandra-San Pédro-Grand Béréby de la route côtière en République de Côte d'Ivoire (28,638 Mds FCFA).

Il vise à concourir au développement économique des régions desservies en facilitant l'accès aux zones de production agricole, touristique et minière, améliorant ainsi les échanges entre les régions de San Pedro, du Gboklè et le District d'Abidjan par le renforcement d'une section de 180,5 km de la route côtière sur une largeur de chaussée de 7,40 mètres, l'aménagement des accotements en 2x1,50 mètres, la réalisation de 16,7 km de voies d'accès et de 47 km de voies urbaines dans les villes traversées. Le projet favorisera la création d'au moins 2 650 emplois dont au moins 1 000 indirects et 750 emplois directs permanents. En termes de création de richesse, il participera à la génération d'environ 11 541 MFCFA de valeur ajoutée indirecte et induite et d'environ 458 MFCFA des recettes fiscales indirectes et induites.

2. SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE DES STRATÉGIES ET PROGRAMMES RÉGIONAUX

A la suite de la table ronde des bailleurs de fonds, organisée en collaboration avec la Commission de l'UEMOA les 27 et 28 novembre 2023 à Abidjan, en République de Côte d'Ivoire, les intentions de financement pour la Stratégie de Développement de Pôles Énergétiques (SDPE) et le Programme Régional de Développement de l'Économie Numérique (PRDEN), totalisant 6 130 milliards FCFA, ont été confirmées lors de l'atelier de concertation du 11 au 14 mars 2024 à Lomé. Une réunion de suivi, tenue par visioconférence le 27 novembre 2024, a permis d'identifier les besoins des États en matière d'études, d'examiner les perspectives de financement et de définir les mesures nécessaires pour accélérer la mise en œuvre de ces deux programmes.

La mise en œuvre réussie de la SDPE et du PRDEN devrait permettre de valoriser les ressources énergétiques là où elles abondent, en vue de réaliser des économies d'échelle, tirer profit des avantages comparatifs des différentes sources de production et accroître l'utilisation des services numériques dans les activités économiques et sociales dans l'espace UEMOA.

Dans le cadre de l'organisation de la Table ronde sur le financement du Plan Directeur de l'Aménagement des Corridors pour l'Anneau de Croissance en Afrique de l'Ouest (CAO), il s'est tenu le 16 octobre 2024, une réunion tripartite avec la Commission de l'UEMOA et la JICA, en vue de l'actualisation de la feuille de route, l'harmonisation des listes de projets avec les États et la mise en place d'un espace dédié pour centraliser les informations sur les projets prioritaires. Le format de la Table ronde visualisée s'inspirera des précédentes éditions organisées avec la BOAD afin d'assurer une large mobilisation des partenaires.

PROGRAMME SONGTAABA,

- La clôture s'est opérée en 2024
- Les engagements cumulés de la Banque au 31 décembre 2024, s'établissaient à 190 Mds FCFA sur 200 Mds FCFA de financement prévus.
- Tous les États membres ont engagé leur enveloppe (25 Mds FCFA), à l'exception de la Guinée-Bissau qui, en raison de la mise en œuvre d'un programme de désendettement, n'a pu engager que 15 Mds FCFA.



SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2024

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2024

ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

RÉALISATIONS DE LA BOAD EN 2024

1. TABLEAU D'ENSEMBLE

2. REALISATIONS PAR AXE STRATEGIQUE

- Axe 1 : Renforcer l'intégration régionale
- Axe 2 : Contribuer à la création de valeur et d'emplois productifs en appui aux Etats et au secteur privé
- Axe 3 : Renforcer la résilience au changement climatique
- Axe 4 : Augmenter les capacités de financement de la Banque
- Axe 5 : Renforcer les ressources humaines et les systèmes de gestion

THÈME DE L'ANNÉE

INITIATIVE POUR LE DÉVELOPPEMENT DU TRANSPORT AÉRIEN DANS LES PAYS DE L'UEMOA

- LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABBREVIATIONS
- LISTE DES ANNEXES
- ANNEXES

Axe 2 : Contribuer à la création de valeur et d'emplois productifs en appui aux États et au secteur privé

1. FINANCEMENT

En matière de création de valeur et d'emploi en appui aux États et au Secteur privé, la BOAD a soutenu au cours de l'année 2024, la réalisation de projets d'infrastructures d'une valeur totale de 561 Mds FCFA, représentant 60% de ses financements, dans les secteurs tels que : les routes, les ponts, l'énergie, les télécommunications, l'agriculture et l'agro-industrie.



Projet d'aménagement et de bitumage de la route petit Nassian-Kafolo-Téhini, en République de Côte d'Ivoire (30 Mds FCFA).

L'objectif global de l'infrastructure est de soutenir la relance de l'économie nationale à travers la facilitation des échanges entre les différentes localités situées dans sa Zone d'intervention Directe par l'aménagement et le bitumage de la route Petit Nassian - Kafolo - Téhini, d'une longueur de 119 km, en 2x1 voies, sur une plateforme variable de 10 m (en rase campagne) à 11 m (traversées d'agglomération), dimensionnée selon des vitesses de référence de 80 km/h en rase campagne et de 50km/h en agglomération. Il contribuera à la création d'au moins 1 550 emplois dont 1 000 emplois indirects et 150 emplois directs permanents, au moins 11 101 MFCFA de valeur ajoutée indirecte et induite et 300 MFCFA de recettes fiscales générées annuellement.



Mise à niveau du réseau routier structurant en République du Sénégal (30 Mds FCFA).

L'objectif général du projet est d'améliorer la mobilité des personnes et des biens sur le réseau routier structurant, à travers la suppression des zones de dégradation avancée ainsi que le rétablissement du confort et de la sécurité des usagers par l'entretien périodique et la mise à niveau de 2 225 km de voies revêtues du réseau routier structurant dans dix (10) régions administratives du Sénégal. La mise en œuvre du projet participera à la création d'au moins 100 emplois directs au cours de l'exploitation, 500 emplois au cours de la mise en œuvre et 500 emplois indirects et induits.



Phase 2 du Programme de Développement de l'Irrigation dans le Bassin du Bani et à Sélingué (P2-PDI-BS), dans le Moyen Bani, en République du Mali (30 Mds FCFA).

Cette phase vise à contribuer à l'accroissement de la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations et à la réduction de la pauvreté par : (i) la mise à niveau en maîtrise totale de l'eau de deux plaines d'une superficie cumulée de 4 300 ha pour la riziculture en double campagne et du maraîchage en contre saison, (ii) l'aménagement de deux tronçons de pistes d'une longueur cumulée de 31 km, (iii) le renforcement de capacités et l'appui aux bénéficiaires en vue d'accroître la production agricole et (iv) des activités de développement de la production animale et halieutique. Le concours de la Banque permettra la création de 11 400 M FCFA de valeur ajoutée indirecte et induite et la création de 4 000 emplois directs ainsi que 2 000 emplois indirects et induits générés pendant la phase d'exploitation du projet.



Deuxième phase du Projet de Valorisation des eaux pour le développement des Chaînes de Valeurs (PROVALE-CV) au Sénégal (25 Mds FCFA).

L'objectif global du projet est de contribuer à une croissance économique inclusive et durable de la zone du projet par la réalisation d'activités intégrées (aménagement de 9 000 ha de terres agricoles et de 600 ha de périmètres maraichers ; réalisation d'infrastructures de commercialisation, promotion de plus de 1 200 fermes agricoles et piscicoles, installation de 40 unités de transformation agro-alimentaire, etc.). En termes de résultats de développement, la mise en œuvre du projet participera à créer 33 000 emplois indirects et induits ; 17 000 emplois directs. En ce qui concerne la création de richesse, il est attendu une création de valeur ajoutée d'au moins 30 000 MFCFA et au moins 400 M FCFA de recettes fiscales indirectes et induites en moyenne par an.



SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2024

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2024

ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

RÉALISATIONS DE LA BOAD EN 2024

1. TABLEAU D'ENSEMBLE

2. REALISATIONS PAR AXE STRATEGIQUE

- Axe 1 : Renforcer l'intégration régionale
- Axe 2 : Contribuer à la création de valeur et d'emplois productifs en appui aux Etats et au secteur privé
- Axe 3 : Renforcer la résilience au changement climatique
- Axe 4 : Augmenter les capacités de financement de la Banque
- Axe 5 : Renforcer les ressources humaines et les systèmes de gestion

THÈME DE L'ANNÉE

INITIATIVE POUR LE DÉVELOPPEMENT DU TRANSPORT AÉRIEN DANS LES PAYS DE L'UEMOA

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABBREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES



Electrification rurale de cent-soixante-douze (172) localités par extension du réseau électrique de distribution moyenne et basse tension en République Togolaise (6 Mds FCFA).

Le projet vise à contribuer à l'accès universel à l'électricité des populations par l'électrification des localités rurales concernées, afin de lutter contre la pauvreté et freiner l'exode rural par extension du réseau électrique de distribution Moyenne et Basse Tension (HTA et BT), dans les cinq (05) régions du Togo. Il facilitera la création de plus de 600 emplois au cours de la mise en œuvre, 25 emplois directs au cours de l'exploitation et plus de 350 emplois indirects et induits au cours de la mise en œuvre et de l'exploitation. Pour l'économie nationale, il contribuera annuellement à la création d'au moins 3 780 M FCFA de valeur ajoutée indirecte et induite et au moins 680 M FCFA de recettes fiscales indirectes et induites.



Extension de la centrale de Komsilga phase 4 par la Société Nationale d'Électricité du Burkina (SONABEL) au Burkina Faso (36 Mds FCFA).

Le projet a pour objectif général de contribuer au renforcement des capacités de production du réseau national interconnecté par l'installation et la mise en service d'une capacité additionnelle de 50 MW fonctionnant au fuel lourd et la réalisation d'un système d'évacuation de l'énergie et d'infrastructures connexes. Il permettra entre autres de créer plus de 540 emplois dont 200 emplois au cours de la mise en œuvre, 90 emplois directs au cours de l'exploitation et 250 emplois indirects et induits. En termes de création de valeur, le projet favorisera annuellement la génération d'au moins 1 282 MFCFA de valeur ajoutée indirecte et induite et au moins 869 MFCFA de recettes fiscales indirectes et induites.



Prêt court terme en faveur de la société Ivory Cocoa Product (ICP) SA pour la Campagne cacao 2024-2025 en Côte d'Ivoire (15 Mds FCFA).

Ce concours s'inscrit dans la continuité du soutien de la Banque au développement de la filière cacao en Côte d'Ivoire. Il a pour objet, le financement de l'achat de stocks de fèves de cacao (7 500 tonnes) à transformer en produits semi-finis (masse, beurre, tourteau et poudre) pour satisfaire les contrats export au titre de la campagne 2024-2025. Cette opération qui entre dans le cadre de la promotion de l'agro-industrie à travers la transformation locale de la production de cacao en Côte d'Ivoire permettra de générer 22 000 M FCFA de valeur ajoutée et 57 000 M FCFA de recettes fiscales sur la campagne 2024-2025 pour l'économie nationale.



Construction d'un réseau structurant de distribution publique d'eau potable dans les communes d'Abobo et de Yopougon du district autonome d'Abidjan, en République de Côte d'Ivoire (16 Mds FCFA).

Ce projet est une suite du projet de renforcement des capacités de production d'eau potable de la ville d'Abidjan par la construction d'une usine de potabilisation d'eau sur la rivière La Mé, partiellement financé par la Banque en juin 2018 à hauteur de 20 000 MFCFA. Il vise à accroître, de façon durable, la desserte en eau des zones déficitaires situées dans les communes d'Abobo et de Yopougon, à partir de la ressource d'eau potable de La Mé. Pendant sa mise en œuvre, il générera 250 emplois directs et 850 emplois indirects et induits. Pour l'économie nationale, il permettra de créer au moins 8 000 MFCFA de valeur ajoutée par an.



Construction de 4 300 logements sociaux et économiques en Côte d'Ivoire – Phase 2 de 1 200 logements à Abidjan PK24, en Côte d'Ivoire (40 Mds FCFA).

L'objectif global du Projet est de contribuer à l'amélioration du cadre de vie et à la réduction de la pauvreté à Abidjan et dans les communes intérieures par la fourniture de logements décents aux populations vulnérables à des coûts abordables et la promotion de nouveaux modes d'accès à des logements pour les populations à faibles revenus. Sa mise en œuvre contribuera à la création de 657 emplois indirects et induits et 500 emplois directs. Il contribuera également à générer annuellement au minimum 14 609 MFCFA de valeur ajoutée indirecte et induite et la production de recettes fiscales indirectes et induites à hauteur de 579 MFCFA au profit de l'État.





SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2024

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2024

ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

RÉALISATIONS DE LA BOAD EN 2024

1. TABLEAU D'ENSEMBLE
2. REALISATIONS PAR AXE STRATEGIQUE
- Axe 1 : Renforcer l'intégration régionale
- Axe 2 : Contribuer à la création de valeur et d'emplois productifs en appui aux Etats et au secteur privé
- Axe 3 : Renforcer la résilience au changement climatique
- Axe 4 : Augmenter les capacités de financement de la Banque
- Axe 5 : Renforcer les ressources humaines et les systèmes de gestion

THÈME DE L'ANNÉE

INITIATIVE POUR LE DÉVELOPPEMENT DU TRANSPORT AÉRIEN DANS LES PAYS DE L'UEMOA

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABBREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES



Opération d'aménagement de périmètres irrigués et de bas-fonds pour la production agricole au Burkina Faso (30 Mds FCFA).

Ce projet vise à contribuer au renforcement de la sécurité alimentaire, la promotion d'un développement durable par l'intensification et l'accroissement de la production agricole, pastorale et halieutique, la création d'emplois et la lutte contre la pauvreté. Il porte sur l'aménagement de 175 ha de bas-fonds de périmètres irrigués en maîtrise totale de l'eau en vue de la production de riz, de maïs et de cultures maraichères. Il devrait contribuer à créer au moins 1 200 emplois dont 200 emplois directs pour les jeunes et les femmes et générer au moins 5 000 MFCFA de valeur ajoutée indirecte et induite.



Projet d'urgence de reconstitution du stock de sécurité alimentaire et de renforcement de la transformation du riz local au Niger (29 Mds FCFA).

Il s'insère dans le programme de la Grande Irrigation initiée par le Gouvernement du Niger en vue du renforcement de la souveraineté alimentaire du pays et vise à contribuer à la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations vulnérables. Il est mis en œuvre par la reconstitution du stock national de sécurité alimentaire et le renforcement de la transformation du riz local, à travers l'acquisition de 14 000 tonnes de céréales (mil, sorgho, maïs et riz blanc) et de 77 000 tonnes de riz paddy. Il contribuera à la création d'au moins 1 700 emplois dont 300 directs, puis générera annuellement au moins 2 000 MFCFA de valeur ajoutée indirecte et induite et 2 800 MFCFA de recettes fiscales indirectes et induites.

2. MANDATS D'ARRANGEMENT

En termes de structuration et d'arrangements de financements, la Banque a facilité durant l'année 2024, la mobilisation de 222,906 Mds FCFA en faveurs d'acteurs publics et privés pour la réalisation de leurs projets d'investissements.

S'y ajoute la signature de sept (07) mandats d'arrangements devant permettre la levée d'un montant cumulé de 209,444 Mds FCFA.

3. ASSISTANCE FINANCIÈRE AUX ÉTATS MEMBRES ET À DES INSTITUTIONS RÉGIONALES

Au titre de l'assistance aux États membres, sept (07) pays ont bénéficié des subventions de la Banque, pour un montant total de 129 721 811 FCFA.

Dans le cadre de sa contribution active à l'organisation de la Table ronde des bailleurs de fonds pour le financement de la Stratégie de Développement des Pôles Énergétiques (SDPE) et du Programme Régional de Développement de l'Économie Numérique de l'UEMOA (PRDEN) dont elle a joué le rôle de Chef de file des bailleurs, la Banque a octroyé une subvention de 10 000 000 FCFA à la Commission de l'UEMOA pour l'organisation de ladite Table ronde, tenue du 27 au 29 novembre 2023 à Abidjan (Côte d'Ivoire).

Par ailleurs, la Banque a décidé d'accorder à l'Organisation Internationale de la Francophonie (l'OIF) à travers le Fonds « La Francophonie avec Elles » (FFAE), une subvention triennale d'un montant total de 50 000 euros (32 797 850 FCFA) dans le cadre d'un accord portant sur un montant total de 150 000 euros sur trois ans (allant de 2024 à 2026). En rappel, ce Fonds vise à promouvoir l'autonomie économique et sociale des femmes à travers des initiatives concrètes sur le terrain, contribuant ainsi au développement durable. L'adhésion de la Banque au Conseil de Gouvernance du Fonds « La Francophonie avec Elles », témoigne de l'engagement et du rôle crucial de la BOAD en faveur de l'autonomisation économique des femmes, l'inclusion financière et l'égalité des sexes en Afrique de l'Ouest.



SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2024

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2024

ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

RÉALISATIONS DE LA BOAD EN 2024

1. TABLEAU D'ENSEMBLE

2. REALISATIONS PAR AXE STRATEGIQUE

- Axe 1 : Renforcer l'intégration régionale
- Axe 2 : Contribuer à la création de valeur et d'emplois productifs en appui aux Etats et au secteur privé
- Axe 3 : Renforcer la résilience au changement climatique
- Axe 4 : Augmenter les capacités de financement de la Banque
- Axe 5 : Renforcer les ressources humaines et les systèmes de gestion

THÈME DE L'ANNÉE

INITIATIVE POUR LE DÉVELOPPEMENT DU TRANSPORT AÉRIEN DANS LES PAYS DE L'UEMOA

- LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABREVIATIONS
- LISTE DES ANNEXES
- ANNEXES

Axe 3 : Renforcer la résilience au changement climatique

1. FINANCEMENT

Le renforcement de la résilience au changement climatique est un défi majeur pour les pays de l'Afrique de l'Ouest. Au cours de l'année 2024, la Banque a financé les actions de résilience au changement climatique pour un montant total de 215,7 Mds FCFA, représentant près d'un quart (23%) des concours de l'année. Ces financements s'inscrivent dans le cadre de son engagement Djoliba de consacrer 25% de ses financements aux projets à faibles émissions de carbone et résilients aux changements climatiques sur la période 2021-2025. Les principaux projets soutenus au titre de cet axe sont :



Projet de construction et d'exploitation d'une centrale solaire photovoltaïque de 52 MWc à Sokhoro en Côte d'Ivoire par la société FERKE SOLAR SA (15,5 Mds FCFA).

L'objectif global du projet est de contribuer à une meilleure couverture de la demande électrique du pays et à accroître la part des énergies renouvelables dans le mix énergétique. De façon spécifique, il s'agira de : (i) la production et la mise en consommation de l'électricité d'une quantité moyenne de 82,933 GWh par an sur la durée d'exploitation de la centrale ; (ii) la contribution à environ 1% à l'atteinte de l'objectif de 45% d'énergie renouvelable dans le mix énergétique à l'horizon 2030 ; (iii) la contribution à l'accès à l'électricité de près de 370 000 habitants et (iv) l'amélioration de la qualité de service de la fourniture de l'électricité. La mise en œuvre du projet permettra une réduction de l'émission de gaz à effet de serre pour l'équivalent de 39 000 tonnes de CO₂ par an et contribuera à la création de 843 emplois dont 13 emplois directs au cours de l'exploitation et 600 emplois indirects et induits au cours de la mise en œuvre et de l'exploitation. En termes de contribution à la création de richesse, il est attendu annuellement au moins 4 700 MFCFA de valeur ajoutée indirecte et induite et au moins 500 MFCFA de recettes fiscales indirectes et induites.



Renforcement des systèmes d'alimentation en eau potable de centres fluviaux de Richard-Toll, Dagana, Podor et Matam, en République du Sénégal (25 Mds FCFA).

L'objectif global du projet est de contribuer à l'accès universel à l'eau potable des populations des localités de Richard-Toll, Rosso, Dagana, Podor et Matam. Il sera matérialisé par i) la réalisation et l'équipement de deux (02) forages ; ii) la construction de trois (03) stations de traitement et de trois (03) prises d'eau ; iii) la réhabilitation de quatre (04) stations de traitement et de trois (03) prises d'eau existantes ; iv) la construction de quatre (04) châteaux d'eau ; v) la pose de 220 km de canalisations d'adduction et de distribution d'eau potable et vi) la pose de 10 000 branchements sociaux. Au cours de sa mise en œuvre, il facilitera la création de 150 emplois et 45 emplois directs pendant la phase d'exploitation. En termes de création de richesse, il est attendu au minimum 7 800 MFCFA de valeur ajoutée indirecte et induite par an et au moins 250 MFCFA de recettes fiscales indirectes et induites en moyenne par an.



Projet de renforcement du système d'alimentation en eau potable des villes de Lokossa, Athiémé et environs, en République du Bénin (20 Mds FCFA).

Il vise à contribuer à l'accès universel à l'eau potable des populations des localités de Lokossa, Athiémé et leurs environs par i) la couverture des besoins en eau dans la zone du projet, pour l'atteinte d'une desserte à 100% dès 2027 ; ii) l'accroissement de la production et le stockage d'eau potable de la zone du projet respectivement de 18 000 m³/j et 1 250 m³, iii) la desserte d'une population supplémentaire d'environ 60 000 habitants en 2040 et iv) la réduction du taux de prévalence des maladies hydriques de 75% en 2027. Le déploiement de ce projet favorisera la création d'au moins 1 065 emplois dont 850 emplois indirects et induits et générera annuellement au moins 1 500 MFCFA de valeur ajoutée indirecte et induite.



SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2024

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2024

ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

RÉALISATIONS DE LA BOAD EN 2024

1. TABLEAU D'ENSEMBLE

2. REALISATIONS PAR AXE STRATEGIQUE

- Axe 1 : Renforcer l'intégration régionale
- Axe 2 : Contribuer à la création de valeur et d'emplois productifs en appui aux Etats et au secteur privé
- Axe 3 : Renforcer la résilience au changement climatique
- Axe 4 : Augmenter les capacités de financement de la Banque
- Axe 5 : Renforcer les ressources humaines et les systèmes de gestion

THÈME DE L'ANNÉE

INITIATIVE POUR LE DÉVELOPPEMENT DU TRANSPORT AÉRIEN DANS LES PAYS DE L'UEMOA

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES



Projet de construction du réseau d'évacuation de la centrale solaire de 42 MWc à Sokodé, au Togo (5 Mds FCFA).

L'objectif global du projet est de garantir l'évacuation et l'injection sur le réseau interconnecté de 42 MW d'énergie électrique produite par la centrale de Sokodé, afin de contribuer à l'indépendance énergétique et à l'augmentation de la part des énergies renouvelables dans le mix énergétique du Togo. Sa mise en œuvre permettra de : i) contribuer à l'évacuation d'une énergie additionnelle de 78 GWh/an produite par la centrale solaire ; ii) construire 10,3 km de lignes HTB et iii) construire la nouvelle sous-station de Sokodé. Le projet contribuera à réduire les émissions de gaz à effet de serre de 7 944 tonnes équivalent CO2 par an et créera 163 emplois dont 50 emplois au cours de la phase de construction, 13 emplois directs au cours de l'exploitation du projet. En matière de contribution à la création de richesse, il permettra de générer au moins 900,41 MFCFA de valeur ajoutée indirecte et induite annuellement et 108 MFCFA de recettes fiscales indirectes et induites.



Projet de construction et d'équipement de dix (10) centres de service civique en République de Côte d'Ivoire (21,6 Mds FCFA).

L'objectif global du projet est de contribuer à offrir une formation permettant l'insertion des jeunes vulnérables en Côte d'Ivoire tout en développant leur engagement citoyen. Sa mise en œuvre devra permettre de : (i) resocialiser et accélérer l'insertion professionnelle des jeunes en situation de vulnérabilité (échec scolaire, addiction à la drogue et/ou à l'alcool, violence...) en leur donnant un accès à de la formation technique et (ii) accroître les initiatives d'engagement volontaire et bénévole des jeunes. Le projet permettra à 7 836 hommes et femmes vulnérables de s'insérer durablement chaque année sur le marché de l'emploi, soit 156 720 jeunes sur la durée de vie des infrastructures réalisées (20 ans). Les travaux de préparation des sites, de construction et d'exploitation généreront annuellement plus de 1 000 emplois (employés, apprenants, encadrement et manœuvres).

2. ENVIRONNEMENT ET FINANCE CLIMAT

La Banque a poursuivi ses actions visant le renforcement de la résilience des économies au changement climatique et l'amélioration des conditions de vie des populations vulnérables.

En matière de sauvegarde environnementale et sociale, la Banque a assuré la prise en compte i) des normes de sauvegarde environnementale, sociale et ii) de l'intégration du genre dans l'instruction et le financement des projets. Ainsi, 79 projets des secteurs public et privé ont été instruits dont 30 projets de catégorie environnementale A, 24 projets de catégorie B, 2 projets de catégorie C et 23 projets de catégorie IF. Par ailleurs, 36 projets des secteurs public et privé dans 4 pays ont fait l'objet de supervision et de suivi des aspects environnementaux et sociaux.

Dans le domaine de la finance climat, la Banque a obtenu une subvention de 29 milliards FCFA (44,02 M EURO) du Fonds Vert pour le Climat (FVC) pour soutenir les efforts de lutte contre les changements climatiques.

Un accord de financement a été signé le 24 octobre 2024 pour allouer 35 000 M FCFA sous forme de don dans le cadre du Programme régional de financement de l'adaptation. Ce programme permettra de renforcer la résilience climatique dans 85 collectivités du Burkina Faso, de la Côte d'Ivoire, du Mali et du Niger.

En outre, la Banque a obtenu du Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM), l'approbation de trois notes conceptuelles pour un financement total de 17 milliards FCFA sous forme de don du au profit du Bénin, du Burkina Faso et du Mali. Ces projets s'inscrivent dans le cadre du Programme Intégré des Villes Durables et de l'approche de transformation des investissements à grande échelle pour soutenir l'Initiative de la Grande Muraille Verte, en partenariat avec le Programme des Nations Unies pour l'Environnement (UNEP) et la Banque mondiale.

Par ailleurs, pour pallier le déficit de projets matures, il a été initié le Fonds d'Études Climat (FEC), approuvé par le Conseil des Ministres de l'UMOA en septembre 2023 et opérationnalisé en 2024 par la mise en place de ses instances de gouvernance, notamment : le Comité Climat du FEC (CCFEC) et le Secrétariat Exécutif du FEC (SEFEC). Offrant des prêts à taux zéro pour le public et à 0,5 % pour le privé, il a déjà financé quatre études climatiques au Burkina Faso, au Togo et en Guinée-Bissau pour 1,48 milliard FCFA.

Pour accélérer les investissements climatiques dans les secteurs prioritaires, la Banque a lancé, en 2024, l'élaboration de Programmes d'Investissement Climat (PIC) au Bénin, en Côte d'Ivoire et au Mali. Ces programmes visent à (i) mobiliser des financements innovants et des dons concessionnels pour le développement d'études et de projets bancables ; (ii) renforcer la résilience des économies de l'UEMOA face aux défis climatiques ; (iii) structurer un pipeline de projets climat pour faciliter la mobilisation de ressources adaptées aux engagements internationaux de lutte contre les changements climatiques. L'exercice s'étendra en 2025 à l'ensemble des États membres.



SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2024

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2024

ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

RÉALISATIONS DE LA BOAD EN 2024

1. TABLEAU D'ENSEMBLE

2. REALISATIONS PAR AXE STRATEGIQUE

- Axe 1 : Renforcer l'intégration régionale
- Axe 2 : Contribuer à la création de valeur et d'emplois productifs en appui aux Etats et au secteur privé
- Axe 3 : Renforcer la résilience au changement climatique
- Axe 4 : Augmenter les capacités de financement de la Banque
- Axe 5 : Renforcer les ressources humaines et les systèmes de gestion

THÈME DE L'ANNÉE

INITIATIVE POUR LE DÉVELOPPEMENT DU TRANSPORT AÉRIEN DANS LES PAYS DE L'UEMOA

- LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABREVIATIONS
- LISTE DES ANNEXES
- ANNEXES

Axe 4 : Augmenter les capacités de financement de la Banque

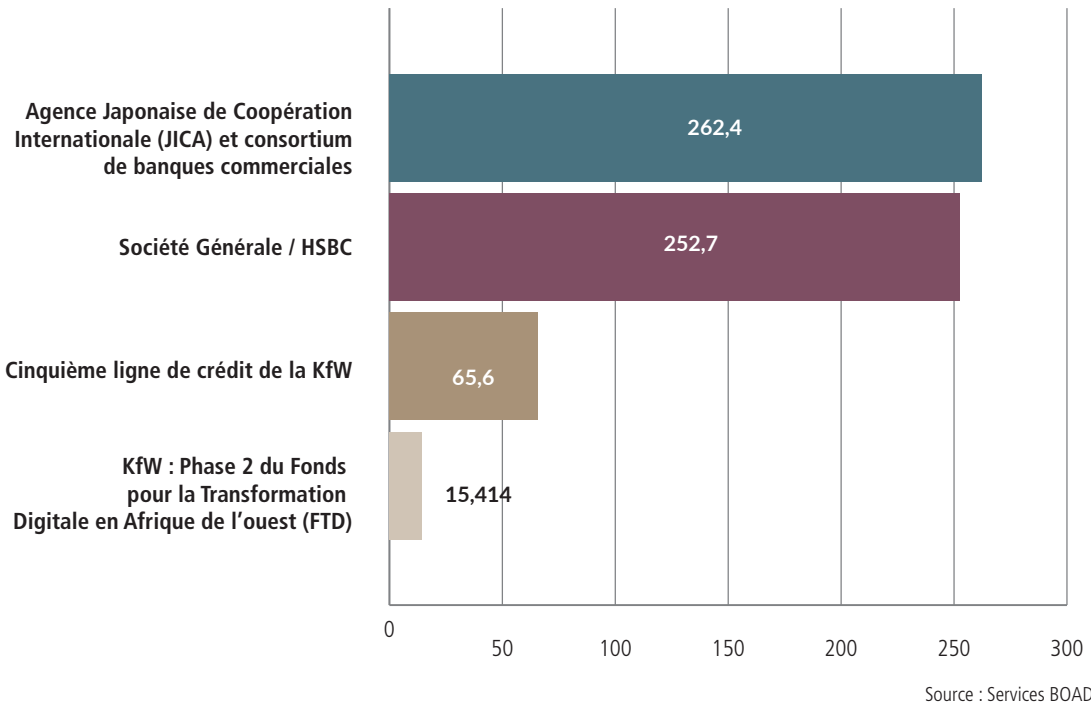
1. APPROFONDISSEMENT DU PROCESSUS DE MOBILISATION DE RESSOURCES

A. Conventions conclues avec les partenaires en 2024

Relativement aux lignes de crédit, le Conseil d'Administration de la Banque a approuvé au cours de l'exercice 2024, des concours pour un montant total de 908,8 millions d'euros, soit 596,1 Mds FCFA (voir graphique 10) .

En outre, deux (02) conventions de financement ont été signées pour un montant global de 535,3 millions d'euros, soit 351,1 Mds FCFA : i) BDC pour 150 millions d'euros, soit 98,4 Mds FCFA, et ii) SocGen/HSBC pour 385,3 millions d'euros, soit 252,7 Mds FCFA.

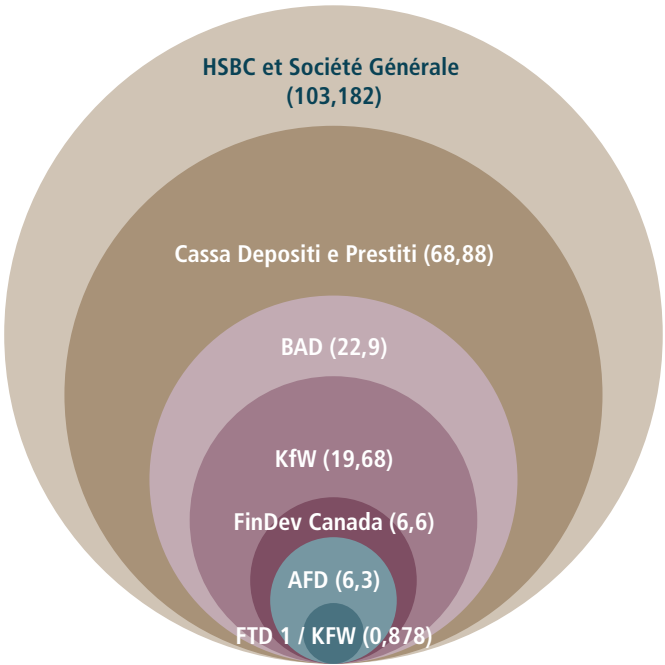
GRAPHIQUE 10 : CONCOURS APPROUVÉS AU COURS DE L'ANNÉE 2024 (MDS FCFA)



B. Lignes de crédit reçues des partenaires

Au cours de l'exercice 2024, la Banque a effectué des tirages d'un montant total de 349,6 millions d'euros, soit 229,3 Mds FCFA. La répartition de ces concours reçus par partenaire est présentée dans la figure ci-dessous :

GRAPHIQUE 11 : TIRAGES EFFECTUÉS PAR LA BANQUE AU COURS DE L'ANNÉE 2024 (MDS FCFA)





SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2024

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2024

ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

RÉALISATIONS DE LA BOAD EN 2024

1. TABLEAU D'ENSEMBLE

2. REALISATIONS PAR AXE STRATEGIQUE

- Axe 1 : Renforcer l'intégration régionale
- Axe 2 : Contribuer à la création de valeur et d'emplois productifs en appui aux Etats et au secteur privé
- Axe 3 : Renforcer la résilience au changement climatique
- Axe 4 : Augmenter les capacités de financement de la Banque
- Axe 5 : Renforcer les ressources humaines et les systèmes de gestion

THÈME DE L'ANNÉE

INITIATIVE POUR LE DÉVELOPPEMENT DU TRANSPORT AÉRIEN DANS LES PAYS DE L'UEMOA

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

C. Ressources de bonification

Le mécanisme de bonification a été renforcé à hauteur de 28 Mds FCFA apportés par les États membres et les institutions communautaires (Commission UEMOA, BCEAO et BOAD), permettant ainsi de poursuivre la mise en place de prêts concessionnels au profit des États. A fin décembre 2024, le cumul des ressources de bonification s'établit à 275,154 Mds FCFA sur la période 2016-2024.

D. Coopération et promotion de partenariats

En réponse aux besoins de financement de ses États membres, la BOAD a poursuivi au cours de l'année 2024, une dynamique visant à diversifier et consolider ses partenariats. Des initiatives structurantes ont ainsi été mises en place avec le soutien des partenaires financiers dans les États membres. Il s'agit notamment des Prêts Adaptés aux Catastrophes Naturelles (PACAN), le Fonds pour la transformation digitale (FTD) et le Fonds d'études Climat.

Plusieurs missions internationales de hauts niveaux ont été conduites par le Président de la Banque en 2024, en vue d'identifier de nouveaux champs de partenariats, notamment dans les domaines du développement durable et du renforcement de son capital.

Par ailleurs, la Banque participe chaque année à plus d'une trentaine de rencontres internationales réputées et mène des activités de prospection auprès d'institutions de premier rang réparties sur les cinq continents, telles que le Fonds Saoudien de Développement, Turkey Eximbank, USTDA, US EXIM, KOICA et Affaires mondiales Canada.

La réputation internationale de la Banque, associée à la qualité de son rating, inspire la confiance des partenaires et des investisseurs, facilitant ainsi les partenariats et l'obtention de ressources à de meilleures conditions.

2. PRINCIPAUX CHANTIERS VISANT LE RENFORCEMENT DE LA CAPACITÉ D'ACTION DE LA BANQUE

Les principaux chantiers poursuivis au cours de l'année 2024, en lien avec les objectifs d'impacts du Plan Djoliba, sont relatifs au renforcement des fonds propres et à l'optimisation bilancielle (titrisation et assurance des prêts de la Banque).

A. Renforcement des fonds propres

Le projet PENINSULA de renforcement des fonds propres pour un montant de 900 millions USD (554,35 milliards FCFA) s'est poursuivi avec la confirmation des souscriptions des actionnaires et la libération de fonds selon le calendrier établi. Au 31 décembre 2024, le capital déjà libéré ressort à 116 milliards FCFA. Un montant de 218,69 milliards FCFA reste à libérer jusqu'en 2028. Le montant du capital non souscrit, réservé aux Actionnaires non régionaux, est de 114,25 milliards FCFA.

Par ailleurs, s'agissant du programme d'émission de dettes hybrides d'un montant total de 600 M USD (369,56 milliards FCFA), la Banque a poursuivi les actions visant l'émission de dettes subordonnées auprès d'investisseurs institutionnels ou publics. Dans ce cadre, la BOAD a réalisé, en août 2024, une seconde émission de dette hybride par placement privé avec la CDP d'un montant de 100 millions d'euros (65,59 milliards FCFA). Cette transaction fait suite à une toute première émission d'un montant de 100 M USD (63,14 milliards FCFA) exécutée également par placement privé avec la BADEA en décembre 2023.



B. Titrisation

La Banque a poursuivi en 2024, la mise en œuvre de son programme d'optimisation du bilan, en droite ligne des orientations du Plan Djoliba, avec une nouvelle opération de titrisation de créances d'un montant de 150 milliards FCFA. L'objectif visé est une gestion agile du bilan avec une rotation plus rapide des actifs à travers l'implémentation de la méthode «originate to distribute» permettant ainsi d'accroître l'efficacité opérationnelle de la Banque.

C. Assurance des prêts

La Banque a souscrit au cours de l'exercice, une nouvelle police d'assurance de type portefeuille couvrant pour la première fois des créances non souveraines. Cette couverture mobilisée auprès de l'assureur multilatéral panafricain ATIDI pour un montant de 100 millions d'euros (65 milliards FCFA), porte le cumul des capacités mobilisées sur le marché de l'assurance à 400 milliards FCFA, soit 15% du portefeuille global de prêts de la BOAD. Le recours aux solutions d'assurance-crédit vise principalement à optimiser l'utilisation du capital de la Banque, démultiplier ses capacités d'intervention et améliorer son profil de risque.



SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2024

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2024

ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

RÉALISATIONS DE LA BOAD EN 2024

1. TABLEAU D'ENSEMBLE

2. REALISATIONS PAR AXE STRATEGIQUE

- Axe 1 : Renforcer l'intégration régionale
- Axe 2 : Contribuer à la création de valeur et d'emplois productifs en appui aux Etats et au secteur privé
- Axe 3 : Renforcer la résilience au changement climatique
- Axe 4 : Augmenter les capacités de financement de la Banque
- Axe 5 : Renforcer les ressources humaines et les systèmes de gestion

THÈME DE L'ANNÉE

INITIATIVE POUR LE DÉVELOPPEMENT DU TRANSPORT AÉRIEN DANS LES PAYS DE L'UEMOA

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABBREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

Axe 5 : Renforcer les ressources humaines et les systèmes de gestion

1. GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

Au 31 décembre 2024, l'effectif opérationnel de la Banque était de 340 agents dont plus d'un tiers (36,76%) sont des femmes. En considérant le personnel en disponibilité (5) et en détachement (7), l'effectif global de la Banque au 31 décembre 2024 est de 352 agents.

Le mouvement des effectifs (entrées et sorties) a entraîné une progression de 0,89% de l'effectif total soit 03 agents de plus que l'effectif de 2023. La Banque a poursuivi en 2024 le renouvellement de ses effectifs avec la prise de service de quinze (15) nouvelles recrues à divers postes. Au cours des quatre (04) dernières années, la Banque a recruté au total, 64 personnes dont 21 femmes soit 32,81% et 43 hommes soit 67,19%.

TABLEAU 2 : EFFECTIF OPÉRATIONNEL DE LA BOAD DE 2020 À 2024

Catégorie	Effectif au 31/12/2020	Effectif au 31/12/2021	Effectif au 31/12/2022	Effectif au 31/12/2023	Effectif au 31/12/2024
Personnel professionnel	182	184	213	227	226
Personnel d'appui	117	115	113	110	114
TOTAL	299	299	326	337	340

Dans le cadre de la mise en œuvre de la politique de promotion du genre, le Programme YENNENGA a été poursuivi avec la remise de certificats aux récipiendaires de la promotion 2023 et le lancement du premier module du programme YENNENGA niveau 2. Ainsi, vingt-six (26) femmes de la Banque issues de la deuxième cohorte ont été certifiées après leur formation sur la thématique du leadership au féminin. La promotion en cours compte 22 femmes.

Les programmes « Exécutive Leadership Program » et « Advanced Management Program » ont été poursuivis au profit, respectivement du Management et des hauts potentiels de la Banque. Comme pour les exercices précédents, ces programmes spéciaux ont été mis en œuvre en collaboration avec BEM Management School et KEDGE Business School.

Il convient de signaler qu'en plus de ces programmes spéciaux, le plan de formation de la Banque a été mis en œuvre avec le renforcement des capacités de plus de 170 Membres du Personnel dans divers domaines de compétence.

2. GESTION DE LA GOUVERNANCE

A. Gouvernance, système de contrôle et gestion des risques

Le renforcement de la gouvernance de l'institution s'est poursuivi au niveau de i) l'intégrité, l'éthique et la lutte contre la fraude et la corruption, ii) l'audit interne, iii) le contrôle externe, iv) le contrôle des marchés, v) la coordination des activités des Missions Résidentes (MR), vi) la tenue des réunions des organes délibérants de l'institution et vii) la gestion des risques.

Au plan de l'intégrité, l'éthique, la prévention et la lutte contre la fraude et la corruption,

la Banque a poursuivi la consolidation de son dispositif de prévention et de lutte contre la fraude et la corruption à travers : (i) des séances de formation/sensibilisation sur le dispositif anti-corruption /fraude de la BOAD à l'endroit des Agents de la Commande publique du Burkina Faso et du Bénin, (ii) une campagne de formation e-learning à l'endroit des membres du personnel a permis de renforcer leurs connaissances sur les thématiques liées au harcèlement au travail, au harcèlement sexuel, à la confidentialité des informations et au Code de conduite, (iii) une campagne annuelle de déclaration d'intérêts du personnel, (iv) la signature de deux (02) protocoles d'accord de coopération avec les entités chargées de lutte anti-corruption du Burkina Faso (ASCE-LC) et du Mali (Bureau du Vérificateur Général), (v) l'achèvement de la mise à jour du Code d'Éthique du personnel, etc.



S'agissant de l'Audit interne, une évaluation externe a été conduite conformément au Programme d'Assurance et d'Amélioration Qualité (PAAQ) et aux chantiers du plan stratégique Djoliba. Les recommandations formulées permettront une amélioration continue du processus et un renforcement de la conformité de la Banque aux normes professionnelles internationales.

La mise en œuvre des recommandations issues de l'Audit interne contribue à renforcer le système de contrôle interne et la maîtrise des risques de la Banque.

En outre, l'univers d'audit et le plan d'audit triennal ont été mis à jour pour les adapter aux évolutions de l'environnement de la Banque. Par ailleurs, le Comité d'Audit a tenu ses réunions ordinaires au cours desquelles il a examiné : i) les rapports



SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPSIS SUR LA BOAD ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2024

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2024

ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

RÉALISATIONS DE LA BOAD EN 2024

1. TABLEAU D'ENSEMBLE

2. REALISATIONS PAR AXE STRATEGIQUE

- Axe 1 : Renforcer l'intégration régionale
- Axe 2 : Contribuer à la création de valeur et d'emplois productifs en appui aux Etats et au secteur privé
- Axe 3 : Renforcer la résilience au changement climatique
- Axe 4 : Augmenter les capacités de financement de la Banque
- Axe 5 : Renforcer les ressources humaines et les systèmes de gestion

THÈME DE L'ANNÉE

INITIATIVE POUR LE DÉVELOPPEMENT DU TRANSPORT AÉRIEN DANS LES PAYS DE L'UEMOA

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABBREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

relatifs aux comptes de l'institution qui ont été certifiés sans réserve par les Commissaires aux Comptes, ii) les états financiers intermédiaires aux 30 juin et au 30 septembre 2024, iii) le bilan des activités 2024 et le projet de programme d'activités de l'Audit interne au titre de l'exercice 2025, qu'il a approuvés et iv) le bilan des activités 2024 et le projet de programme d'activités du Domaines des Enquêtes au titre de l'exercice 2025, qui ont été validés.

Au titre du Contrôle externe, le Cabinet KPMG Togo, en sa qualité de Commissaire aux Comptes, a certifié sans réserve, les comptes de l'exercice 2023 de la Banque, du FDC et du FDE. Ces comptes ont été approuvés par le Conseil des Ministres qui a procédé à deux revues limitées des états financiers intermédiaires aux 30 juin 2024 et au 30 septembre 2024, conformément à la norme IAS 34 du référentiel comptable IFRS.

Le contrôle des marchés a couvert l'ensemble des marchés financés dans le cadre des opérations de la Banque ainsi que les acquisitions internes au cours de l'année 2024. L'objectif est de s'assurer de la conformité des processus d'acquisition aux politiques et procédures de la Banque. Par ailleurs, des formations ont été organisées au profit des agents de la Banque et d'acteurs de la commande publique du Burkina Faso et du Bénin dans le cadre de la vulgarisation des procédures de passation de marchés de l'institution.

Les activités de coordination des Missions Résidentes (MR) se sont poursuivies au cours de l'exercice 2024 à travers le suivi des projets financés et l'identification de nouvelles opportunités d'affaires dans les États membres.

Dans le cadre de la mise en œuvre du projet de décentralisation de certaines activités opérationnelles du Siège vers les Missions Résidentes de la Côte d'Ivoire et du Sénégal, les diligences suivantes ont été effectuées : i) examen des nouvelles attributions et missions des MR, ii) signature de deux contrats de bail avec PFO (pour la MR de Côte d'Ivoire) et SERTEM (pour la MR du Sénégal) en vue de l'installation des Missions Résidentes dans de nouveaux locaux, iii) rédaction d'un cahier de charges pour la réalisation d'une étude prospective en réponse aux besoins futurs, dans un contexte marqué par l'accroissement et la diversification des activités.

Le Conseil d'Administration a tenu cinq (05) réunions formelles en 2024 (les 4 et 25 mars, 27 juin, 20 septembre et 17 décembre). Ces réunions ont permis à cet organe d'approuver, entre autres dossiers, les comptes de la BOAD pour l'exercice clos le 31 décembre 2023, les Perspectives financières actualisées 2025-2029, le Budget-programme 2025-2027, des propositions de prêts à moyen et long terme, de mise en place de lignes de refinancement, de prise de participation et de prêts à court terme.

Concernant le Conseil des Ministres de l'UMOA, quatre (04) sessions ordinaires se sont tenues. Lesdites sessions ont notamment permis, l'approbation : (i) du Rapport annuel 2023 de la BOAD, (ii) des comptes annuels de la BOAD pour l'exercice clos le 31 décembre 2023, (iii) les Perspectives financières actualisées révisées 2025-2029, (iv) les résultats de l'appel d'offres pour la sélection du Commissaire aux comptes de la BOAD au titre des exercices 2025 à 2027 inclus, (v) trois (03) notes relatives à la levée des immunités et privilèges de la BOAD, respectivement dans le cadre de la mise en place d'une ligne de crédit de la KfW à la BOAD destinée aux PME, d'un concours de la

Société Générale et HSBC à la BOAD assorti de la garantie de la MIGA et d'un concours conjoint de la JICA, de SMBC et de MUFG, vi) la proposition de création d'une Fondation d'entreprise par la BOAD.

Au titre de la gestion des risques, les activités de renforcement du dispositif de gestion, de suivi et de gouvernance de tous les pans de risques (crédit, financier et opérationnel) se sont poursuivies.

En ce qui concerne la gestion des risques de crédit et financiers, la Banque a continué à jouer un rôle primordial dans le cycle d'instruction des projets en assurant une évaluation rigoureuse à chaque étape, de l'identification à l'atténuation du risque de crédit. A ce titre, les étapes clés suivantes ont été déroulées : i) la sélection des projets à financer par la Banque à travers l'émission d'avis de seconde opinion sur les projets marchands ; ii) la veille permanente pour le respect des limites d'intervention en cohérence avec la Déclaration d'appétence au risque de la Banque et iii) l'estimation des dépréciations des instruments de dette et l'ajustement de valeur des instruments de capital, conformément à IFRS9.

Aussi, afin de contribuer à préserver à un bon niveau le ratio d'adéquation des fonds propres de la Banque et lui permettre en conséquence de maintenir sa solidité financière, il est estimé, sur la base du modèle de Capital Economique, l'impact de chaque nouvelle opération en termes de consommation en fonds propres. La solvabilité de la Banque fait l'objet d'un suivi à travers la mesure trimestrielle du niveau du Ratio d'Adéquation du Capital (RAC).

Au titre du reporting aux organes délibérants sur le risque de crédit, l'état du portefeuille a été régulièrement présenté au Comité des Risques

ainsi que la situation des métriques de la matrice d'appétence au risque.

Au titre des autres activités en lien avec la gestion des risques de crédit et financiers, il faut noter : i) le backtesting, par un cabinet indépendant, des modèles de notation interne (six modèles de notation fonction de la nature de la contrepartie et du type d'opération), afin de garantir la fiabilité et la robustesse desdits modèles et ii) la participation de la Banque aux réunions du groupes de travail du Consortium GEMs.

Concernant le volet gestion des risques opérationnels, la Banque a mené plusieurs actions en cohérence avec son dispositif de Gestion des Risques Opérationnels. Ainsi, a été mise à jour la cartographie des risques opérationnels au 31/12/2023 qui a relevé un profil de risque opérationnel globalement maîtrisé avec seulement 2% de risques résiduels élevés. En outre, des plans d'actions pour la mitigation des risques résiduels élevés ont été définis via un cadre de collaboration avec le Domaine du Contrôle Permanent et les propriétaires des risques concernés.

Il a été procédé également à une évaluation des dispositifs spécifiques liés aux risques à fort impact pouvant perturber significativement les activités de la Banque (Sécurité physique et de l'information, continuité des activités...), avec une attention particulière apportée au Plan de Continuité d'Activités (PCA) qui a fait l'objet de séries de tests relatifs à son maintien en condition. De même, un audit de surveillance de la certification de la Banque à la norme ISO 27001 relative au SMSI a été réalisé.



SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2024

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2024

ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

RÉALISATIONS DE LA BOAD EN 2024

1. TABLEAU D'ENSEMBLE

2. REALISATIONS PAR AXE STRATEGIQUE

- Axe 1 : Renforcer l'intégration régionale
- Axe 2 : Contribuer à la création de valeur et d'emplois productifs en appui aux Etats et au secteur privé
- Axe 3 : Renforcer la résilience au changement climatique
- Axe 4 : Augmenter les capacités de financement de la Banque
- Axe 5 : Renforcer les ressources humaines et les systèmes de gestion

THÈME DE L'ANNÉE

INITIATIVE POUR LE DÉVELOPPEMENT DU TRANSPORT AÉRIEN DANS LES PAYS DE L'UEMOA

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABBREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

Par ailleurs, des rencontres régulières avec les correspondants risques opérationnels et une Assemblée Générale du personnel tenue le 14 août ont permis la sensibilisation et le renforcement des capacités des acteurs impliqués en 1^{ère} ligne dans la gestion des risques opérationnels (propriétaires des risques). Enfin, le suivi des contrôles de 1^{er} et 2^{ème} niveaux en collaboration avec le contrôle financier, le contrôle permanent, la sécurité informatique et la continuité d'activité a été exécuté.

Au titre du renforcement du dispositif de Gestion des Risques Opérationnels (GRO), il convient de relever les initiatives réalisées en 2024 ci-après : i) une mission de benchmark effectuée auprès de la BAD, en vue de s'inspirer des pratiques en vigueur en matière de GRO ; et ii) la formalisation du suivi des incidents.

B. Sécurité et gestion du patrimoine

Au titre du programme d'efficacité énergétique, la BOAD poursuit ses efforts pour limiter sa dépendance énergétique et réduire son empreinte carbone, grâce à l'installation de panneaux solaires et à l'optimisation des infrastructures énergétiques. Ces investissements stratégiques s'inscrivent pleinement dans la volonté de la Banque de renforcer la part des énergies renouvelables dans son mix énergétique, contribuant ainsi directement à la réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) et à l'amélioration globale de sa performance environnementale.

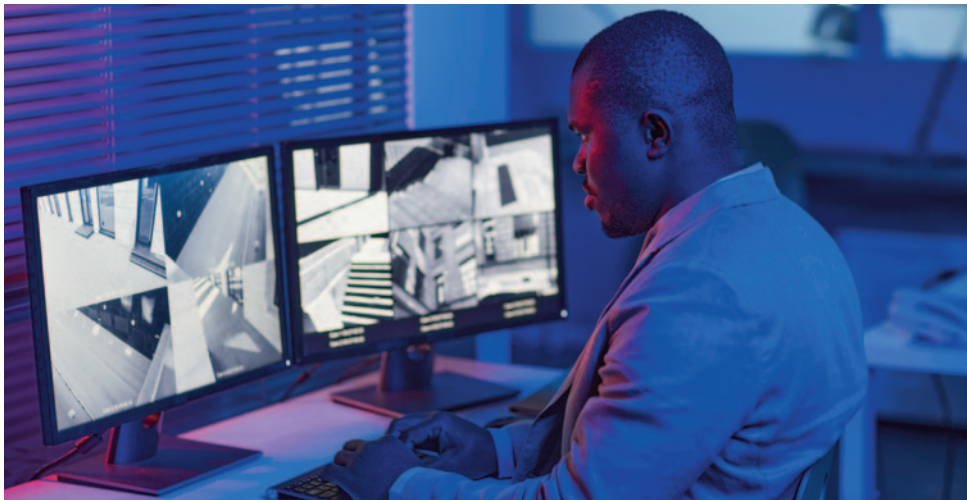
En 2024, elle a procédé à (i) l'extension de 375 kWc à 522 kWc de la capacité de la centrale solaire du Siège de la BOAD, en injection directe dans le bâtiment, (ii) l'installation d'une centrale solaire d'une puissance de 13,5 kWc dans la résidence de

fonction de la Cité Renaissance et (iii) l'installation d'une capacité solaire de 18,9 kWc au centre de loisirs de la BOAD. Ces nouvelles réalisations portent à 685,4 kWc la capacité totale des installations solaires de la Banque, pour une production annuelle de 2546,76 MWh pour l'ensemble de ses sites. Ainsi, depuis 2020, le programme d'efficacité énergétique, à travers le mix énergétique aura permis à la Banque de réaliser des économies de 200 455 830 FCFA, pour une production totale d'énergie estimée à 12 398,41 MWh.

En ce qui concerne l'amélioration de la sécurité des personnes et des biens, l'année 2024 a été une année charnière sur plusieurs projets structurants.

En effet, deux projets du plan SIRBA (mise en place d'accès distants à la sécurité physique et cyber-sécurisation des actifs de la sécurité physique) sont entrés dans leur phase opérationnelle et devraient s'achever au cours du premier semestre 2025. Leur mise en œuvre permettra d'intégrer et d'aligner les infrastructures du système d'information principal et celles des systèmes de sécurité de la Banque.

Par ailleurs, la mise en œuvre des recommandations issues de l'audit externe de la sécurité incendie du Siège s'est poursuivie, avec huit (08) chantiers en cours d'exécution, à savoir : i) la mise aux normes du désenfumage, ii) l'extension des robinets incendie armés, iii) la mise en place d'une alimentation électrique de secours pour les moyens de lutte contre les incendies, iv) la mise aux normes des systèmes d'extinction automatique des salles serveur, v) l'installation de système d'extinction automatique au local onduleur et au local transformateur, vi) la mise à jour des plans d'évacuation, vii) l'installation de détecteurs par aspiration d'air, viii) l'installation de détection incendie dans les nouveaux locaux du RDC.



Aussi, la Banque, dans le cadre de la mise en œuvre des recommandations issues de l'audit de la sécurité des Missions Résidentes, a supervisé l'installation de systèmes de sécurité dans les résidences des Chef(fe)s de Mission Résidente, afin d'assurer leur protection et celle du personnel en cas de déclenchement du plan d'urgence.

S'agissant du renforcement des capacités, trois guides ont été conçus et diffusés au bénéfice du personnel, à savoir : sécurité au Siège, sécurité au cours des déplacements professionnels et plan d'urgence. Il est à noter que 6 séances de formation au secourisme et à la sécurité incendie ont été organisées au profit du personnel du Siège et des MR. Trente (30) nouveaux secouristes ont pu être ainsi formés.

Le Comité Santé et Sécurité au Travail s'est régulièrement réuni au cours de l'année et s'est assuré du suivi de la mise en œuvre de ses recommandations, afin d'améliorer les conditions de travail des membres du personnel.

Enfin, le suivi de la situation sécuritaire et sanitaire sous régionale a été régulièrement fait, avec l'élaboration et la transmission régulière de notices hebdomadaires de sécurité.

Par rapport au Plan de Continuité d'Activités (PCA), l'engagement de la Banque est resté effectif avec la poursuite de l'actualisation du corpus documentaire du PCA et du plan d'urgence. Les objectifs de continuité d'activité et les indicateurs PCA ont également été revus, pour être à même de mieux mesurer la performance du Système de Management de la Continuité d'Activité (SMCA).

Une des actions marquantes a consisté en la mise en place d'un système de Management Intégré (SMI). Le SMI associe le Système de Management du Système d'Information (SMSI, ISO 27001), certifié depuis 2015, au SMCA (ISO 22301), au Système de Management de la Vie Privée (SMVP) afin de créer des synergies fortes et un alignement cohérent de ces systèmes de management aux orientations stratégiques de la BOAD.



SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2024

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2024

ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

RÉALISATIONS DE LA BOAD EN 2024

1. TABLEAU D'ENSEMBLE

2. REALISATIONS PAR AXE STRATEGIQUE

- Axe 1 : Renforcer l'intégration régionale
- Axe 2 : Contribuer à la création de valeur et d'emplois productifs en appui aux Etats et au secteur privé
- Axe 3 : Renforcer la résilience au changement climatique
- Axe 4 : Augmenter les capacités de financement de la Banque
- Axe 5 : Renforcer les ressources humaines et les systèmes de gestion

THÈME DE L'ANNÉE

INITIATIVE POUR LE DÉVELOPPEMENT DU TRANSPORT AÉRIEN DANS LES PAYS DE L'UEMOA

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

En outre, plusieurs formations et sensibilisations sur la continuité d'activité ont pu être mises en œuvre au cours de l'année et un audit du Plan de Continuité d'Activité a été réalisé par l'Inspection Générale (IG) de la Banque.

Les tests PCA se sont également poursuivis dans les sites replis au Bénin comme en France.

Au titre du cadre de travail, de nouveaux aménagements ont été réalisés au Siège, pour améliorer les conditions de travail du personnel. Il s'agit notamment de : (i) la réalisation et la mise en service d'un centre de documentation et d'archives moderne dans le bâtiment annexe Sud, (ii) le réaménagement de l'ancienne salle de documentation en bureaux, (iii) la mise à disposition de divers équipements sur les installations techniques pour le bon fonctionnement des services.

C. Mise en place de la politique et de la stratégie RSE de la Banque

La BOAD, avec l'adoption de sa Politique et Stratégie RSE, a réaffirmé son alignement avec les Objectifs de Développement Durable (ODD) et son engagement à soutenir des investissements durables et à fort impact social, consolidant ainsi son rôle de catalyseur du développement responsable au sein de l'espace UEMOA.

Au cours de l'année 2024, elle a poursuivi l'émission d'Avis RSE pour les projets à financer, l'objectif étant de sensibiliser et accompagner les parties prenantes – États, PME et institutions – dans l'adoption de pratiques garantissant que les projets financés contribuent efficacement aux ambitions environnementales et sociales de la Banque.

D. Sécurisation et modernisation du système d'information

Au niveau du système d'information, la Banque a poursuivi la mise en œuvre de son Schéma Directeur du Système d'Information (SDSI 2021-2025) à travers le programme SIRBA (Source d'Innovation et de Résilience pour une BOAD Agile), soutenu par des stratégies digitales et cyber alignées sur les axes stratégiques du plan DJOLIBA et visant à moderniser, puis sécuriser le Système d'Information de la Banque.

Dans ce cadre, plusieurs actions ont été réalisées notamment : (i) la consolidation de l'outil de la Gestion Électronique de Documents (GED) avec i) l'automatisation de nouveaux processus (décaissements des projets, prêts au personnel, mise en

exploitation d'une nouvelle Solution d'Archivage Électronique des documents (SAE); ii) l'optimisation de l'outil « Campus Digital » pour l'amélioration de la plateforme de formation en ligne; iii) la stabilisation de la version moderne et sécurisée S/4HANA, intégrant les modules Finance, Contrôle de Gestion, Achats et Ressources Humaines ; iv) la mise en œuvre de l'infogérance des équipements d'impression en vue d'assurer une meilleure gestion des ressources informatiques ; v) le choix de SAP FIONEER comme outil du cœur bancaire ; vi) la poursuite de la mise en œuvre de projets comme la Signature Numérique, la modélisation des processus et l'urbanisation du Système d'Information, ainsi que celui relatif à l'implémentation d'un outil de « compliance » RGPD (Règlement Général de la Protection des Données à caractère personnel), vii) la mise en place d'un cadre de gouvernance pour améliorer la qualité des données.



Ainsi, la Feuille de Route de la Stratégie de Cyber-sécurité a été déployée avec la validation d'une stratégie cloud et la transition du Système de Management de la Sécurité de l'Information (SMSI) de la version 2013 à la version 2022 de la norme.

De même, l'automatisation de certaines activités s'est poursuivie avec notamment le développement en interne d'une application de gestion des titres de transport interfacée avec l'application de gestion des ordres de mission.

En outre, la Banque a continué l'implémentation de l'outil ASANA afin d'assurer une meilleure planification technique et budgétaire des projets internes, ainsi que leur reporting régulier.

Par ailleurs, le personnel impliqué dans la sécurité et la gestion du SMSI et de la continuité d'activité a été formé et certifié sur la nouvelle version (2022) de la norme ISO 27001. Une nouvelle plateforme d'e-learning, plus intuitive et riche en thématiques d'actualités a été déployée et des simulations d'hameçonnage ont été menées pour évaluer la maturité cyber des Membres du Personnel et les sensibiliser aux dangers des attaques.

Aussi, le projet de modernisation des services supports (Helpdesk) s'est poursuivi pour améliorer la gestion des services informatiques et aligner la gestion des services sur les standards de qualité.



SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2024

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2024

ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

RÉALISATIONS DE LA BOAD EN 2024

1. TABLEAU D'ENSEMBLE

2. REALISATIONS PAR AXE STRATEGIQUE

- Axe 1 : Renforcer l'intégration régionale
- Axe 2 : Contribuer à la création de valeur et d'emplois productifs en appui aux Etats et au secteur privé
- Axe 3 : Renforcer la résilience au changement climatique
- Axe 4 : Augmenter les capacités de financement de la Banque
- Axe 5 : Renforcer les ressources humaines et les systèmes de gestion

THÈME DE L'ANNÉE

INITIATIVE POUR LE DÉVELOPPEMENT DU TRANSPORT AÉRIEN DANS LES PAYS DE L'UEMOA

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABBREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

E. Action marketing et communication

Au plan de la communication institutionnelle, une stratégie de rayonnement a été adoptée à travers une communication proactive, multicanale et axée sur des thématiques stratégiques telles que l'innovation financière, l'engagement climatique et les initiatives de développement durable. Ces actions visent à accroître la visibilité de la Banque sur les scènes régionale et internationale, tout en consolidant son positionnement comme acteur de référence dans le financement du développement en Afrique de l'Ouest.

Une campagne médiatique et événementielle a été menée, mettant en avant des interventions de haut niveau lors de forums internationaux majeurs tels que le Sommet Italie-Afrique, les Assemblées Annuelles de la Banque Africaine de Développement, l'Africa CEO Forum, l'Alliance Sahel, et la COP 29. La participation à ces événements a offert à la Banque une plateforme pour promouvoir son expertise et ses solutions innovantes en faveur de l'intégration régionale et de la résilience économique, consolidant sa notoriété à travers les interventions de ses dirigeants et la présentation de ses réalisations phares. L'obtention de distinctions telles que le Prix de l'Opération Innovante lors des BRVM Awards a également contribué à asseoir sa réputation comme une institution innovante et performante.

Une campagne de communication institutionnelle sur le thème INNOVER, TRANSFORMER, IMPACTER a permis de donner une résonance particulière à la Banque, avec une présence multi-support rappelant ses aspirations pour faire de l'Afrique une terre d'avenir, de prospérité, pour une vie meilleure et durable.

Dans le cadre de la communication digitale, la Banque a consolidé sa présence en ligne à travers une animation continue et dynamique de ses plateformes web et réseaux sociaux et la création de nouveaux formats vidéo mettant en avant son action et ses impacts. Ces actions ont été particulièrement visibles lors de campagnes thématiques, comme celles liées à la COP 29, et ont contribué à l'élargissement de l'audience de la Banque.

Au titre des actions sociales, la Banque a poursuivi son engagement citoyen en soutenant des initiatives de développement communautaire et en octroyant des supports et aides à des associations locales. Parmi les réalisations marquantes figurent la réhabilitation de la clôture du Centre Polyvalent Saint Augustin (CPSA) et l'organisation d'une cérémonie de dons au bénéfice d'associations engagées dans la prise en charge des personnes handicapées.

L'Institution a parachevé le processus de création de sa Fondation suite à l'avis favorable des instances de gouvernance. Une feuille de route visant son opérationnalisation en 2025 a été élaborée à cet effet. En rappel, la Fondation BOAD vise à : (i) contribuer au bien-être des populations de l'UEMOA en maximisant l'impact via des actions communautaires et des partenariats stratégiques, (ii) réduire la vulnérabilité, les inégalités et la pauvreté dans l'UEMOA, (iii) agir comme un tiers de confiance en apportant une expertise et des solutions adaptées aux besoins collectifs, (iv) Améliorer l'image de la BOAD en valorisant son engagement sociétal et (v) mobiliser des ressources philanthropiques pour répondre aux besoins sociaux de la région.

En matière de communication interne, des innovations significatives ont été introduites pour améliorer l'accès à l'information et renforcer la



cohésion du personnel. Le lancement du format d'information "Nyanya Nana" a offert une diffusion en temps réel de l'actualité institutionnelle, tandis que des campagnes internes, notamment celle sur les valeurs de la Banque, ont permis de sensibiliser le personnel sur les contributions constructives de tous à l'histoire de notre institution commune.

Au titre du marketing, plusieurs actions ont été conduites dans les pays pour contribuer au renforcement de la position et de la visibilité de la Banque sur le marché de l'UEMOA, à l'accroissement de son portefeuille de clients et la multiplication des opportunités de collaboration avec des partenaires stratégiques.

La Banque a initié des prises de contact avec des acteurs clés du secteur privé ainsi que des visites de travail auprès de grandes entreprises afin de présenter son offre de financement, d'identifier des opportunités d'accompagnement de projets à fort potentiel et de diversifier le portefeuille clients de la Banque.

Des missions en direction de nouveaux clients au Sénégal, au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire et au Bénin, ont permis de repérer de nouvelles opportunités commerciales et renforcer les liens avec des acteurs locaux pour des partenariats stratégiques futurs.



SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2024

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2024

ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

RÉALISATIONS DE LA BOAD EN 2024

1. TABLEAU D'ENSEMBLE

2. REALISATIONS PAR AXE STRATEGIQUE

- Axe 1 : Renforcer l'intégration régionale
- Axe 2 : Contribuer à la création de valeur et d'emplois productifs en appui aux Etats et au secteur privé
- Axe 3 : Renforcer la résilience au changement climatique
- Axe 4 : Augmenter les capacités de financement de la Banque
- Axe 5 : Renforcer les ressources humaines et les systèmes de gestion

THÈME DE L'ANNÉE

INITIATIVE POUR LE DÉVELOPPEMENT DU TRANSPORT AÉRIEN DANS LES PAYS DE L'UEMOA

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABBREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

La Banque a aussi pris part à plusieurs événements institutionnels et économiques tels que la conférence sur la BOAD et la finance climat au Bénin, la 5^{ème} édition des BRVM Awards en Côte d'Ivoire, le Forum des Opérateurs pour la Garantie de l'Émergence Économique en Afrique (FOGECA) au Portugal.

Dans la perspective de mieux cibler les actions commerciales et de personnaliser les relations, une base de données stratégique a été mise en place pour suivre et analyser les prospects et clients clés dans chaque pays. Cette démarche vise également à optimiser l'approche commerciale de la Banque en disposant d'une vue précise sur la localisation, le secteur d'activité et le potentiel d'affaires des clients et prospects.

Ces différentes initiatives ont non seulement consolidé l'image de la Banque dans l'UEMOA, mais ont également contribué au développement de projets porteurs pour l'économie régionale.

F. Suivi-évaluation des opérations et gestion du savoir

La Banque a poursuivi ses actions de consolidation du système de suivi-évaluation des résultats de développement des projets. Dans ce cadre, les activités ont principalement porté sur la conception d'outils dédiés au suivi-évaluation des résultats de développement de trente-huit (38) projets présentés lors des différentes réunions du Conseil d'Administration.

Dans le domaine de la promotion des approches rapides et innovantes de mesure des impacts des opérations, la Banque a conduit une étude de cas portant sur l'évaluation pilote de la réduction de l'émission de CO2 au niveau de deux (02) plateformes multifonctionnelles dans le cadre du projet d'hybridation des plateformes multifonctionnelles au Togo, financé par la BOAD et le FEM.



Par ailleurs, dans le cadre du programme pilote d'intégration progressive de l'analyse géospatiale et de l'intelligence artificielle pour la supervision, il a été organisé respectivement cinq (05) ateliers internes pour présenter la méthode GEMS (Geo-Enabling Initiative for Monitoring and Supervision) et ses applications potentielles dans la prise de décision et quatre (04) ateliers externes en Guinée-Bissau, Côte d'Ivoire, Togo et Burkina Faso. Ces ateliers ont permis de : (i) présenter le programme pilote, (ii) détailler l'utilisation de formulaires digitalisés pour la collecte de données sur l'exécution des projets, les indicateurs d'impact et le géoréférencement, et (iii) planifier une première campagne expérimentale de collecte. Les données collectées sur le terrain auprès de 67 projets et portant sur 428 infrastructures ont servi à développer des tableaux de bord thématiques expérimentaux, à savoir (i) le tableau de bord des impacts des projets ; (ii) le tableau de bord de l'état d'exécution du portefeuille des projets ; (iii) le tableau de bord sur les indicateurs clés d'impacts.

S'agissant du renforcement de l'utilisation des enseignements des évaluations et de diffusion des expériences, une matrice d'indicateurs d'impact essentielle pour évaluer les retombées des projets sur les bénéficiaires et les parties prenantes a été élaborée au profit de la CRRH. En parallèle, une procédure digitalisée, permettant de garantir une collecte plus rapide et de meilleure qualité des données, et un tableau de bord, pour éclairer les décisions de gestion, ont été mis à disposition de la CRRH.

En ce qui concerne les séances de capitalisation, les Unités de Supervision de la Banque ont bénéficié d'une séance de présentation des tableaux de bord d'analyse géospatiale. Il a aussi été organisé, des réunions préparatoires visant à harmoniser les pratiques de supervision, affiner les méthodologies pour l'élaboration et la notation des rapports de fin d'exécution, et renforcer les synergies entre les institutions partenaires en vue d'assurer une gestion optimale, transparente et efficace des projets.

Concernant le suivi du plan Djoliba, et en cohérence avec le suivi des résultats de développement et des impacts des projets, il a été élaboré des rapports couvrant la période 2009 à 2023 et détaillant l'évaluation de l'état de réalisation des résultats de développement et des impacts du portefeuille-pays des projets financés en Guinée-Bissau et au Togo. Par ailleurs des évaluations formatives ont été conduites, respectivement sur le cadre de mesure des résultats de développement et d'impacts du plan Djoliba.

En rapport avec le suivi des neuf (09) indicateurs clés de résultats de développement et d'impacts du Plan Djoliba, des notes périodiques présentant les cibles (ex ante) des projets financés en lien avec ces indicateurs clés, ainsi que les taux de réalisation associés, ont été produites en vue d'assurer une évaluation régulière et approfondie des progrès réalisés.



SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2024

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2024

ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

RÉALISATIONS DE LA BOAD EN 2024

1. TABLEAU D'ENSEMBLE

2. REALISATIONS PAR AXE STRATEGIQUE

- Axe 1 : Renforcer l'intégration régionale
- Axe 2 : Contribuer à la création de valeur et d'emplois productifs en appui aux Etats et au secteur privé
- Axe 3 : Renforcer la résilience au changement climatique
- Axe 4 : Augmenter les capacités de financement de la Banque
- Axe 5 : Renforcer les ressources humaines et les systèmes de gestion

THÈME DE L'ANNÉE

INITIATIVE POUR LE DÉVELOPPEMENT DU TRANSPORT AÉRIEN DANS LES PAYS DE L'UEMOA

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABBREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

Encadré 01

Évaluation pilote de la réduction de l'émission de CO₂ au niveau de deux (02) plateformes multifonctionnelles au titre du projet d'hybridation des plateformes multifonctionnelles au Togo financé par la BOAD et le FEM : étude de cas

Au cours de l'exercice sous revue, la Banque a mené une évaluation pilote visant à mesurer, à titre expérimental, la réduction effective des émissions de CO₂ engendrée par le passage d'une plateforme multifonctionnelle non hybridée à une plateforme hybridée. Cette étude avait également pour objectifs secondaires d'évaluer la quantité de particules fines et le niveau sonore généré par ces plateformes. Les opérations de collecte de données ont été réalisées dans deux (02) villages de la préfecture du Zio, situés dans la région maritime du Togo, à savoir, celui de Gapé Adido ayant une plateforme hybridée et celui de Gapé Lonvo ayant une plateforme non hybridée. La méthodologie de l'évaluation est basée d'une part sur la collecte directe des gaz émis en utilisant des capteurs et d'autre part sur des entretiens avec 23 bénéficiaires dont 17 femmes (74% de l'échantillon).

Les résultats de cette évaluation mettent en évidence les enseignements suivants :

En matière d'émissions de CO₂, les constats suivants ont été faits. D'abord, les émissions moyennes de CO₂ de la cheminée de la plateforme non hybridée sont au moins 25 fois supérieures à celles de la cheminée de la plateforme hybridée en période d'utilisation exclusive de l'énergie solaire. Ensuite, les émissions moyennes de CO₂ de la cheminée de la plateforme non hybridée sont au

moins deux fois supérieures à celles de la cheminée de la plateforme hybridée en période d'utilisation du diesel. Enfin, dans les cheminées, les valeurs maximales enregistrées dépassent la norme de 1 500 ppm. Par ailleurs, l'économie en émissions de CO₂ en une année, au niveau de la plateforme multifonctionnelle hybridée de Gapé Adido, est de 158 614 848 000 µg environ 159 tonnes. Pour un coût de la tonne de CO₂ variant entre 60 et 67 Euros en Octobre 2024, en termes monétaires, les 159 tonnes équivalaient à 9 540 Euros (hypothèse basse), à 10 653 Euros (hypothèse haute), soit 6 248 700 FCFA (hypothèse basse), à 6 977 715 FCFA (hypothèse haute) par an.

Concernant l'émission de particules fines PM_{2.5} (particules fines de taille inférieures ou égales à 2,5 micromètres), les niveaux dans les salles abritant les deux (02) plateformes sont supérieures à la norme de 15 µg/m³ de l'OMS. De même, les niveaux d'intensité sonore des salles abritant les deux (02) plateformes sont au-dessus de la norme de 80 décibels (dB).

Pour ce qui est des impacts sociaux, l'introduction des plateformes a grandement facilité l'accès à ces services (minoterie, recharge de téléphone), réduisant ainsi les contraintes de temps et de distance. Auparavant, les femmes et les enfants devaient parcourir de longues distances, consacrant parfois une journée entière à

l'accomplissement de ces tâches. En outre, l'hybridation a entraîné une diminution des dépenses d'exploitation et le coût des services de broyage a été abaissé, passant de 300 FCFA pour les opérateurs privés à 200 FCFA sur les plateformes pour une quantité équivalente.

S'agissant de la durabilité des plateformes multifonctionnelles, des dysfonctionnements récurrents ont été observés, principalement dus à des insuffisances dans la maintenance. En effet, les bénéficiaires se heurtent fréquemment à des pannes techniques, notamment le détachement régulier de la courroie du moulin, ce qui peut occasionner des dommages.

Au regard de ce qui précède, les recommandations ci-après sont adressées prioritairement à l'Etat togolais :

A très court terme (moins de trois mois) : (i) fournir aux meuniers des masques de protection contre les particules fines et les sensibiliser à les porter régulièrement ; (ii) fournir des casques anti-bruit aux meuniers, pour les protéger des troubles auditifs graves et irréversibles liés au bruit des moulins ; (iii) assurer aux meuniers des plateformes une ou deux visites médicales annuelles dans les centres de santé agréés par l'état ; (iv) s'assurer du bon fonctionnement du matériel, notamment des moulins des plateformes non hybridées, avant toute nouvelle hybridation.

A court terme (entre trois mois et un an) : (i) modifier les cheminées des moulins des plateformes non hybridées en augmentant leur

hauteur à, minimum, 2 mètres au-dessus du niveau actuel. Cela permettrait d'atténuer l'infiltration du CO₂ et des particules fines dans les salles abritant les plateformes ; (ii) activer les batteries acquises par le projet pour permettre aux usagers des plateformes hybridées d'utiliser exclusivement l'énergie électrique d'origine solaire pour faire fonctionner les moulins sur l'ensemble de l'horaire de fonctionnement (8h00 - 20h00). Ceci permettrait d'éliminer les émissions de CO₂ issues des plateformes hybridées. Par ailleurs, cette activation des batteries permettra aux populations bénéficiaires des plateformes hybridées d'utiliser l'énergie électrique d'origine solaire à des fins autres que celles liées uniquement aux activités de la plateforme. L'énergie accumulée par les batteries dans la journée pourrait servir, par exemple, à créer des zones d'éclairage public permettant aux élèves des villages concernés de réviser leurs cours dans de meilleures conditions ; (iii) doter, les cheminées des moulins de filtres à particules, susceptibles de réduire jusqu'à 90% les émissions de particules fines dans l'environnement ;(iv) étendre, au cours de l'évaluation de fin d'exécution, les analyses sur d'autres sites en vue d'affiner les données des émissions collectées au cours de la phase pilote tout en évaluant les émissions de monoxyde de carbone (CO), de dioxyde d'azote (NO₂) qui ont un impact très négatif sur la qualité de l'air, donc sur la santé humaine.

A moyen terme (moins de deux ans) : Remplacer les moulins actuels qui sont vétustes par des moulins plus neufs, plus adaptés, en les hybridant.



SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2024

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2024

ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

RÉALISATIONS DE LA BOAD EN 2024

1. TABLEAU D'ENSEMBLE

2. REALISATIONS PAR AXE STRATEGIQUE

- Axe 1 : Renforcer l'intégration régionale
- Axe 2 : Contribuer à la création de valeur et d'emplois productifs en appui aux Etats et au secteur privé
- Axe 3 : Renforcer la résilience au changement climatique
- Axe 4 : Augmenter les capacités de financement de la Banque
- Axe 5 : Renforcer les ressources humaines et les systèmes de gestion

THÈME DE L'ANNÉE

INITIATIVE POUR LE DÉVELOPPEMENT DU TRANSPORT AÉRIEN DANS LES PAYS DE L'UEMOA

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABBREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

En matière de Gestion du savoir et des Archives, la Banque a poursuivi la mise en œuvre du plan d'actions de la stratégie de production intellectuelle et de gestion des connaissances ainsi que du programme de digitalisation des processus documentaires et archivistiques.

Concernant la stratégie de production intellectuelle, il a été organisé respectivement les 07 et 08 novembre 2024 : i) un atelier de restitution des conclusions/recommandations de l'étude sur le « rôle des banques publiques dans le financement des équipements appropriés dans les filières agricoles et stratégiques de la mécanisation rurale : expériences internationales et application à la zone UEMOA » et, ii) un séminaire de formation sur les techniques de critiques d'articles scientifiques.

Relativement au programme de digitalisation des processus documentaires, trois (3) projets majeurs ont été achevés. Il s'agit notamment de : i) la Gestion Electronique des Documents (GED), par le développement et la mise en exploitation de l'ensemble des cinq (5) workflows prioritaires identifiés, ii) la solution de bibliothèque numérique offrant un accès en ligne via un portail unique, à l'ensemble des ressources électroniques du Centre de Documentation iii) le Système d'Archivage Electronique (SAE), avec la solution MAARCH, pour la gestion des archives à valeur probatoire. Aussi, environ 500 mètres linéaires de dossiers physiques de projets ont été traités dont 200 mètres linéaires, soit environ 100 000 pages, numérisées et intégrées à la Solution d'Archivage Electronique MAARCH.

Par ailleurs, le projet de signature numérique qui vise à faciliter l'interaction entre les différents collaborateurs et partenaires et à assurer la sécurité des échanges, a été finalisé.

L'animation du dispositif de veille informationnelle s'est poursuivie avec : i) la production des rapports de la veille d'image et de contreparties et ii) la collecte et la publication des données de projets sur la plateforme de l'Initiative Internationale pour la Transparence de l'Aide (IITA).

Encadré 02



Atelier de partage des conclusions de l'étude sur le financement de la mécanisation agricole dans l'UEMOA

Le jeudi 07 novembre 2024, s'est tenu au siège de la BOAD à Lomé (Togo), un atelier de partage des conclusions de l'étude conjointe AFD/BOAD, sur le financement de la mécanisation agricole dans l'UEMOA. L'étude a pour objectif de proposer des recommandations de politiques publiques et de financement de la mécanisation agricole dans l'UEMOA par les institutions financières afin d'en améliorer l'impact sur la productivité agricole, dans le cadre d'une approche durable.

La cérémonie d'ouverture a été présidée par M. Moustapha BEN BARKA, Vice-Président

de la BOAD. Étaient présents les principaux acteurs de l'écosystème de la mécanisation agricole. Trois principales sessions ont marqué le déroulement de l'atelier : i) la présentation des conclusions / recommandations de l'étude, ii) le partage d'expériences avec les partenaires techniques et financiers (AFD, CIRAD, CORAF, BNDA, FAO et BOAD) sur le développement et le financement de la mécanisation agricole et iii) le partage d'expériences avec des acteurs de l'équipement agricole (SONAMA et SONATER). A l'issue des présentations et des échanges, les participants ont formulé les principales recommandations ci-après :

- Développer une mécanisation adaptée aux besoins des exploitants agricoles, prenant en compte toute la chaîne de valeurs et les groupes cibles tels que les jeunes et les femmes ;
- Prendre en compte la dimension holistique de la mécanisation agricole en mettant en œuvre des programmes de pré-mécanisation (filières de formation, accès au crédit et aux équipements) et de post-mécanisation (accès aux marchés, appui à la transformation et commercialisation des produits agricoles, octroi de prix rémunérateurs aux producteurs).
- Promouvoir les instruments de financement visant à dé-risquer le secteur agricole et à favoriser l'attractivité du secteur privé (garantie, assurance agricole, prêts à taux concessionnels ou à taux zéro, crédit bonifié, lignes de crédit dédiée, PPP, fonds d'amorçage, etc.) ;
- Prendre en compte toute la chaîne de valeurs (approche filière), de la production à la commercialisation, en passant par les opérations de récolte et de post-récolte et l'analyse du rôle des Interprofessions dans la réduction des coûts des équipements agricoles ;
- Mettre en place un dispositif de financement du tissu industriel local pour fabriquer ou adapter des équipements agricoles aux réalités locales et au cycle de vie ;



SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2024

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2024

ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

RÉALISATIONS DE LA BOAD EN 2024

1. TABLEAU D'ENSEMBLE

2. REALISATIONS PAR AXE STRATEGIQUE

- Axe 1 : Renforcer l'intégration régionale
- Axe 2 : Contribuer à la création de valeur et d'emplois productifs en appui aux Etats et au secteur privé
- Axe 3 : Renforcer la résilience au changement climatique
- Axe 4 : Augmenter les capacités de financement de la Banque
- Axe 5 : Renforcer les ressources humaines et les systèmes de gestion

THÈME DE L'ANNÉE

INITIATIVE POUR LE DÉVELOPPEMENT DU TRANSPORT AÉRIEN DANS LES PAYS DE L'UEMOA

- LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABREVIATIONS
- LISTE DES ANNEXES
- ANNEXES

Suite encadré 02

- Promouvoir des équipements adaptés au système agroécologique et à la taille des exploitations ;
- Développer des métiers spécifiques et des formations spécialisées en mécanisation agricole pour créer des emplois et des initiatives privées (expertise en maintenance et entretien, etc.). Ces métiers pourraient être une source d'attractivité du secteur agricole ;
- Renforcer le contrôle qualité des équipements et matériels agricoles importés pour une meilleure rentabilité et durabilité des investissements ;
- Repenser le système de financement des équipements agricoles de sorte qu'il prenne en compte tous les acteurs de la chaîne de valeur (producteurs, chercheurs, réparateurs, équipementiers, soudeurs, ferronniers, etc.) ;

- Renforcer l'indépendance industrielle des pays en matière d'équipements agricoles.

Au total, il ressort que les principaux enseignements de l'atelier portent notamment sur la nécessité d'analyser la filière de la mécanisation agricole de façon holistique, avec une forte interdépendance des acteurs et des maillons de la chaîne de valeur (de la production à la commercialisation). A ce niveau, l'importance des métiers y relatifs a été mise en évidence afin de professionnaliser le secteur et le rendre plus attractif pour le secteur privé et les jeunes. Une attention particulière a été accordée à la problématique de l'accès des exploitants agricoles aux marchés dont le produit permet en retour un financement stable des opérations de mécanisation et une durabilité de l'activité. Enfin, il a été relevé la nécessité de disposer de données fiables pour une meilleure connaissance des besoins de mécanisation agricole.

G. Situation financière

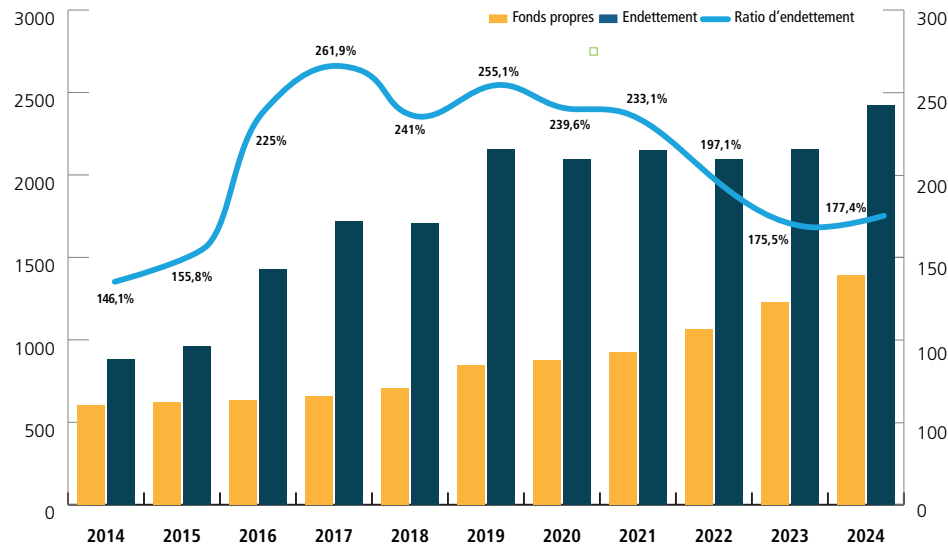
Le total du bilan de la Banque est passé de 3 482,02 Mds FCFA au 31 décembre 2023 à 3 893,48 Mds FCFA au 31 décembre 2024.

La situation financière de l'institution reste saine et est notamment marquée par une structure financière équilibrée. A fin décembre 2024, les fonds propres représentaient environ 35,7% du total du bilan et le rapport « encours des emprunts / fonds propres » (ratio d'endettement) ressortait à environ 177,4%, pour une norme statutaire de 300%.

Les éléments caractéristiques ci-après marquent notamment l'exploitation :

- une prépondérance des produits des prêts, lesquels constituent l'activité principale de l'institution (77,35% des produits budgétaires réalisés) ;
- un niveau de produit net bancaire qui s'établit à 114,89 Mds FCFA au 31 décembre 2024 contre 111,03 Mds FCFA au 31 décembre 2023 ;
- une gestion prudente de la trésorerie, conformément à la politique de liquidité ;

GRAPHIQUE 12 : ÉVOLUTION DES FONDS PROPRES, DE L'ENDETTEMENT (MDS FCFA) ET DU RATIO D'ENDETTEMENT



Source : Services BOAD

- la poursuite d'une politique prudente de provisionnement, liée à la situation de certains projets marchands.

Le taux brut de dégradation global du portefeuille est ressorti à 2,46% au 31 décembre 2024 contre 2,64% à fin décembre 2023 et 2,92% à fin décembre 2021 et 2022. La Banque entend poursuivre ses actions relatives au suivi et à l'amélioration de la qualité du portefeuille.

L'exploitation continue d'enregistrer des résultats positifs, le bénéfice net à fin 2024 ressort à 39,4 Mds

FCFA contre 36,5 Mds FCFA au 31 décembre 2023. Le résultat ainsi dégagé vient en renforcement des fonds propres de l'Institution.

La Banque continuera de veiller à la maîtrise de ses charges, afin de maintenir une offre de taux attractifs, conformes aux exigences du financement du développement.

Il convient d'indiquer par ailleurs que le niveau des fonds propres reste en adéquation avec celui des risques portés par la Banque.

Thème de l'année

SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD
ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2024

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2024

ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
ET SOCIAL

RÉALISATIONS DE LA BOAD EN 2024

THÈME DE L'ANNÉE

INITIATIVE POUR LE DÉVELOPPEMENT
DU TRANSPORT AÉRIEN
DANS LES PAYS DE L'UEMOA

INTRODUCTION

1. ETAT DES LIEUX DU TRANSPORT AÉRIEN
DANS L'UEMOA

2. DIAGNOSTIC DE LA CHAÎNE DE VALEUR
DU TRANSPORT AÉRIEN DANS L'UEMOA

3. PRINCIPALES RECOMMANDATIONS
DE L'ÉTUDE SOUS REVUE

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES
ET ABREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES



THÈME DE L'ANNÉE

INITIATIVE POUR LE DÉVELOPPEMENT DU TRANSPORT AÉRIEN DANS LES PAYS DE L'UEMOA



SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPSIS SUR LA BOAD ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2024

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2024

ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

RÉALISATIONS DE LA BOAD EN 2024

THÈME DE L'ANNÉE

INITIATIVE POUR LE DÉVELOPPEMENT DU TRANSPORT AÉRIEN DANS LES PAYS DE L'UEMOA

INTRODUCTION

1. ETAT DES LIEUX DU TRANSPORT AÉRIEN DANS L'UEMOA

2. DIAGNOSTIC DE LA CHAÎNE DE VALEUR DU TRANSPORT AÉRIEN DANS L'UEMOA

3. PRINCIPALES RECOMMANDATIONS DE L'ÉTUDE SOUS REVUE

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

INTRODUCTION



Le continent africain est immense et a besoin d'un réseau de transport aérien intra-africain rentable et fiable. En effet, l'aviation peut apporter une contribution importante à la croissance économique et au développement de l'Afrique. Le transport aérien peut ouvrir et relier les marchés, en facilitant le tourisme et le commerce, et en permettant aux entreprises locales de s'intégrer dans les chaînes d'approvisionnement régionales et mondiales.

L'amélioration de la connectivité aérienne peut contribuer à accroître la productivité, en encourageant l'investissement et l'innovation et en améliorant les opérations et l'efficacité des entreprises.

L'aviation contribue également au bien-être social de la population, en soutenant l'emploi, en fournissant de l'aide et des secours, en favorisant l'accès à l'éducation et aux soins de santé, et en offrant des

possibilités d'apprentissage. De nombreuses régions du monde tirent d'immenses bénéfices de l'aviation.

Toutefois, le développement de l'aviation reste entravé par certains facteurs liés notamment à la disponibilité et au coût des infrastructures, la fragmentation du marché et les règles restrictives.

Consciente du potentiel du secteur aérien, la BOAD s'investit depuis des décennies à accompagner le transport aérien dans l'UEMOA par la mise à disposition de financements et le soutien d'initiatives importantes visant l'amélioration du secteur dans l'UEMOA. En effet, la Banque accompagne plusieurs projets de construction et de réhabilitation d'aéroports comme l'Aéroport International Félix Houphouët-Boigny d'Abidjan, l'aéroport international Blaise-Diagne (AIDB), l'Aéroport de Donsin, les aéroports de Bouaké, San Pedro, Korhogo, Tillabery et Diffa. Elle a également soutenu des projets de création de compagnies aériennes telles que Asky et Air Côte d'Ivoire, avec des participations significatives au capital.

En dépit des initiatives et des investissements consentis, l'Institution constate que le sous-secteur du transport aérien de la zone UEMOA est caractérisé par : i) l'insuffisance des liaisons inter-étatiques, due notamment à la faiblesse des flottes des compagnies aériennes, tant en quantité qu'en qualité ; ii) la non-conformité aux normes internationales de certaines infrastructures et installations techniques des aéroports de l'Union ; et iii) l'importance des coûts d'exploitation des compagnies aériennes, avec des services souvent insatisfaisants.

C'est dans ce contexte que la Banque a commandité en 2023, une étude sur le développement du transport aérien dans les pays de l'UEMOA, en vue d'approfondir sa connaissance du secteur par une analyse poussée des chaînes⁶ de valeurs du potentiel intégrateur et des perspectives d'évolution à moyen et long terme du secteur.

L'objectif général de l'étude est de contribuer à l'amélioration du transport aérien dans l'UEMOA afin de soutenir le commerce et l'intégration socio-économique régionale. De façon spécifique, il s'est agi notamment de i) donner la situation actuelle du secteur aérien dans les pays de l'UEMOA (trafic, conditions opérationnelles, marché et réglementation) et les perspectives de développement, ii) identifier les défis et les opportunités, iii) étudier les possibilités de mutualisation des efforts, de création de synergies entre les compagnies aériennes et les pays ou de duplication de modèles de réussite, iv) proposer des recommandations visant à améliorer l'efficacité du transport aérien ainsi que sa sécurité et sa sûreté.

La présente synthèse de l'étude sous revue est structurée en trois (03) parties. La première fait un état des lieux du transport aérien dans l'UEMOA, la seconde aborde le diagnostic du secteur et la troisième formule les principales recommandations.

⁶ Les principaux maillons de cette chaîne sont notamment le transport de passagers, le fret, les flots d'aéronefs, les maintenances aéronautique et aéroportuaire, la sécurité, l'assurance et la formation.



SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPSIS SUR LA BOAD ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2024

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2024

ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

RÉALISATIONS DE LA BOAD EN 2024

THÈME DE L'ANNÉE

INITIATIVE POUR LE DÉVELOPPEMENT DU TRANSPORT AÉRIEN DANS LES PAYS DE L'UEMOA

INTRODUCTION

1. ETAT DES LIEUX DU TRANSPORT AÉRIEN DANS L'UEMOA

2. DIAGNOSTIC DE LA CHAÎNE DE VALEUR DU TRANSPORT AÉRIEN DANS L'UEMOA

3. PRINCIPALES RECOMMANDATIONS DE L'ÉTUDE SOUS REVUE

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

1. ETAT DES LIEUX DU TRANSPORT AÉRIEN DANS L'UEMOA

L'industrie du transport aérien de l'UEMOA est vitale pour la croissance économique et la connectivité de la région. Des pays comme le Sénégal et la Côte d'Ivoire émergent comme des hubs majeurs, tandis que des compagnies aériennes comme Air France et ASKY jouent un rôle clé dans la région en matière de fourniture de services aériens.

L'industrie du transport aérien dans la région de l'UEMOA a affiché une trajectoire dynamique au cours des dernières années. Le Sénégal et la Côte d'Ivoire se sont positionnés avec une croissance constante du nombre de passagers jusqu'en 2019. Le Sénégal a connu des taux de croissance de 10,2% en 2016 et de 13,8% en 2018, tandis que la demande de transport aérien de la Côte d'Ivoire a augmenté de 13,9% en 2016, soulignant la tendance à la hausse de l'industrie.

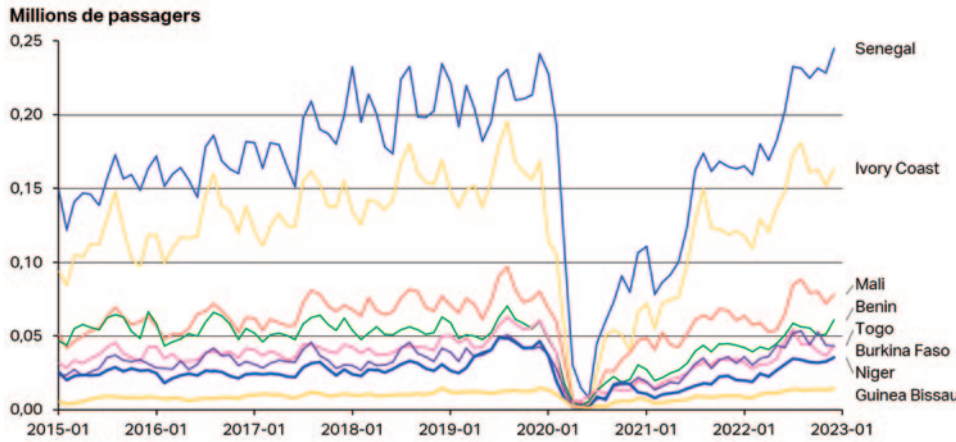
Cependant, les défis de 2020 ont été universels dans la région, comme ils l'ont été dans le monde entier. Les conséquences de la pandémie de la COVID-19 ont eu un impact significatif sur le transport aérien, entraînant des baisses substantielles du nombre de passagers. Au Sénégal, la baisse enregistrée est de 59% en 2020 par rapport à 2019. La Côte d'Ivoire a également connu une baisse, marquant une période difficile pour le secteur du transport aérien de la région.

En 2021, le taux de croissance du Sénégal est de 53 % par rapport à 2020, ce qui témoigne des efforts de redressement du pays. De même, le Mali, malgré un volume de passagers plus faible, a montré des signes de reprise après les revers de l'année précédente. En 2022, de nombreux pays, dont le Togo et le Burkina Faso, étaient sur la voie de la reprise, ce qui souligne encore le potentiel de la région à redresser cette importante industrie.

En 2022, le paysage du transport aérien de l'UEMOA présentait des caractéristiques distinctes. Le Sénégal, avec 2,451,769 passagers, représentait 34,6 % du volume total de passagers, renforçant ainsi son rôle de plaque tournante dominante dans la région.

La Côte d'Ivoire a suivi de près, contribuant à hauteur de 24,7 % avec 1,753,628 passagers. D'autre part, des pays comme le Niger et la Guinée Bissau, avec un nombre de passagers de 343,080 et 144,714 respectivement, représentaient une part combinée plus faible de 6,8 %.

GRAPHIQUE 13 : NOMBRE DE PASSAGERS MENSUELS DANS CHAQUE PAYS DE L'UEMOA DE 2015 À 2022⁷



Source : Rapport BOAD, Initiative de développement du transport aérien dans les pays de l'UEMOA, 2023

Le Mali, le Bénin, le Burkina Faso et le Togo, qui comptent un nombre modéré de passagers, ont contribué collectivement à 34,8 % des voyages aériens de la région. Ces pays jouent un rôle essentiel en équilibrant la dynamique du transport aérien dans la région.

En résumé, la diversité de la répartition entre les pays souligne l'importance de stratégies adaptées pour exploiter les opportunités uniques offertes par chaque pays.

En ce qui concerne le trafic international dans l'espace UEMOA, les années 2019 et 2022 ont

montré des tendances différentes dans les voyages aériens. Le trafic intercontinental de passagers a connu une légère contraction au cours de ces années. La région a enregistré 3,737,022 passagers en 2019, qui ont diminué légèrement à 3,627,658 en 2022, marquant une baisse d'environ 2,9%. Cette baisse modeste suggère un rétablissement presque complet du niveau de voyage pré-pandémique vers des régions comme l'Europe et l'Amérique du Nord.

⁷ O&D : Origine et destination réelles des passagers
Note : Analyse basée sur des tailles de marché non calibrées.
Source : IATA MarketS : IATA MarketS, analyse de IATA Consulting



SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2024

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2024

ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

RÉALISATIONS DE LA BOAD EN 2024

THÈME DE L'ANNÉE

INITIATIVE POUR LE DÉVELOPPEMENT DU TRANSPORT AÉRIEN DANS LES PAYS DE L'UEMOA

INTRODUCTION

1. ETAT DES LIEUX DU TRANSPORT AÉRIEN DANS L'UEMOA

2. DIAGNOSTIC DE LA CHAÎNE DE VALEUR DU TRANSPORT AÉRIEN DANS L'UEMOA

3. PRINCIPALES RECOMMANDATIONS DE L'ÉTUDE SOUS REVUE

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

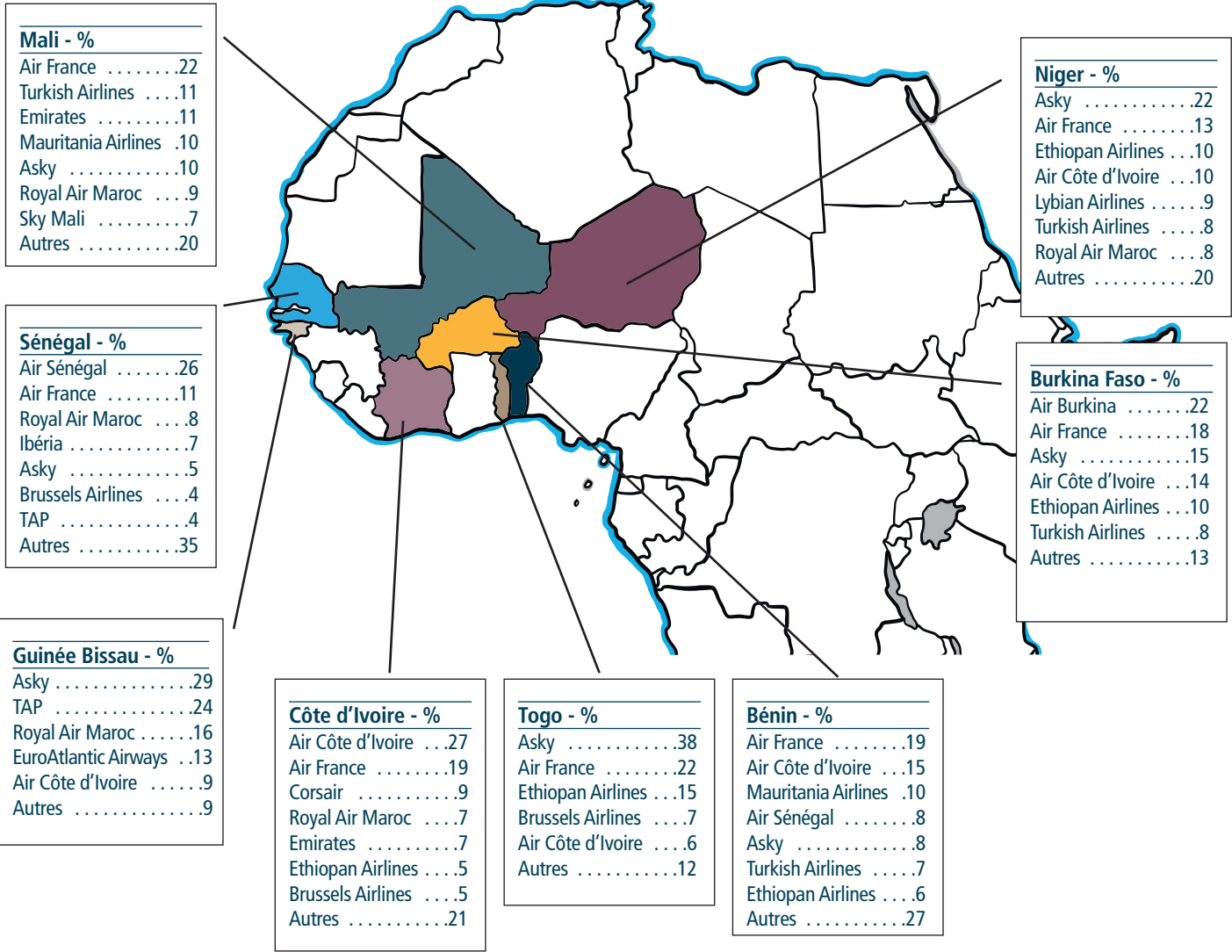
ANNEXES

Quant aux voyages intra-africains, à l'exclusion des voyages aériens dans l'espace UEMOA, il met en lumière des changements plus prononcés. L'année 2019 a vu un total de 2,871,163 passagers voyager à l'intérieur du continent africain. Cependant, en 2022, ce chiffre est tombé à 2,460,100 passagers, révélant une réduction significative de 14,3 %. Cela suggère que la connectivité intra-africaine a été relativement plus lente à se remettre des liens et des volumes perdus à la suite de la COVID-19.

Cette tendance est encore plus prononcée au sein de la région. En effet la région a enregistré 905,572 passagers voyageant à l'intérieur de ses frontières en 2019. Cependant, en 2022, ce nombre est passé à 732,585, soit une baisse substantielle de 19,1%. Une baisse aussi prononcée met en évidence les défis internes potentiels auxquels est confrontée la région de l'UEMOA, affectant éventuellement sa connectivité régionale, après les impacts négatifs du COVID-19.

En conclusion, alors que la région UEMOA a fait preuve de résilience dans ses liens intercontinentaux, la régression prononcée des voyages intra-africains et intra-UEMOA requièrent une attention particulière. Le renforcement des relations régionales, l'élimination des obstacles et des coûts de voyage et l'augmentation de la capacité des compagnies aériennes sont probablement des facteurs importants sur lesquels il faut se concentrer.

GRAPHIQUE 14 : PART DE MARCHÉ DES COMPAGNIES AÉRIENNES DANS L'ESPACE UEMOA



Source : Rapport BOAD, Initiative de développement du transport aérien dans les pays de l'UEMOA, 2023



SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2024

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2024

ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

RÉALISATIONS DE LA BOAD EN 2024

THÈME DE L'ANNÉE

INITIATIVE POUR LE DÉVELOPPEMENT DU TRANSPORT AÉRIEN DANS LES PAYS DE L'UEMOA

INTRODUCTION

1. ETAT DES LIEUX DU TRANSPORT AÉRIEN DANS L'UEMOA

2. DIAGNOSTIC DE LA CHAÎNE DE VALEUR DU TRANSPORT AÉRIEN DANS L'UEMOA

3. PRINCIPALES RECOMMANDATIONS DE L'ÉTUDE SOUS REVUE

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

Les compagnies nationales (Air Sénégal, Air Burkina, Air Côte d'Ivoire) et ASKY sont des acteurs importants dans leurs pays d'installation. Elles jouent un rôle important dans la satisfaction des besoins de voyage de ces pays.

Un autre acteur clé de la région est Air France, qui bénéficie d'une présence significative dans presque tous les pays et occupe souvent des positions de premier plan. Cela confirme non seulement les liens historiques et continus entre l'UEMOA et la France, mais souligne également l'engagement stratégique d'Air France sur ce marché.

Sur le plan régional, ASKY Airlines apparaît comme un transporteur dominant. Avec son siège au Togo, il est en tête dans le pays, mais sa position de leader en Guinée-Bissau et sa forte présence dans

d'autres pays soulignent son rôle crucial en tant qu'acteur régional contribuant à la connectivité aérienne en Afrique de l'Ouest.

Enfin, l'entrée sur le marché et la croissance d'acteurs tels que Turkish Airlines, Ethiopian Airlines et Emirates dans différents pays reflètent l'expansion des liens entre l'UEMOA et le reste du monde.

En 2022, le marché des compagnies aériennes de la région UEMOA est dominé par Air France, qui offre 13,5% des sièges. ASKY, un acteur régional clé, suit de près avec 12,5%. Ethiopian Airlines était également très présente, avec 10,9 %, suivie d'Air Côte d'Ivoire et Air Sénégal avec chacune 9,3%. D'autres compagnies aériennes internationales, dont Brussels Airlines et Turkish Airlines, ont contribué à hauteur de 5,9 % à 6,9 %.

Rang	Compagnie aérienne	Sièges proposés	%
1	Air France	1 635 035	13,50%
2	ASKY	1 509 545	12,50%
3	Ethiopian Airlines	1 321 489	10,90%
4	Air Côte d'Ivoire	1 131 676	9,30%
5	Air Sénégal	1 125 977	9,30%
6	Brussels Airlines	837 367	6,90%
7	Turkish Airlines	820 746	6,80%
8	Royal Air Maroc	717 394	5,90%
9	Emirates	426 304	3,50%
10	Mauritania Airlines	338 704	2,80%





SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2024

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2024

ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

RÉALISATIONS DE LA BOAD EN 2024

THÈME DE L'ANNÉE

INITIATIVE POUR LE DÉVELOPPEMENT DU TRANSPORT AÉRIEN DANS LES PAYS DE L'UEMOA

INTRODUCTION

1. ETAT DES LIEUX DU TRANSPORT AÉRIEN DANS L'UEMOA

2. DIAGNOSTIC DE LA CHAÎNE DE VALEUR DU TRANSPORT AÉRIEN DANS L'UEMOA

3. PRINCIPALES RECOMMANDATIONS DE L'ÉTUDE SOUS REVUE

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

2. DIAGNOSTIC DE LA CHAÎNE DE VALEUR DU TRANSPORT AÉRIEN DANS L'UEMOA

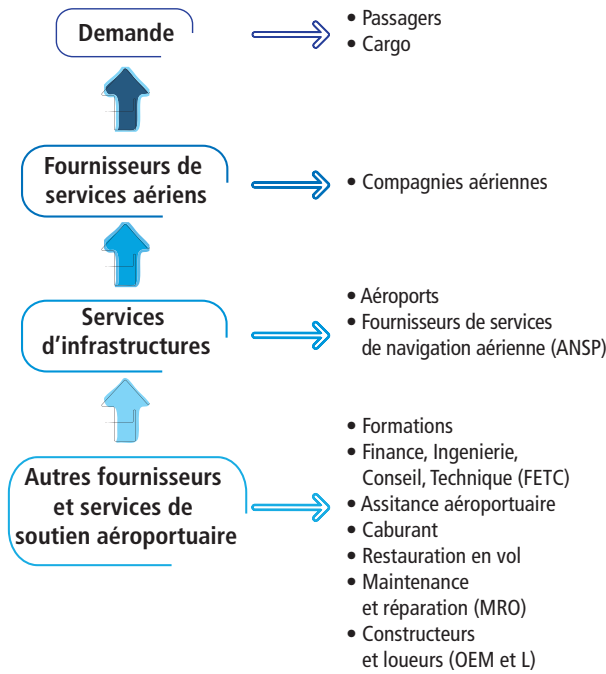
Répondre aux besoins de la demande de transport aérien nécessite la participation de diverses entités et sous-secteurs, formant ensemble la chaîne de valeur du transport aérien.

Un système de transport aérien efficace dépend d'une chaîne de valeur équilibrée, dans laquelle tous les acteurs de la chaîne fournissent des services adéquats à des prix compétitifs. Tout dysfonctionnement dans la chaîne entraîne des inefficacités et/ou des coûts excessifs, limitant la viabilité des entités et, par ricochet, compromettant l'ampleur de la demande et son impact positif sur la société et l'économie.

Les compagnies aériennes du continent africain sont confrontées à des problèmes majeurs qui rendent leur activité particulièrement difficile et périlleuse, empêchant un développement normal du marché des services de transport aérien dans la région. La pénétration du transport aérien est encore limitée en dépit de l'existence d'une demande potentielle. En effet, si des services aériens plus abordables étaient disponibles, davantage de segments de la population seraient en mesure de prendre l'avion, ce qui représente un potentiel de croissance considérable.

Par ailleurs, les compagnies sont généralement sous-capitalisées et continuent d'avoir une rentabilité très limitée, ce qui compromet leur potentiel de développement.

GRAPHIQUE 15 : PRINCIPAUX ÉLÉMENTS DE LA CHAÎNE DE VALEUR DU TRANSPORT AÉRIEN



Les principales raisons de cette mauvaise performance sont notamment :

En ce qui concerne la demande :

- L'étroitesse de la taille du marché qui limite le jeu des économies d'échelle et la rentabilité (petite classe moyenne, demande non solvable).
- Le développement limité du tourisme. La région souffre d'une absence presque totale de demande et d'offre de tourisme intérieur (qui est un élément essentiel de tout marché du transport aérien).
- Le coût élevé des billets : l'élasticité de la demande par rapport au prix est faible, de sorte qu'il est peu probable que les changements progressifs des prix des billets aient un effet important sur le niveau de la demande (cf. graphique ci-contre). Cela signifie que toute mesure visant à réduire les coûts d'exploitation des éléments de la chaîne de valeur de l'aviation, même si elle est considérée comme essentielle à l'efficacité du système, n'aura probablement qu'un faible impact sur les volumes de la demande.



SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2024

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2024

ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

RÉALISATIONS DE LA BOAD EN 2024

THÈME DE L'ANNÉE

INITIATIVE POUR LE DÉVELOPPEMENT DU TRANSPORT AÉRIEN DANS LES PAYS DE L'UEMOA

INTRODUCTION

1. ETAT DES LIEUX DU TRANSPORT AÉRIEN DANS L'UEMOA

2. DIAGNOSTIC DE LA CHAÎNE DE VALEUR DU TRANSPORT AÉRIEN DANS L'UEMOA

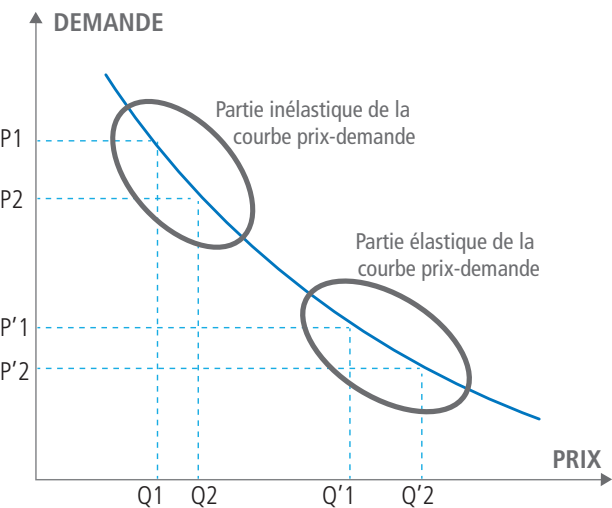
3. PRINCIPALES RECOMMANDATIONS DE L'ÉTUDE SOUS REVUE

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

GRAPHIQUE 16 : COURBE COMPARÉE PRIX- DEMANDE



- Le potentiel de risque lié aux questions de sécurité limite la demande. De même, les exigences en matière de visa réduisent la mobilité et donc le transport aérien international (malgré l'amélioration des procédures grâce aux visas électroniques).

Pour ce qui est du cadre réglementaire :

- Des disparités considérables existent entre les pays en termes de capacités techniques des organismes de réglementation.
- Des cadres réglementaires économiques des aéroports opaques, et qui ne suivent pas les recommandations de l'OACI. Les redevances aéroportuaires sont établies par les gouvernements sans l'utilisation de cadre ou de méthodologie transparent(e), sans engagement réel et participation effective des opérateurs, et sans relation claire avec les coûts. Cela engendre des redevances aéroportuaires onéreuses.

- Il existe de sérieuses contradictions entre la position officielle des pays en matière de libéralisation et sa mise en œuvre effective. Cette attitude vise souvent à protéger les compagnies nationales faibles et non viables, en rendant l'accès au marché plus difficile pour les compagnies aériennes étrangères.
- Dans certains cas, il y a un manque de ressources en matière d'inspection réglementaire, qui est partiellement atténué par une bonne coopération entre les différents pays.

S'agissant de la restriction d'accès au marché :

- Les situations de monopoles sont fréquentes dans les services clés de l'aviation (notamment les services d'assistance aéroportuaire). Elles limitent la concurrence et augmentent les coûts.
- En raison du nombre réduit de compagnies aériennes opérant dans la région (du fait d'une demande très faible et des problèmes structurels), la concurrence est généralement très limitée. Certains marchés sont exploités par une seule compagnie aérienne en situation de monopole. Les compagnies aériennes peuvent donc augmenter considérablement leurs prix sur ces marchés, en profitant de l'inélasticité de la demande.
- Forte disparité dans le potentiel concurrentiel des compagnies aériennes africaines par rapport aux compagnies aériennes européennes : alors que ces dernières parviennent à canaliser un volume considérable de trafic à travers leurs hubs en Europe, les premières n'ont pratiquement pas de quoi alimenter le trafic à leurs aéroports de base en Afrique, et ne peuvent donc viser que le trafic de point à point. Cela réduit considérablement la rentabilité des services long-courriers pour les compagnies aériennes de la région. Il en résulte que le marché Europe-Afrique est entre les mains des compagnies aériennes européennes et continuera à l'être tant que la connectivité intra-africaine ne sera pas correctement développée.
- Les coûts opérationnels élevés des compagnies aériennes dans la région représentent une importante barrière à l'entrée.

Relativement aux Stratégies et modèles économiques des compagnies aériennes :

- Compte tenu des limitations structurelles évoquées, les possibilités pour une compagnie aérienne d'établir un modèle économique clair et commercialement viable, potentiellement rentable, sont extrêmement limitées.
- L'un des principaux problèmes structurels est le très faible taux d'utilisation des avions des compagnies aériennes de la région. Cela augmente considérablement le coût d'investissement de l'avion par unité de trafic et réduit les possibilités pour les compagnies aériennes d'exploiter des avions plus récents et plus coûteux.
- La condition ci-dessus exclut presque automatiquement le modèle de compagnie low-cost, qui nécessite une utilisation élevée des avions pour minimiser la répercussion des coûts d'investissement sur le prix des billets. Le modèle d'affaires low-cost nécessite également des routes à fort potentiel de volume basées sur des passagers de point à point. Celles-ci sont quasiment inexistantes dans l'UEMOA. En fait, il n'y a actuellement aucune compagnie aérienne dans la région (pas même au niveau africain) dont la stratégie pourrait ressembler à celle d'une compagnie aérienne low-cost.
- Compte tenu du faible potentiel de trafic dans la région, le seul moyen pour les compagnies aériennes d'atteindre une masse critique minimale en termes de trafic est le modèle hub-and-spoke, selon lequel une compagnie aérienne concentre le trafic de correspondance dans un certain aéroport pendant une période relativement courte. De cette manière, en combinant en une seule route les trafics de multiples destinations qui se connectent à l'aéroport pivot, une compagnie aérienne peut atteindre un volume de trafic minimum pour remplir l'avion à une fréquence commercialement intéressante (idéalement quotidienne), et même atteindre le seuil de rentabilité.



SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2024

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2024

ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

RÉALISATIONS DE LA BOAD EN 2024

THÈME DE L'ANNÉE

INITIATIVE POUR LE DÉVELOPPEMENT DU TRANSPORT AÉRIEN DANS LES PAYS DE L'UEMOA

INTRODUCTION

1. ETAT DES LIEUX DU TRANSPORT AÉRIEN DANS L'UEMOA

2. DIAGNOSTIC DE LA CHAÎNE DE VALEUR DU TRANSPORT AÉRIEN DANS L'UEMOA

3. PRINCIPALES RECOMMANDATIONS DE L'ÉTUDE SOUS REVUE

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

- ASKY Airlines est le seul exemple d'un modèle économique de compagnie aérienne commercialement viable et rentable, avec sa stratégie claire hub-and-spoke à l'aéroport de Lomé, principalement axée sur les itinéraires africains moyen-courriers. Ce succès repose sur plusieurs facteurs essentiels : un environnement libéral en matière de services aériens dans son pays de transit (le Togo), le soutien financier et opérationnel d'un grand groupe aérien (Ethiopian Airlines), une capacité suffisamment élevée à son aéroport hub (Lomé) et la capacité de poursuivre une stratégie commercialement viable sans ingérence politique du gouvernement.
- Le modèle économique de compagnies aériennes nationales est particulièrement inadapté dans la région lorsqu'il s'agit de concurrencer les compagnies aériennes internationales sur les longs courriers. Par exemple, Air Sénégal ne parviendra jamais à concurrencer Air France sur un pied d'égalité sur la ligne Paris-Dakar. En effet, Air France peut se permettre de canaliser le trafic de correspondance à travers son énorme hub de l'aéroport Charles de Gaulle et de remplir ses avions à destination de Dakar avec des passagers provenant de son vaste réseau (Europe, Amérique du Nord, Asie). A l'inverse, Air Sénégal ne peut le faire qu'avec quelques passagers en correspondance à Dakar à partir de son réseau africain, et n'a aucune possibilité d'organiser des correspondances au-delà de Paris avec des compagnies aériennes partenaires par le biais d'accords interliges en quantité significative.
- Un autre aspect du modèle commercial traditionnel des compagnies aériennes nationales est que le pays qui parraine la compagnie aérienne tente de soutenir et de protéger artificiellement la compagnie aérienne avec des stratégies qui inhibent la concurrence des autres compagnies aériennes (nationales et étrangères). Si tel est le cas, cela peut avoir des effets secondaires néfastes.
- Le paradigme du marché du fret est sensiblement différent de celui de l'Europe, avec un potentiel beaucoup plus important pour les trafics intérieurs (en raison des limitations du réseau routier). Cela a des conséquences importantes sur les modèles économiques du fret aérien, qu'il conviendrait d'explorer.

En ce qui concerne l'insuffisance de l'expertise technique et managériale

- Le manque d'instituts de formation pour le secteur aérien dans la région à tous les niveaux (opérationnel, technique, managérial) fait qu'il est très difficile pour les compagnies aériennes de recruter des professionnels compétents ayant les connaissances locales adéquates.
- Il ne s'agit pas seulement d'une question de coûts, mais d'une question à dimension humaine, car il n'est pas toujours possible de trouver sur le marché international des professionnels expérimentés qui soient prêts à s'installer dans la région.
- Les initiatives pour le développement des instituts de formation dans la région sont souvent établies au niveau national, sans la collaboration des pays voisins, malgré la problématique de masse critique.

Concernant la Fiscalité et les limitations des services financiers et des marchés de capitaux.

- En l'absence d'un système fiscal efficace doté d'une large base d'imposition, les gouvernements de la région ont tendance à recourir à des cibles faciles pour augmenter leurs revenus, et le transport aérien est l'une d'entre elles.



Du point de vue de l'évaluation opérationnelle :

Les flottes, les réseaux et les services sont considérablement limités en raison d'une demande insuffisante et d'un manque de masse critique. Les services aériens sont concentrés sur certaines périodes de la journée seulement. Par ailleurs, le nombre d'équipages par avion est très faible par rapport aux marchés matures, ce qui indique une très faible utilisation des avions (très loin de la norme industrielle de 6 à 8 heures par jour pour un avion à fuselage étroit dans les marchés développés).

- En effet, le transport aérien est soumis à une fiscalité élevée, directement et indirectement par le biais de services d'intrants clés tels que le carburant. Par exemple, 60 à 70 % des coûts d'exploitation d'une ligne Bamako-Dakar sont des taxes (ce qui inclut probablement les redevances aéroportuaires et de navigation aérienne).
- Il existe un déséquilibre lié aux droits d'importation parfois très élevés pour les avions et les pièces détachées (40 % dans le cas de la Côte d'Ivoire, par exemple). Cela a pour effet d'augmenter artificiellement les billets d'avion, ce qui limite encore la demande et la rentabilité des compagnies aériennes.
- Le manque de compagnies d'assurance locales capables de garantir les opérations aériennes, ce qui oblige les compagnies à s'assurer sur les marchés internationaux, à payer une prime et à supporter des coûts supplémentaires liés au taux de change.
- Certaines questions réglementaires compromettent la flexibilité des compagnies aériennes à louer des avions sur les marchés internationaux. Par exemple, après 6 mois d'exploitation en Côte d'Ivoire, un avion doit être ré-enregistré dans le pays.
- Les marchés financiers et/ou de capitaux ne sont pas suffisamment développés, et n'ont peut-être pas l'ampleur nécessaire pour permettre des investissements CAPEX importants. Si des capitaux doivent être mobilisés sur les marchés étrangers, des risques de change surgiront.



SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2024

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2024

ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

RÉALISATIONS DE LA BOAD EN 2024

THÈME DE L'ANNÉE

INITIATIVE POUR LE DÉVELOPPEMENT DU TRANSPORT AÉRIEN DANS LES PAYS DE L'UEMOA

INTRODUCTION

1. ETAT DES LIEUX DU TRANSPORT AÉRIEN DANS L'UEMOA

2. DIAGNOSTIC DE LA CHAÎNE DE VALEUR DU TRANSPORT AÉRIEN DANS L'UEMOA

3. PRINCIPALES RECOMMANDATIONS DE L'ÉTUDE SOUS REVUE

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

3. PRINCIPALES RECOMMANDATIONS DE L'ÉTUDE SOUS REVUE

Le diagnostic de la chaîne de valeur du transport aérien permet de formuler des recommandations à l'attention des différentes parties prenantes de l'écosystème en particulier les institutions de financement du développement telles que la BOAD.



1. La Formation

C'est l'un des maillons faibles de la chaîne de valeur du transport aérien dans l'UEMOA. Les centres de formation jouent un rôle fondamental en fournissant des professionnels compétents pour l'ensemble du secteur et en maintenant les coûts de formation à un niveau bas pour les opérateurs. Par conséquent, les centres de formation sont l'un des domaines clés où les interventions de la BOAD pourraient faire la différence.

Des initiatives intégrées impliquant des centres de formation regroupant plusieurs pays devraient être privilégiées, en particulier pour la formation et l'éducation de haut niveau (comme les programmes pour cadres supérieurs, l'ingénierie, ou les domaines nécessitant des investissements importants, tels que les simulateurs de vol).

Compte tenu de la fragmentation des capacités de formation dans la région, les interventions de la BOAD devraient également donner la priorité aux propositions et aux business plans qui sont basés sur la mutualisation des ressources entre les organisations et les pays de la région.

2. Le Centre Maintenance Réparation Opération (MRO)

Les installations et services de maintenance d'avions sont très déterminants pour le développement du transport aérien dans l'UEMOA. Le manque de masse critique sur le marché est toujours susceptible de limiter la viabilité des entreprises et leur développement. L'intervention de la BOAD pour renforcer les installations et les services de maintenance des aéronefs pourrait être envisagée tout en prenant en compte i) les considérations spécifiques liées aux investissements CAPEX qui doivent être coordonnés avec l'aéroport, ii) la disponibilité de techniciens et d'ingénieurs possédant les connaissances et les compétences nécessaires pour intervenir sur les modèles d'avions/moteurs requis.

3. La consolidation des compagnies aériennes

Le secteur aérien dans la région UEMOA peut être considéré, à quelques exceptions près, comme dysfonctionnel et non viable. Les compagnies aériennes étant la pièce maîtresse du secteur, il est

essentiel que cette question soit traitée de manière adéquate afin de garantir une chaîne de valeur du transport aérien performante. Bien qu'il soit probablement difficile pour la BOAD de s'attaquer à ce problème à forte dimension politique, cette action pourrait se mener notamment par l'établissement d'une facilité de financement spécifique avec des conditions préférentielles pour toute initiative visant à consolider les compagnies aériennes dans la région de l'UEMOA (de préférence par le biais d'une fusion, mais aussi éventuellement d'une acquisition).

4. Le financement des infrastructures

Les grands investissements d'infrastructure, tels que ceux dans les aéroports, peuvent être financés sur les marchés internationaux par le biais de programmes de "financement de projets". La BOAD pourrait faciliter l'accès des entreprises d'infrastructures aéroportuaires de la région à ces programmes de deux manières : (i) Devenir un prêteur actif pour les programmes de financement de projets potentiels dans la région, avec une dette levée dans la monnaie locale (CFA d'Afrique de l'Ouest) ; (ii) Fournir une

garantie de taux de change (ou une garantie partielle) pour les programmes de financement de projets levés par les sociétés aéroportuaires locales en devises étrangères.

5. La planification des infrastructures aéroportuaires et de transport terrestre

La meilleure façon d'assurer une expansion équilibrée de la capacité aéroportuaire est de conserver et d'actualiser régulièrement un plan directeur aéroportuaire (conformément aux meilleures pratiques et recommandations internationales, tel que le document 9184 de l'OACI). Plusieurs aéroports de la région n'en ont pas et ne travaillent pas en ce sens. Un autre problème est le manque de disponibilité de plans directeurs de transport intégrés dans les zones métropolitaines où les aéroports sont situés. Par conséquent, une mesure potentiellement très bénéfique pour améliorer la qualité de la planification des infrastructures et l'intégration des aéroports en tant qu'interfaces efficaces entre les modes de transport dans la région consisterait à : (i) Fournir un financement spécifique aux opérateurs aéroportuaires pour développer et mettre à



SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2024

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2024

ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

RÉALISATIONS DE LA BOAD EN 2024

THÈME DE L'ANNÉE

INITIATIVE POUR LE DÉVELOPPEMENT DU TRANSPORT AÉRIEN DANS LES PAYS DE L'UEMOA

INTRODUCTION

1. ETAT DES LIEUX DU TRANSPORT AÉRIEN DANS L'UEMOA

2. DIAGNOSTIC DE LA CHAÎNE DE VALEUR DU TRANSPORT AÉRIEN DANS L'UEMOA

3. PRINCIPALES RECOMMANDATIONS DE L'ÉTUDE SOUS REVUE

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES



jour régulièrement les plans directeurs des aéroports ; (ii) Fournir un financement spécifique aux agences et organismes de transport et d'infrastructures pour développer des plans de transport intégrés métropolitains, en coordination et en collaboration avec les opérateurs aéroportuaires.

6. Le soutien à la location d'avion

La location d'avions est un outil très efficace permettant aux compagnies aériennes d'obtenir les avions dont elles ont besoin. Mais certaines compagnies aériennes de l'UEMOA n'ont pas

souvent les garanties nécessaires pour formaliser celles exigées par les loueurs et sont donc poussées en marge de ce marché (avec souvent un accès limité pour les avions plus anciens). Par conséquent, une action potentielle de la BOAD pour soutenir l'accès des compagnies aériennes aux services de location d'avions consisterait à leur fournir des garanties ou d'autres formes de soutien.

7. Soutien des États et des actionnaires

En raison de son caractère capitalistique, le sous-secteur du transport aérien dans la zone UEMOA, est en état de convalescence permanente et les compagnies ont besoin de reprendre leur souffle. Ainsi, pour s'équiper en aéronefs et faire face à certains engagements financiers, ces compagnies ont besoin du soutien des États, pour les compagnies aériennes nationales, et de leurs actionnaires, pour les compagnies privées.

8. Synergies à développer entre les compagnies aériennes

En attendant le regroupement entre les compagnies aériennes et les pavillons nationaux pour créer des entités régionales plus viables, il s'agira du renforcement de la coopération entre lesdites compagnies, en faisant des économies d'échelle

par la mutualisation de leurs moyens pour opérer dans le cadre de code-sharing et d'alliances.

9. Les actions transversales d'interventions dans d'autres secteurs

L'un des problèmes majeurs des aéroports de la région est leur manque d'intégration dans une structure cohérente de mobilité terrestre, en particulier en ce qui concerne les transports publics. En effet, l'accès aux aéroports de certaines capitales est déjà très problématique (en particulier Dakar et Abidjan). Certaines interventions de la BOAD pourraient être spécifiquement ciblées sur le soutien aux infrastructures métropolitaines et aux plans directeurs de transport public. Cela permettrait d'améliorer l'accessibilité aux aéroports et l'efficacité globale du transport aérien dans la région.

Bien que certains États membres de l'UEMOA soient des pays producteurs de pétrole, la disponibilité du kérosène pour l'aviation et son coût constituent l'une des questions opérationnelles les plus onéreuses et les plus importantes pour les compagnies aériennes de la région. Une intervention de la BOAD visant à promouvoir le développement des infrastructures de raffinage pétrolier aurait également un effet positif sur le transport aérien.



SOMMAIRE
MESSAGE DU PRÉSIDENT
TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD
ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2024
FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2024

ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
ET SOCIAL

RÉALISATIONS DE LA BOAD EN 2024

THÈME DE L'ANNÉE
INITIATIVE POUR LE DÉVELOPPEMENT
DU TRANSPORT AÉRIEN
DANS LES PAYS DE L'UEMOA

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES
ET ABREVIATIONS
LISTE DES ANNEXES
ANNEXES

ANNEXES

Liste des annexes

ANNEXE 1	: Présentation de la BOAD et de son organigramme au 31/12/2024
ANNEXE 2	: Organes délibérants de la BOAD au 31/12/2024
ANNEXE 3	: Principaux actes des Organes délibérants en 2024
ANNEXE 4	: Financements approuvés en 2024
ANNEXE 5	: Liste des accords/contrats de prêts, prises de participation signés en 2024
ANNEXE 6	: Évolution des flux nets de ressources par pays, au 31/12/2024
ANNEXE 7	: Répartition des engagements nets cumulés au 31/12/2024
ANNEXE 8	: Répartition des décaissements au 31/12/2024
ANNEXE 9	: Gouvernance de la BOAD au 31/12/2024
ANNEXE 10	: Personnel de la BOAD par collège, genre, processus et activités au 31/12/2024
ANNEXE 11	: Situation financière de la Banque au 31/12/2024
ANNEXE 12	: Principaux indicateurs macro-économiques de l'UEMOA
ANNEXE 13	: Fiches des projets financés au cours de l'année 2024

Téléchargez les annexes à partir de ce lien :
<https://www.boad.org/fr/rapport-annuel-2024/>

68 av. de la Libération, BP 1172 Lomé, Togo
Tél. : +228 22 21 59 06 • Fax : +228 22 21 52 67

www.boad.org     

